

LE RENFORCEMENT DES BLOCS

Le sommet du pacte de Varsovie préparera les entretiens de M. Gromyko à Vienne

La réunion au sommet du comité politique consultatif du traité de Varsovie s'est ouverte dans la capitale polonaise ce mercredi 14 mai, en présence des chefs de parti, des ministres des affaires étrangères et de la défense des sept pays membres : U.R.S.S., Pologne, R.D.A., Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie et Bulgarie. La délégation soviétique, dont font partie MM. Kossyguine et Tcherniomyr, membres du Politburo, est conduite par M. Brejnev, qui séjournera pour la première fois à Varsovie depuis décembre 1975. Elle ne comprend pas le maréchal Oustinov, ministre de la défense, remplacé par son premier adjoint, le maréchal Ogarkov. Convoquée le jour

du vingt-cinquième anniversaire de la signature du traité et tenue dans un strict huis clos au siège du gouvernement polonais, la réunion doit s'achever jeudi par la publication d'un communiqué.

De Varsovie, M. Gromyko se rendra à Vienne, où il arrivera vendredi matin, pour participer à la deuxième journée des cérémonies du vingt-cinquième anniversaire du traité d'Etat amical. Après un déjeuner offert par le président de la République autrichienne en l'honneur des ministres des affaires étrangères des quatre puissances signataires du traité (Etats-Unis, U.R.S.S.,

France et Royaume-Uni, de ceux des pays limitrophes et des personnalités invitées à cette occasion dont M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, — M. Gromyko s'entretiendra dans l'après-midi au palais de la Hofburg avec le secrétaire d'Etat américain, M. Muskie. Le ministre soviétique rencontrera également ses homologues britannique et ouest-allemand. M. François-Poncet s'entretiendra, pour sa part, avec M. Muskie ainsi qu'avec ses collègues yougoslave et autrichien. Des difficultés d'emploi du temps, indique-t-on, l'empêcheront de rencontrer séparément M. Gromyko, qu'il vient de toute manière de recevoir à Paris.

Les habits neufs de la paix

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — La paix « tâche principale de notre temps ». La paix, qu'il faut défendre contre la « menace » des Etats-Unis. La paix, menacée par l'implantation des nouvelles fusées de l'OTAN en Europe. La paix, que le monde n'aurait jamais recouvrée en 1945 sans l'aide « décisive » de l'U.R.S.S. La paix, dont le maintien repose sur « une seule raison » : l'existence du traité de Varsovie et de ses forces armées guidées par l'invincible armée soviétique. La paix, donc — thème dominant de la presse des pays communistes depuis la réunion des P.C. européens à Paris, — a pris, ces derniers jours, à l'Est, allure d'offensive. Rien n'a été négligé : il ne manque même plus, depuis lundi, ni l'annonce d'un retrait d'un nouveau contingent soviétique de R.D.A., ni la dénonciation à Berlin-Est des desseins belliqueux de l'OTAN par la dernière de ses secrétaires transfigurés.

Le communiqué qui sera publié jeudi 15 mai dans la capitale polonaise à l'issue des travaux du comité politique consultatif du pacte de Varsovie affirmera avant tout la volonté de l'U.R.S.S.

et de ses alliés de préserver la détente. Sans exclure la fermeté de son ni le renforcement du potentiel militaire du camp socialiste, l'accent devrait être mis sur trois points : la nécessité de ratifier les accords SALT 2 et de réunir la conférence de Madrid ; la convocation d'une conférence sur la détente militaire et le désarmement en Europe (1) ; enfin le rappel, probablement assorti de nouvelles propositions, des offres de négociation faites le 7 octobre à Berlin-Est par M. Brejnev.

Le décor sera ainsi planté pour la rencontre de Vienne, vendredi après-midi, entre M. Gromyko et le secrétaire d'Etat américain, M. Muskie. Il ne s'en cache pas, n'a rien de particulier à dire à son interlocuteur, si ce n'est que Washington n'accepte pas le fait accompli albanais. M. Gromyko, lui, aura en main une pleine sacoch de dossiers à négocier, neufs ou anciens. Loin de Kaboul, il lui sera aisé d'être l'homme de la raison contre celui de l'obstination. M. Muskie arrivera de Bruxelles, où l'on aura parlé riposte. M. Gromyko de

Varsovie, où l'on aura parlé lutte pour la paix. Le premier verra de quitter des alliés bien habillés, le second des fidèles unanimes.

L'un parlera au nom d'un président qui ne sait plus quelle politique mener. L'autre représentera une équipe sûre d'elle. Une puissance qui entend bien arriver à normaliser ses relations avec l'Ouest après son avancée vers les mers chaudes : un pouvoir conscient de ce que « l'équilibre militaire-stratégique actuel permet aux pays socialistes de peser, par leur politique étrangère, sur la solution des problèmes internationaux » (2). 2. Bref, M. Muskie devra, de ce coup d'éclat, faire un coup de maître pour éviter d'ajouter les entretiens de vendredi à la liste des maladroits américains.

Mais l'offensive de paix du pacte de Varsovie ne vise pas que le bref rendez-vous de Vienne. Préparée dès la mi-janvier par de nombreuses rencontres entre les dirigeants du camp socialiste, notamment par les visites du maréchal Koulikov en Europe

centrale et de M. Gromyko à Bucarest), elle tend à deux buts. D'une part, obtenir la suspension du déploiement des fusées Pershing décidée en décembre par l'OTAN à la suite de la mise en place des SS-20 soviétiques. De l'autre, accentuer les divergences entre l'Europe et les Etats-Unis.

Le fait que la réticence exprimée par M. Brejnev et Bruxelles en décembre n'ait fait que renforcer depuis ainsi que la récente suggestion ouest-allemande de bloquer pour un temps l'implantation des nouvelles fusées européennes par Berlin-Est, ne favorise pas le réalisme au premier objectif. Quant au second, c'est sur des faits qu'il s'appuie :

1) L'irritation, d'abord, de Paris et de Bonn devant les flottements de la Maison Blanche, leurs inquiétudes devant les risques économiques et politiques d'une dégradation de la détente, et leur volonté de ne rien modifier dans leurs relations bilatérales avec Moscou.

2) La tentation, ensuite, qu'à M. Schmidt de jouer dans la crise actuelle un rôle à la mesure de la puissance de son pays. Entre la solidarité atlantique et l'intérêt national, en effet, la balance n'est plus tout à fait égale à Bonn. Les prochains voyages du chancelier en R.D.A. et à Moscou sont là pour le dire. Comme l'impératif de la détente durant les obsèques de Tito (et en l'absence de M. Carter et Giscard d'Estaing) ses entretiens politiques, notamment avec M. Honecker.

Le rôle de l'Internationale socialiste

Un autre facteur est la fonction médiatrice qu'entend jouer l'Internationale socialiste entre Moscou et Washington. Hier en octobre par M. Brejnev, puis à la réunion parisienne des P.C. par M. Pomareh, son groupe de travail sur le désarmement a vu son action déboucher la semaine dernière sur l'envoi en mission de M. Palme à Moscou. L'Internationale socialiste n'est pas l'Europe, mais son influence y est certaine, en Allemagne fédérale au premier chef.

Dernier avantage : l'offensive de paix permet à Moscou de calmer les appréhensions de ceux de ses alliés, Pologne et Hongrie notamment, qu'avaient inquiétés les mises en garde de l'invasion de l'Afghanistan. Rassurés de constater qu'ils n'en ont pas subi de conséquences fâcheuses pour leur économie, ils jugent plus profitable de pousser le maintien de la détente en Europe que de croquer le fer pour les « idées de la révolution d'octobre » à Kaboul. Même M. Cossyguine, qui a tenu à rappeler son indépendance en recevant à Bucarest MM. Hua Guofeng et Kim Il-sung, le président nord-coréen, quelques heures avant de partir de Varsovie et qui avait boudé la réunion de Paris, ne devrait pas trouver cette fois-ci matière aux mêmes éclats qu'en novembre 1978 à Moscou.

L'Union soviétique, déclarait vendredi dans son discours de Philadelphie M. Carter, ne réussira pas à diviser l'Alliance atlantique ou à nous faire croire que l'Europe pourrait être un hot de détente pendant que l'agression se poursuit ailleurs. « Tel n'est visiblement pas l'avis de Moscou », BERNARD GUETTA.

(1) Cette ancienne proposition du pacte de Varsovie avait été relancée par M. Gromyko, en février, devant le congrès du parti polonais.

(2) La citation est extraite d'un article récemment paru à Prague du général Dzur, ministre tchécoslovaque de la défense.

Un nouveau départ de troupes soviétiques stationnées en R.D.A. a eu lieu le mardi 13 mai et un autre détachement doit quitter le pays le 15 mai. Cinq retraits ont déjà été effectués (Le Monde du 25 février) depuis l'annonce par M. Brejnev, en octobre 1979, que l'U.R.S.S. était disposée à retirer jusqu'à vingt mille hommes et mille blindés, en titre d'une contribution militaire à la détente. On ignore l'importance réelle des effectifs ayant jusqu'à présent quitté la R.D.A. — (A.F.P.)

Les Etats-Unis demandent à l'OTAN un effort accru de défense

(Suite de la première page.)

Certains pays membres, tels la Belgique ou l'Italie, auraient préféré que, pour cette consultation politique extraordinaire, on réexamine le conseil des ministres de l'Atlantique Nord, ce qui aurait permis d'associer les Français au débat. Les Américains, insistants sur le caractère militaire, quasi opérationnel, de l'exercice qu'ils avaient en tête, ont refusé une telle procédure.

Les Etats-Unis ont proposé à leurs partenaires une série de mesures visant à renforcer l'efficacité de la puissance dissuasive de l'Alliance, et à mieux l'adapter à la situation créée par l'intrusion massive des Soviétiques à quelques centaines de kilomètres du Golfe. L'invasion de l'Afghanistan, rajoutant à l'insécurité en Iran, conduit les Américains à renforcer leur présence dans l'Océan Indien, et, pour ce faire, à prélever des unités, en particulier, navales, dans d'autres zones. En outre, en cas de tension accrue dans cette même région, des réserves stationnées aux Etats-Unis pourraient devoir être acheminées, alléguant d'autant la couverture américaine de l'Europe. D'où l'idée d'accélérer la mise en œuvre du programme de défense à long terme approuvé par l'Alliance atlantique de la conférence de Londres en 1977, et de revoir certaines priorités définies dans ce programme en fonction de la situation actuelle.

Pour mener à bien cet effort, les Etats-Unis demandent trois choses à leurs alliés : 1) Approuver dès cette session une série de mesures à court terme (phase 1), dont la mise en œuvre commencerait immédiatement et devrait être achevée d'ici un an ; 2) Approuver dans leurs grandes lignes d'autres mesures à plus long terme (phase 2) pour lesquelles les décisions définitives seraient prises lors de la session du conseil atlantique de décembre 1980 ; 3) Réaffirmer, avec si possible plus de détermination que jusqu'à présent, l'engagement ancien d'accroître le budget de la défense en termes réels d'au moins 3 % par an.

La France félicitée

Certaines des mesures de la phase 1 seront sans doute énumérées dans le communiqué publié à l'issue de la session. Du côté américain, on cite comme exemple l'accroissement des stocks de munitions et d'équipements en Europe, considérés auparavant comme insuffisants ; l'amélioration des infrastructures, l'acquisition d'équipements pour la défense contre les armes chimiques, enfin, sur un autre plan, l'accélération de l'assistance militaire à la Turquie et au Portugal.

Parmi les mesures à mettre au point d'ici à la session de décembre figurent l'accroissement des réserves opérationnelles des forces européennes (afin de pallier un éventuel déploiement hors du théâtre européen des réserves américaines), ainsi qu'une amélioration de la capacité de transport de troupes entre les deux rives de l'Atlantique. Les Etats-Unis voudraient, qu'à l'instar de ce qu'ils ont eux-mêmes commencé à faire, les gouvernements européens arrêtent les dispositions administratives et techniques nécessaires afin qu'en cas de tension internationale aiguë, les avions, gros porteurs des compagnies aériennes européennes puissent être utilisés pour acheminer les renforts américains vers le Vieux Continent. Un tel programme implique notamment que ces avions fassent l'objet de certains aménagements pratiques, lesquels, bien sûr, seraient à la

charge des gouvernements. L'amélioration de la défense contre les armes chimiques est également citée parmi ces actions. Les dirigeants militaires de l'OTAN sont, à l'évidence, préoccupés par l'arsenal important d'armes chimiques dont s'est dotée, selon eux, l'Union soviétique.

Comment financer cette adaptation du programme à long terme défini en 1977 ? Il ne devrait pas y avoir de problème majeur, expliquent en substance les Américains, si les partenaires de l'Alliance appliquent effectivement leur engagement d'accroître leur budget de défense de 3 % par an. Les Américains, se référant aux discussions tenues au niveau des ambassadeurs avant la session, jugent « encourageante » la disposition des alliés à approuver l'actualisation du programme de défense, mais ils se disent préoccupés par le caractère financier de certains partenaires. L'attitude du Danemark et de la Belgique est particulièrement critiquée. M. Desmarais, ministre belge de la défense, admet qu'en termes réels, le budget de la défense de son pays pour 1980, loin de croître de 3 % comme prévu, est en diminution d'environ 2 % par rapport à 1979. « Tous les pays de l'Alliance sont touchés par la crise économique. Nous constatons que ce sont surtout les pays les plus riches qui éprouvent les plus de difficultés à tenir l'engagement des 3 %, ont commenté les Américains.

En fait, les Belges et les Danois ne sont pas les seuls à faiblir. Si les Italiens et les Canadiens ont promis, lundi, d'atteindre « 3 % », les Néerlandais se sont seulement engagés à ne pas réduire leur budget de la défense. Quant à M. Appel, le ministre allemand, il a évoqué l'accroissement de 3 % comme un objectif et non comme une obligation.

Cet aspect des choses donne l'occasion aux Américains de se féliciter, de manière appuyée, de l'attitude française. « La France est un des pays de l'Alliance qui prend le plus au sérieux ses responsabilités militaires. Pour nous, quelle angoisse à l'intérieur ou à l'extérieur de l'organisation militaire intégrée n'a rien d'excessif. Le plus important est que son effort dépasse substantiellement les 3 %, expliquent-ils. Ils se sont aussi félicités de la présence militaire française dans l'Océan Indien.

PHILIPPE LEMAITRE.

M. RENÉ DOISE, AMBASSADEUR AUPRÈS DU CONSEIL DE L'EUROPE

Le Journal officiel du jeudi 15 mai annonce la nomination de M. René Doise au poste d'ambassadeur auprès du Conseil de l'Europe, en remplacement de M. Jean Cazeneuve.

Dé le 11 décembre 1919 à Mar- le, M. Doise, ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, a servi jusqu'en 1971 au ministère de la France d'outre-mer avant d'être en poste à New-York, d'abord à la délégation française au conseil de tutelle, ensuite à la mission permanente auprès de l'ONU (1971-1974). Depuis 1975, M. Doise était affecté au service information et presse de l'administration centrale, dont il était adjoint au chef de service depuis 1973.

Le gouvernement de Bonn a décidé d'apporter à la Turquie une aide militaire d'urgence de 150 millions de marks en 1980, annonce-t-on de source diplomatique à Bruxelles. Cette aide, qui sera fournie en liquide et non en équipements, sera portée à 180 millions de marks en 1981. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Tchad

UN PLAN POUR TROUVER des solutions susceptibles de ramener la paix au Tchad a été élaboré par des responsables tchadiens, réfugiés à Koussey, petite ville du Nord-Cameroun située en face de N'Djamena. Ce plan, rendu public lundi 12 mai, est le premier du genre pour tenter de mettre un terme à la guerre civile qui sévit depuis près de deux mois, a été adressé à tous les chefs des différentes tendances. Les responsables de ce plan, sous la conduite de M. Abdoulaye Lamana, ancien ministre de l'économie, suggèrent de « convoquer d'urgence à N'Djamena » sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) une « conférence de réconciliation nationale ».

Union soviétique

L'ECRIVAIN VASSILI AKRIONOV A PARIS FIN JUIN. — Il a obtenu le droit de quitter l'U.R.S.S. et d'y rentrer « s'il se conduit bien ». Après une visite à son éditeur, il

s'apprête à Los Angeles. De même, Vladimir Volynovitch (a-t-on du Brave soldat Tchoukine) pourra se rendre à l'automne en R.F.A. à l'académie bavaroise des beaux-arts. En revanche, Lev Kopelev (A conserver pour l'éternité) n'a pas encore reçu de réponse à sa demande de se rendre en R.F.A. et en a appelé à M. Brejnev. — (U.P.I.)

Zimbabwe

LE GOUVERNEMENT D'U ZIMBABWE envisage de geler une révolte de la Constitution afin de supprimer les vingt sièges réservés aux Blancs au Parlement, a déclaré M. Simba Muboko, ministre de la justice, dans un entretien publié mardi 13 mai par le Herald de Harare (ex-Salisbury). Aux termes de l'accord signé à Londres en décembre, vingt sièges sur cent sont attribués aux Blancs et la Constitution prévoit que cette disposition ne peut être modifiée que par un vote unanime du Parlement. — (Reuter.)

revue mensuelle le débat

Directeur Pierre Nora

histoire politique société

mai numero 1

en vente partout

Gallimard

- Je désire m'abonner au mensuel le débat au prix de lancement (valable jusqu'au 31 décembre 1980).
France et DOM-TOM : 6 mois 130 F ; 1 an 240 F.
Etranger : 6 mois 145 F ; 1 an 270 F.
Règlement à l'ordre de le débat-Gallimard
5, rue Sébastien-Bottin - 75007 Paris
☐ C.C.P. (3 volets) ☐ chèque bancaire ☐ à réception de facture.

Bon à découper

NOM/PRÉNOM _____

RESIDENCE / ESCALIER / BATIMENT _____

NUMERO _____ RUE / AVENUE / BOULEVARD OU LIEU-DIT _____

CODE POSTAL _____ COMMUNE _____

BUREAU DISTRIBUTEUR _____

Min. 5

AMÉRIQUES

États-Unis

**MM. CARTER ET REAGAN
REMPORTENT LES « PRIMAIRES »
DU MARYLAND ET DU NEBRASKA**
(De notre correspondante.)

New-York. — MM. Carter et Reagan poursuivent leur marche à la nomination de leur parti respectif : ils ont remporté mardi 13 mai les « primaires » dans le Maryland et le Nebraska.

La victoire de M. Carter était prévue dans le Nebraska, mais M. Kennedy était censé devoir remporter le Maryland, proche de ses fiefs traditionnels. Le sénateur avait d'ailleurs gagné, de peu, il est vrai, les « primaires » du district de Columbia, le 6 mai.

Dans le Nebraska, M. Carter avait démonté à la télévision les projets économiques et sociaux de M. Kennedy, en particulier son plan de santé, ruineux pour le pays, selon lui. Dans le Maryland, où M. Reagan avait été battu en 1976, M. Bush a fait un score honorable, mais il est nettement distancé par l'ancien gouverneur de Californie qui ne s'était pas donné la peine de faire campagne.

M. Kennedy mène déjà une campagne active en Californie où il met, une fois de plus, M. Carter au défi d'accepter un débat public contre lui. M. Reagan est, pour sa part, si sûr de sa nomination comme candidat républicain qu'il laisse courir des bruits sur la chute de son vice-président. Les noms les plus cités sont ceux du sénateur Edward Baker, du Tennessee, ancien candidat présidentiel, du représentant Jack Kemp, de New-York, et de M. Bush.

Il reste une inconnue : le « facteur Anderson », comme on dit ici. Personne ne pense que le nouveau candidat indépendant ait des chances sérieuses à l'élection, mais sa candidature prendra sans doute des voix dans les deux grands partis.

Le manque d'enthousiasme de l'opinion se reflète lundi dans deux éditoriaux : le *Baltimore Sun* conseillait à ses lecteurs du Maryland de voter pour M. Carter « qui a été trop souvent hésitant, mal informé et dépourvu de vision philosophique », tandis que le *Lincoln Star* du Nebraska annonçait qu'il soutiendrait « l'aimable, ignorant, plat et vieillissant M. Reagan ». — N. B.

Guatemala

**L'extrême droite multiplie les assassinats
d'universitaires, d'avocats et de paysans**

Des hommes masqués non identifiés ont assassiné, le lundi 12 mai, un prêtre belge, le Père Walter Wooddeckers, quarante-trois ans, alors qu'il se rendait de sa cure au bureau du poste, à Santa-Lucia-Cotzumalguapa, à 90 kilomètres de Guatemala, a déclaré la police. Ce prêtre avait été nommé dans cette paroisse il y a quatre ans. Le meurtre n'a pas été revendiqué. Le 4 mai, un autre prêtre, le Père Conrado de la Cruz avait été enlevé dans la même paroisse.

D'autre part, sept cadavres ont été découverts dans les rues de la capitale, a annoncé la police ce 14 mai. Parmi eux, se trouvent les

corps de quatre personnes qui ont, semble-t-il, été pendus, puis abandonnés dans une voiture. Selon la police, les Escadrons de la mort, groupes guatémaltèques d'extrême droite, pourraient être responsables de ces assassinats.

Enfin, la Commission internationale des juristes a dénoncé, le lundi 12 mai à Genève, les récents assassinats de trois éminents avocats guatémaltèques, MM. Ruben Ixcamparic, Jorge Jimenez Caja et Rolando Melgar, assassinés respectivement les 24 janvier, 5 mars et 17 mars, par des groupes clandestins d'extrême droite. M. Melgar était également un universitaire réputé.

Vingt pour un...

De notre envoyé spécial

Guatemala. — Les orateurs qui s'avancent, à tour de rôle, dans la lumière des projecteurs, pour s'adresser au millier d'étudiants rassemblés devant le rectorat de l'université San-Carlos ont le visage couvert d'une cagoule, noire, blanche ou rouge. On songe à quelques sinistres cérémonies médiévales. Mais, ici, ce ne sont pas les inquisiteurs qui sont à la tribune. Ces hommes dissimulent leurs traits de peur, une fois sortis du « territoire libre » de l'université, d'être abattus comme des lapins.

En quatre mois, dix-neuf enseignants et étudiants ont été assassinés dans la capitale par des « commandos d'incrimination » en civil et fortement armés, selon la terminologie en usage. C'est pour protester contre cette ténacité que l'Association des étudiants (A.E.U.) a convoqué ce soir ses sympathisants sur le campus.

Après l'assassinat, le 22 mars, d'un colonel à la retraite expert en contre-insurrection, un commandant de l'Armée secrète anti-communiste — E.S.A., l'un des groupes d'extrême droite qui opèrent impunément dans le pays — annonça que vingt « rouges » seraient tués en représailles. Le même jour, trois étudiants étaient mitraillés. Le lendemain, c'était le tour d'Eduardo Rolando Melgar, conseiller juridique du rectorat. Le 26 mars, Alfonso Figueroa, directeur de l'Institut de recherches

économiques et sociales de l'USAC, était assassiné. Les crimes se sont succédés : presque un par jour ! Parmi les victimes : Johnny Dahinten, professeur de droit ; Horacio Flores, conseiller à la planification universitaire ; Marco-Antonio Urizar, ancien président de l'association des étudiants en lettres.

La violence politique n'est pas nouvelle au Guatemala. On avance couramment le chiffre de trente mille victimes pour le dernier quart de siècle depuis qu'un coup d'État contre-révolutionnaire appuyé par les États-Unis a renversé en 1954 le gouvernement progressiste du colonel Arbenz. Les années 60 ont été marquées par la montée et la répression d'un puissant mouvement de guérilla et ont été particulièrement sanglantes. En 1978, mille trois cent soixante et onze personnes, si l'on en croit la presse, ont été assassinées. Ces chiffres ne tiennent pas compte des disparus.

Certains ont été tués par l'un des groupes d'extrême gauche : l'Armée de la guérilla des peuples (E.G.P.), Forces armées rebelles (FAR) ou Organisation du peuple en armes (ORPA). Mais la majorité des victimes sont tombées sous les balles des groupes clan-

destins d'extrême droite : la Main blanche, GEL pour l'œil, l'ESCA et autres Escadrons de la mort, dont les liens avec les autorités sont démentis de façon rarement convaincante. Il s'agit pour la plupart, de dirigeants politiques, comme le social-démocrate Manuel Colom, ancien maître de la capitale, assassiné en mars 1979, de responsables syndicaux, de militants d'organisations paysannes. L'extrême droite pratique une « répression sélective », s'attaquant aux personnalités capables de prendre la tête d'une opposition sérieuse. Aussi l'université est-elle particulièrement visée.

« Tenir à tout prix »

Au Guatemala on n'utilise pas en vain les grands mots. En particulier, on réserve celui de « massacre » aux circonstances exceptionnelles, par exemple une centaine de personnes tués par l'armée en mai 1978, à Panzós, dans l'est du pays ; trente-neuf personnes brûlées vives dans l'assaut donné à l'ambassade d'Espagne le 31 janvier dernier. Mais l'acte vague d'assassinats qui fauche les universitaires ne ressemble en rien, disent les observateurs, à ce que l'on a connu.

Plusieurs victimes passaient pour être proches du Parti guatémaltèque du travail (P.G.T., parti communiste) ou d'une école, pourtant, n'avait, que l'on sache, été mêlée à quelque forme d'action violente que ce soit. Tous, en revanche, réclamaient de l'opposition légale.

Cette « série » de crimes a évidemment mis l'université en grand émoi. Les drapeaux sont en berne. Des arrêts de travail ont lieu dans les facultés. Les membres du rectorat s'absentent, jusqu'au nouvel ordre, de donner leurs rendez-vous à l'université, de peur d'être « cueillis » à la sortie par un commando de tueurs. Un certain nombre d'enseignants ont jugé plus prudent de quitter le pays pendant quelques temps. Que faire ?

« Tenir à tout prix » est apparemment le mot d'ordre. L'autonomie universitaire est sacrée. Et les forces de l'ordre s'abstiennent en principe de franchir la « clôture » du campus. L'université est le foyer, intellectuel et matériel, de l'opposition au régime.

« Mais que signifie cette notion de territoire libre, se demandent certains observateurs, lorsque les tueurs sont en embuscade à la sortie ? Ne serait-il pas plus politique de remettre l'université et ses quarante mille étudiants au gouvernement en lui disant : « Maintenant, débrouillez-vous ! » Au moins, cela ferait du bruit sur le plan international. Ce point de vue est considéré comme défaitiste par le noyau des étudiants révolutionnaires puisqu'il n'est pas question de remettre à la droite de l'université où les tendances progressistes l'emportent. C'est aussi l'avis d'une éminente personnalité du rectorat. « Que le gouvernement ferme l'université », dit-il, « ce serait une erreur. Mais notre conseil ne prendra certainement pas une telle initiative : elle ferait trop plaisir à nos ennemis. »

JEAN-PIERRE CLERC.

**L'incident qui oppose les Bahamas à Cuba
pourrait être porté devant les Nations unies**

Le ministre cubain des affaires étrangères, M. Malmierca, a adressé, mardi 13 mai, un message au gouvernement bahaméen, reprochant l'incident publié le même jour par le journal *Granma*, qui constitue « la position officielle du gouvernement cubain » sur l'incident qui, samedi, a opposé un patrouilleur bahaméen à plusieurs Mig cubains (le Monde du 13 mai).

Dans son message, publié par le gouvernement de Nassau, M. Malmierca indique que « la C.I.A. est derrière cette affaire ». M. Malmierca a fait savoir que la rencontre prévue pour mardi à Nassau entre les autorités bahaméennes et une délégation cubaine avait été annulée, parce que « la délégation avait besoin de plus de temps pour étudier les informations qu'elle avait obtenues et se préparer à la prochaine rencontre ». Le gouvernement bahaméen sera informé « dans le courant de la semaine » d'une date pour un nouvel entretien.

Le ministre des affaires exté-

rieures des Bahamas, M. Adderley, a pour sa part nié que le gouvernement bahaméen soit impliqué dans des activités américaines de renseignement. « Nous ne laisserons pas les Cubains croire qu'ils peuvent nous utiliser comme un pion dans leurs affaires internationales », a-t-il ajouté.

D'autre part, le gouvernement des Bahamas s'est réservé le droit de porter devant le Conseil de sécurité des Nations unies l'incident survenu samedi et qui a coûté la vie à quatre marins bahaméens.

Enfin, deux Mig cubains ont été abattus par un navire garde-côte de la marine américaine qui participait à la recherche des quatre marins disparus. Les évolutions ont également mis en danger un hélicoptère de la même unité, ce qui a provoqué une note de protestation écrite du gouvernement américain aux représentants des intérêts cubains aux États-Unis. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

El Salvador

**Le porte-parole des officiers réformistes
est écarté du commandement de l'armée**

San-Salvador (A.F.P.). — Les officiers des trois armes ont désigné, le lundi 12 mai, le colonel Abdul Gutiérrez, un officier conservateur, membre de la junte, comme commandant en chef des forces armées salvadoriennes, en remplacement du colonel Adolfo Majano, l'autre membre militaire de la junte.

On ignore si le colonel Majano, considéré comme le porte-parole des jeunes officiers réformistes, continuera de siéger à la junte. L'élimination du colonel Majano fait suite à un épisode tumultueux, dont le principal protagoniste est le commandant en retraite Roberto d'Abuisson.

Le commandant d'Abuisson, ancien responsable des services secrets, qui dirige une formation de droite, avait accusé le colonel Majano de communiquer des renseignements aux guérilleros d'extrême gauche en lutte contre le pouvoir. Il avait lancé un appel aux militaires, afin qu'ils obéissent au colonel Majano à démissionner de la junte. A la suite de cet appel, il avait été arrêté.

Mais le colonel Majano n'aurait pas consulté les autres membres de la junte juste avant de prendre cette décision, qui avait motivé le soulèvement de huit des quarante garnisons du pays.

Le commandant d'Abuisson a été remis en liberté le mardi 13 mai, ainsi que onze officiers et quatre civils également arrêtés le 7 mai pour tentative de coup d'État. Cette décision du juge d'instruction pourrait avoir de graves conséquences : la démocratie chrétienne, qui partage le pouvoir avec les militaires au Salvador, a en effet, annoncé qu'elle se retirerait du gouvernement si le procès du commandant d'Abuisson n'était pas équitable.

Cependant, les marines qui gardent la résidence de l'ambassadeur des États-Unis à San-Salvador ont dispersé, le 12 mai, une manifestation de la droite salvadorienne. Les protestataires prétendaient que le déplacement des diplomates jusqu'à la libération du commandant d'Abuisson.

Brésil

**L'ANCIEN GOUVERNEUR BRIZOLA SE VOIT REFUSER
LE DROIT DE RECONSTITUER LE PARTI TRAVAILLISTE**

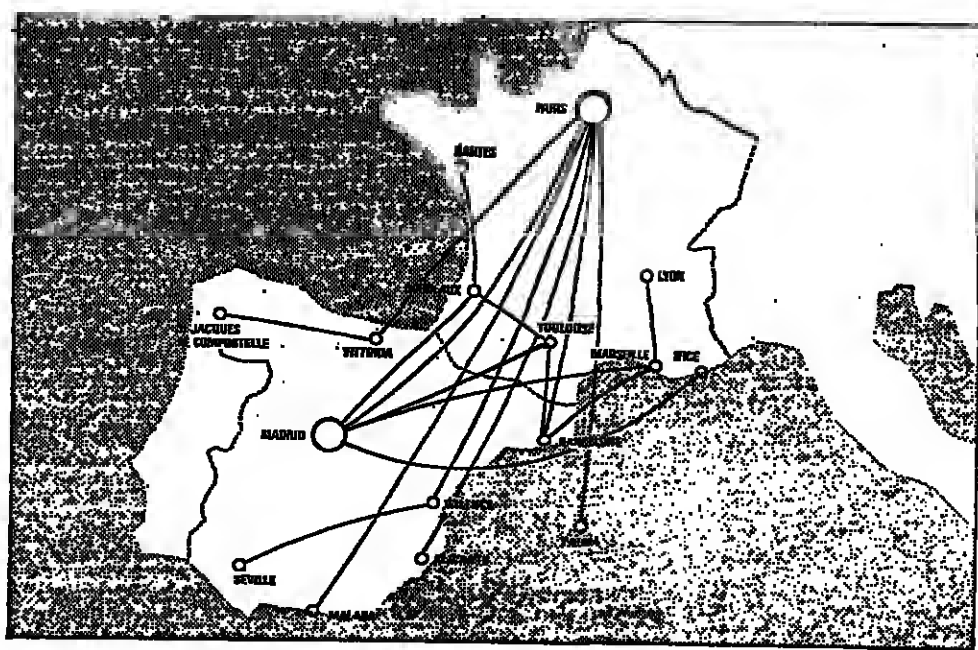
De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — L'ancien gouverneur du Rio-Grande-do-Sul, M. Leonor Brizola, ne pourra pas former son P.T.B. (parti travailliste brésilien). Le tribunal suprême électoral ayant décidé, le lundi 12 mai, d'attribuer le sigle travailliste à un petit groupe rival dirigé par Mme Yvelle Vargas, petite-niece de l'ancien président Vargas. Celle-ci prétend, elle aussi, reconstituer l'ancien P.T.B. et, avec elle, avec les autres formations par le régime militaire en 1964.

M. Brizola et ses compagnons attribuent la décision de la justice aux pressions du gouvernement. Autrefois lié aux secteurs plus conservateurs du travail, M. Brizola ne jouit plus d'aucune représentation dans la chambre fédérale, un seul s'est rallié à son groupe. Mais Mme Vargas est très liée au général de la présidence et au cabinet civil de la présidence et éminente grise du régime.

L'octroi du sigle P.T.B. à Mme Vargas paraît lié au problème électoral de São-Paulo, capitale pour le gouvernement. Si le président Figueiredo maintient sa promesse de rétablir en 1982 les élections directes pour les gouverneurs d'État, le candidat probable du principal parti d'opposition, le P.M.D.B. (Parti du mouvement démocratique brésilien), le sénateur Franco Montoro a toutes les chances de l'emporter. Le parti du gouvernement, le P.D.B. (Parti démocratique brésilien) ne possède dans cet État qu'un faible potentiel électoral. Attribuer le sigle P.T.B. à un groupe qui lui est proche, le régime pourra ainsi lancer indirectement une seconde candidature contre le sénateur Montoro. Ce pourrait être celle de M. Delim Netto ou, plus probablement, de l'ancien président Janio Quadros. Mme Vargas a déjà exprimé son appui à ces deux dernières personnalités. — Th. M.

CET ETE, ESPAGNE A VOLONTE.



Air France vous offre toute l'Espagne :

MADRID

Cet été, 3 vols quotidiens au départ de Paris, soit 21 vols par semaine.

PARIS 21

Autres vols hebdomadaires au départ de :

TOULOUSE Nouveau 3
NICE 4
MARSEILLE 5
LYON via Marseille 5
BORDEAUX 5
NANTES via Bordeaux 5

PALMA DE MAJORQUE

3 vols par semaine Air France-Vacances au départ de Paris-Charles de Gaulle jusqu'au 1^{er} juillet. 4 vols à partir du 2 juillet.

BARCELONE

Vols hebdomadaires au départ de :

PARIS tous en Boeing 727 12
MARSEILLE 5
BORDEAUX/TOULOUSE 3

Autres liaisons hebdomadaires au départ de Paris :

ALICANTE 3
MALAGA 4
ST-JACQUES-DE-COMPOSTELLE* 3
VALENCE* 7
SEVILLE* 7
VITTORIA* 3

Pour vos séjours en Espagne, nous avons soigneusement le voyage qu'il vous faut.

AIR FRANCE

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente : 37 Av. de la République - PARIS 11

Mètre Parquetier • Parking assuré

Tél. 357.46.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

Le Monde
dossiers et documents

Numéro de mai

LES GISCARDIENS

Second dossier du numéro :

LA PROSTITUTION

Le numéro : 3,50 F
Abonnement un an (10 numéros) : 35 F

préparation d'état ou annelle

MEDECINE

7 cahiers : soins-pneus, soins, soins, soins, soins, soins, soins

CEPES

57, r. Ch.-Lafitte, 92 Noisy, 722.94.94-745.09.19

enseignement supérieur privé

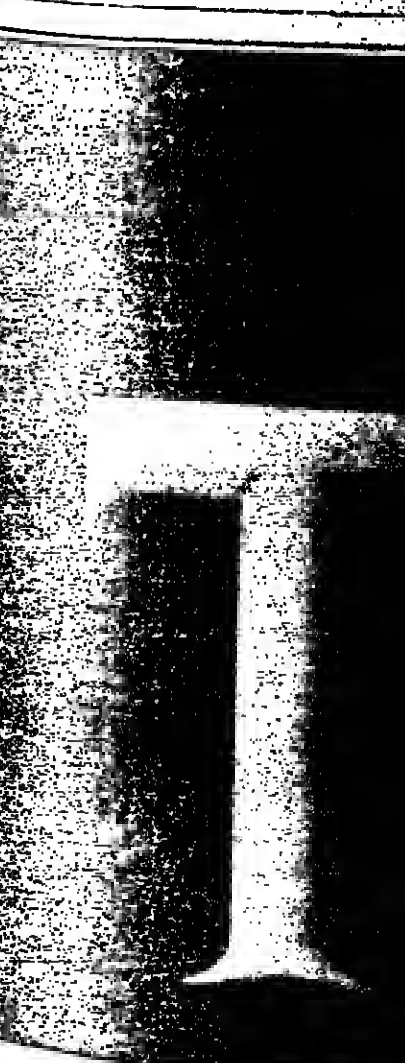
Corée du Sud

L'agitation étudiante

Seoul. — L'agitation étudiante en Corée du Sud s'intensifie. Des milliers d'étudiants ont manifesté mardi 12 mai devant le palais présidentiel, exigeant la démission du président Chun Doo-hwan. Les étudiants reprochent au président d'avoir autorisé la répression de la manifestation du 1^{er} mai. Ils exigent également la tenue d'élections libres et transparentes.

Le défilé des forces militaires à l'origine des incidents

Seoul. — Des milliers de soldats ont défilé mardi 12 mai dans les rues de Séoul, à l'occasion du 50^e anniversaire de la fondation de la République de Corée. Le défilé a été interrompu par des manifestations d'étudiants qui ont jeté des pierres et des bouteilles.



Actualité et beaux-arts

Certes les lecteurs de TINE sont également à un concept : celui d'un microscopie ou le pincé champ de bataille. D'où, chaque semaine, dans rubriques, aussi variées que le thé

ASIE

PROCHE-ORIENT

Corée du Sud

L'agitation étudiante s'intensifie

De notre correspondant

Tokyo. — L'agitation étudiante s'est intensifiée ces derniers jours en Corée du Sud, et les accrochages avec les forces de l'ordre, avec jets de pierres et de grenades lacrymogènes, se multiplient. Depuis une dizaine de jours, les étudiants manifestent pour demander la levée de la loi martiale et la démission du gouvernement.

Juste à présent, les étudiants étaient cependant restés à l'intérieur des universités. Mais, depuis la fin de la semaine dernière, ils ont tendance à se répandre dans les rues.

Dans la soirée de mardi 12 mai, deux mille à trois mille manifestants se sont regroupés au centre de Séoul. Le défilé a été dispersé par la police : quarante manifestants ont été arrêtés. C'est la première fois depuis la mort du président Park qu'un lien un tel incident dans le centre-ville. Selon les rumeurs, une manifestation de grande ampleur est prévue pour le jeudi 15 mai, date limite de l'ultimatum lancé par les étudiants aux autorités pour mettre en œuvre des réformes.

Le déploiement des forces militaires à l'origine des incidents

A l'université de Séoul, se sont notamment rassemblés mardi près de dix mille étudiants venant d'autres campus : ils ont décidé d'organiser des actions dans la capitale pendant trois jours. Des incidents ont également eu lieu en province, à Taegu notamment.

Apparemment, la nouvelle flamme de colère des étudiants a pour origine un sondage déployement de forces militaires à Séoul dans la nuit de lundi à mardi : pendant quelques heures, après le couvre-feu, une dizaine de blindés ont pris position autour des principaux bâtiments de la ville ainsi que de ceux des journaux et de la télévision. Opération de routine, comme il y en a chaque mois ? Acte d'intimidation destiné aux étudiants ? Répétition générale ?

Il est impossible pour l'instant d'expliquer de manière satisfaisante cette mystérieuse manœuvre.

A l'exception des abords des universités, la situation dans Séoul, toutefois, reste calme et tout paraît normal, nous a dit

Prudente expectative des Américains

Les Américains restent pour l'instant dans une prudente expectative. La presse japonaise n'en relève pas moins les propos tenus par M. Carter lors de son entretien, début mai, avec le premier ministre nippon M. Ohira : le président américain aurait alors souligné à propos de la Corée le risque que fait peser sur un pays l'accumulation des pouvoirs dans la main d'un seul homme, faisant apparemment référence au général Chun.

Cette situation alimente les rumeurs dans un pays qui est à la veille de l'anniversaire de la prise de pouvoir par le général Park le 16 mai 1961. En outre, le président Chun est absent de Séoul : il se trouve au Proche-Orient où il cherche à assurer la stabilité des approvisionnements en pétrole de son pays, et aussi, sans doute, à régler une affaire de corruption à laquelle est mêlé le groupe coréen Hyundai : selon le *Asian Wall Street Journal*, le principal entrepreneur de travaux publics coréen est l'objet d'une enquête des autorités saoudiennes. Le chef du bureau de représentation de Hyundai à Ryad purge actuellement une peine de deux ans de prison pour avoir tenté d'acheter des fonctionnaires du ministère de la défense. Plus grave : Hyundai risque de se voir interdire de travailler en Arabie Saoudite pendant deux ans.

Mesure qui, compte tenu des contrats en cours (1,8 milliard de dollars), semble durement ressentie à Séoul. La Corée compte beaucoup sur les rentrées en devises obtenues grâce à ses contrats de construction au Proche-Orient pour régler sa facture pétrolière. Le pays dépend actuellement à plus de 60 % du pétrole pour ses besoins en énergie. Afin d'améliorer la position de la Corée dans le monde arabe, M. Chun a annoncé mardi à Ryad que son gouvernement reconnaissait l'O.L.P. comme seul représentant légitime du peuple palestinien.

PHILIPPE PONS.

Quatre-vingt seize étudiants seraient traduits devant «des tribunaux révolutionnaires»

Radio-Kaboul a annoncé, le 13 mai, que sur six cent vingt étudiants arrêtés à l'issue des récentes émeutes, trois cent vingt-quatre seraient remis en liberté et quatre-vingt-seize traduits devant des «tribunaux révolutionnaires». La radio n'a pas fait mention du sort des autres.

Depuis ces incidents, les Afghans observent en grand nombre le deuil traditionnel islamique de quarante jours dans leurs foyers et dans les mosquées. Des mouvements de protestation contre la répression des colégiens et étudiants semblent se poursuivre en province, notamment dans celle de Parwan, Kunduz, A. Sarchesma et à Apagh, à quelques dizaines de kilomètres de Kaboul, des groupes de manifestants, dont des femmes, auraient envahi des camps militaires. Des incidents auraient eu lieu à Mazar-i-Sharif, au nord du pays. Des affrontements se seraient, d'autre part, produits, selon l'Alliance islamique pour la libération de l'Afghanistan, à Babil, dans la province de Kunar, le 7 mai. Le mouvement de résistance fait état de pertes parmi les soldats afghans et soviétiques.

Aux Etats-Unis, le vice-président Mondale a déclaré, le 13 mai, que l'U.R.S.S. continuait un nouvel et important aérodrôme au sud-ouest de l'Afghanistan, d'où elle pourrait contrôler la région vitale et stratégique du Golfe.

M. Deng Xiaoping, vice-premier ministre chinois, a, d'autre part, déclaré dans une interview à Télé-Luxembourg que la crise iranienne ne devait pas cacher la menace plus grave que représenterait l'intervention soviétique en Afghanistan. « Nous pourrions demander à l'U.R.S.S. de retirer ses forces graduellement, mais un retrait dans un délai de trois ou cinq ans n'aurait aucun sens. Il faut qu'il ait lieu très vite, dans six mois ou un an », a-t-il ajouté.

L'Inde ne pense pas qu'un retrait des troupes soviétiques sera obtenu par une politique de pressions (boycott des J.O., embargo, etc.). « Nous pensons exactement le contraire », a déclaré d'autre part un haut fonctionnaire du ministère indien des affaires étrangères.

Enfin, à Tokyo, le gouvernement japonais a officiellement demandé le 11 mai à son ambassadeur à Kaboul de ne pas rejoindre son poste. Il avait été rappelé à la mi-mars. — (A.F., UPI, Reuters, A.F.P.)

Afghanistan

Un appel de résistants

«NOTRE PEUPLE VA MOURIR»

Diverses personnalités (1) ont rendu public un appel de représentants de la résistance intérieure afghane, dont nous donnons le texte ci-dessous :

« Notre peuple va mourir. Le napalm, les gaz, les bombes, les hélicoptères qui crachent mitraille et roquettes, les tanks qui éparpillent nos maisons, les enfants, les femmes, les hommes d'Afghanistan viennent de les découvrir.

« La torture, le vol de nos femmes, les noyades de masses, des villageois enterrés vivants, les enfants massacrés sous les yeux de leurs parents, le peuple d'Afghanistan vient de les découvrir. 1700 000 des nôtres, en deux ans, sont morts. 1 million de réfugiés, après avoir perdu famille, maison, dignité, se rongent d'impuissance. Car face à une formidable machine à écraser nous n'avons que nos mains nues. Face à une superpuissance décidée à anéantir notre culture et notre cohésion, nous n'avons que notre mort à opposer. Chaque jour qui passe se traduit par des milliers d'habitants tués, torturés, chassés de leur pays.

« M. Rahim, instituteur, Haji Ghajoor, mécanicien, docteur Morad, orfèvre, M. Alam, cultivateur, docteur Alam, médecin, Jamal Tajik, étudiant, Gulrahim, employé, Sultan Jan, artisan, Haji Torgul, commerçant, sénateur Mir Ahmad, Qazi Satar Mohammadi, magistrat et 15 millions d'Afghans égaux et unis devant l'effroyable épreuve, nous appelons au peuple de France ainsi qu'à tous les habitants des pays libres.

« Aidez l'Afghanistan ! »

D'autre part, plusieurs personnalités (M. Mike Barry, ethnologue, André Glucksmann, Jacques Julliard, Emmanuel Le Roy Ladurie, Victor Fainberg, représentant des syndicats libres d'U.R.S.S., Léonide Pliouchich, Duvanchelle, Mme Hélène Parmelin, des représentants du comité pour le boycott des Jeux olympiques de Moscou et du SOGEM-C.F.D.T.) participeront le mercredi 14 mai à la Mutualité, à Paris, à une Rencontre-Débat protestation sur le thème « Le boycott des Jeux olympiques est l'affaire de tous ».

(1) Raymond Aron, Vladimir Boukouski, Henri Cartier, Jean-Marie Domenach, Pierre Emmanuel, Victor Fainberg, André Glucksmann, Natig Gorbounovskaya, Alexandre Oulzbourg, Marek Halter, Eugène Ionesco, Nita et Jean Kérouac, Edouard Kouznetsov, Louis Leprince-Ringuet, Bernard-Henri Lévy, André Lwoff, Vladimir Maximov, prof. Mikhaïl Leonid Pliouchich, Akiba Ravendans, Paul-René Victor.

* Amis de l'Afghanistan, B.P. 295, 75006 Paris-Cedex 18.

Egypte

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT A POUR MISSION DE MENER A BIEN L'ÉPOPEE DE LA RECONSTRUCTION

(De notre correspondant.)

Le Caire. — M. Moustapha Khali, président du conseil égyptien depuis octobre 1978, ayant le lundi 12 mai présenté la démission de son gouvernement à M. Sadate, afin de permettre à celui-ci d'inaugurer une « nouvelle étape » de sa politique, déjà baptisée l'« épopée de la reconstruction », un nouveau cabinet prête serment le jeudi 15 mai.

Selon le général d'aviation Hosni Mubarak, cinquante et un ans, vice-président de la République depuis 1975 et qui ces temps-ci joue un rôle grandissant auprès du raïs, la nouvelle équipe ministérielle, qui ne comptera que sept « nouveaux noms » sur vingt-six sera caractérisée par la présence de six vice-présidents du conseil dont l'un, M. Fouad Mohieddine, aura le pas sur les autres.

Figure jusqu'à assez pâle du sérail politique, M. Mohieddine, né en 1926, est docteur en médecine. Député à l'époque nassérienne, il a notamment été sous le second raïs gouverneur d'Alexandrie, ministre de la santé, etc. Depuis 1979, il présidait la commission parlementaire des affaires étrangères.

Le général Kamel Hassan Ali, ministre de la défense et de la production militaire devient vice-président du conseil chargé des « affaires de souveraineté » : diplomatie, armées, information. Il sera flanqué pour ces trois secteurs respectifs de M. Boutros Boutros-Ghali, ministre d'Etat depuis 1977 et responsable commandant le mieux, avec le raïs, le dossier proche-oriental, du général Ahmed Badawi, jusqu'à présent chef d'état-major, et de M. Mansour Hassan, ministre d'Etat à la culture et à l'information dans le cabinet sortant.

Les autres vice-présidents, tous déjà membres du gouvernement Khali, seront le général Naboui Ismail (intérieur et services publics), qui précédemment ministre de l'intérieur, était donné partant depuis qu'il n'avait pu empêcher les extrémistes islamiques de s'en prendre aux copistes, M. Ezzedine Hilal (pétrole et production), M. Abdelrazzak Abdel Meguid (économie et Plan) et enfin M. Fikri Makram Ebeid (relations avec le Parlement).

En l'absence de chef du gouvernement en titre, tout indique que le raïs, comme au moment de la guerre d'octobre 1973, et pour marquer aujourd'hui sa « rentrée » sur la scène intérieure — il a promis récemment de ne plus consacrer que 5 % de son temps à la politique extérieure — présidera lui-même le cabinet.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Johannes

qui oppose les Bahamas à Cuba
être porté devant les Nations unies

El Salvador

parole des officiers réformistes
de commandement de l'armée

Brésil

le soutien à l'armée
de la reconstruction de la capitale

Le Monde
domino et documents

ES GISCARDIENS

A PROSTITUTION

MEDECINE



Actualité et beauté sont souvent notions subjectives.

Certes les lecteurs de TIME souscrivent à un magazine, mais également à un concept : celui d'une actualité multiforme qui naît sur une scène, à une table de conférence, sous un microscope ou le pinceau d'un peintre, sur un champ de bataille.

D'où, chaque semaine, dans TIME, un éventail de rubriques, aussi variées que le théâtre, l'environnement,

le droit, la littérature, l'art et la médecine.

Aptitude exceptionnelle à couvrir toute l'information : pas uniquement la stricte actualité, voilà le côté irremplaçable de TIME.

Cette conviction que tout article est autant affaire de sensibilité que de raison, nous donne plus de lecteurs fidèles au monde que tout autre source d'information.

L'esprit
ouvert
sur le monde.

EUROPE LE DROIT DE VIVRE

40, rue de Paradis, 75010 PARIS — Directeur : PIERRE-BLOCH

Le numéro de MAI vient de paraître

AU SOMMAIRE :

● L'Union soviétique fait distribuer (en plusieurs langues) une nouvelle brochure antisémite.

● Pour empêcher les attentats, dont les auteurs ne sont jamais retrouvés : auto-défense individuelle ?

● 12 heures pour Israël : toutes les photos et les chroniques et les chroniques habituelles sur les livres et les arts.

En vente dans les drugstores, kiosques, gares et aéroports de la région parisienne. Le numéro : 4 F.

Samaritaine Capucines

27, BOULEVARD DES CAPUCINES

75002 PARIS - TEL. 1-251-07-25

Samaritaine de Luxe

Accessoires d'été

Bracelets, le jeu de 3 119 f.

Pendentif, motifs marine et blanc 218 f.

Boucles d'oreilles assorties 70 f.

Gants chevreau 167 f.

Mouchoirs, pur coton blanc, ourlet machine Rayés rouge et bleu les 3 27 f.

Foulard en soie 150 f.

Samaritaine Capucines. Le bon goût en toute occasion

prenez un acompte sur vos vacances!

EN MAI OU EN JUIN

COMITÉ REGIONAL DE TOURISME «AUVERGNE»

45, av. Julien - 63000 Clermont-Ferrand - Tél. (73) 93-04-03 - Téléc. 990529

Espagne

FACE A LA REMONTÉE DU NÉO-FRANQUISME

L'autorité du gouvernement Suarez se dégrade rapidement

De notre correspondant

Madrid. — La situation politique se dégrade en Espagne. Les faits s'accumulent qui montrent que la police et la magistrature n'ont guère changé depuis le franquisme. L'extrême droite multiplie les attentats. L'ETA continue son œuvre de sape au Pays basque. La presse la plus bienveillante à l'égard de M. Suarez critique son «incompétence» et commence à lui chercher un remplaçant. Les journaux de gauche s'inquiètent du sort de la démocratie.

La semaine dernière, le directeur du quotidien indépendant *El País*, M. Juan Luis Cebrian, était condamné à trois mois de prison pour un éditorial publié il y a deux ans qui critiquait plusieurs décisions judiciaires portant atteinte à la liberté d'expression (*Le Monde* daté 13-14 mai). Cette fois, le journal révèle que les services secrets avaient monté une véritable machination contre lui en essayant de le présenter comme «un agent de l'Union soviétique».

Dans son éditorial du mardi 13 mai, *El País* affirme que la machination concernait plusieurs directeurs de publication. Les services secrets, dit-il, étaient effrayés de démontrer que ceux-ci recevaient de l'argent de Moscou par l'intermédiaire de la compagnie soviétique Aeroflot en échange de la publication de certaines informations ou communications. Selon le journal, des dossiers avaient été présentés à la présidence du gouvernement, mais ils étaient constitués de chèques et de lettres falsifiés. Les intéressés ont été informés officiellement des accusations portées contre eux. M. Cebrian, indique le quotidien, a pu donner la preuve qu'il ne possédait pas de compte bancaire au Luxembourg comme les services secrets l'affirmaient en se servant de documents truqués destinés à le faire passer par un agent du K.G.B. Autre élément de l'accusation : le comp comp porté à l'autorité gouvernementale par une sentence rendue la semaine dernière en faveur de deux officiers impliqués dans l'opération Galaxia. Les juges militaires ont condamné à la peine minimale — six à sept mois de prison — les auteurs d'un complot visant à attaquer la présidence du gouvernement et à prendre M. Suarez et ses ministres en otages. Les deux inculpés s'attendaient, certes, à l'indulgence de leurs pairs, mais ils n'avaient pas tant. L'un d'eux, le capitaine Saez de Yneztrillas, a même saisi le champagne à l'annonce du verdict. Non seulement il garde tous ses droits, comme coéquipier, mais il est prévu qu'il accèdera au grade de commandant.

Or M. Suarez et ses collaborateurs avaient donné le maximum

de publicité à cette affaire quand elle avait éclaté, en novembre 1978. Celle-ci avait mis en branle ses services, failli compromettre un voyage du roi et semé l'insécurité dans l'opposition. L'an dernier, c'est le vice-président chargé de la défense et de la sécurité, le lieutenant-général Gutiérrez Mellado, qui avait essuyé un désaveu du même genre. Insulté publiquement par un général de la garde civile, il n'avait pas obtenu réparation des juges militaires, qui avaient tout simplement relégué la responsabilité d'un tel affront.

«Décidément, il faut mieux conspirer contre la démocratie que se battre pour elle», disent certains des officiers qui avaient constitué sous le franquisme l'Union militaire démocratique (U.M.D.). Huit membres de cette organisation avaient été emprisonnés et expulsés de l'armée il y a plusieurs années pour s'être prononcés contre la dictature. Ils n'ont toujours pas été réintégrés. L'U.M.D. a publié un communiqué comparant cette situation discriminatoire à l'indulgence dont ont bénéficié les conspirateurs de l'opération Galaxia.

La duchesse de Franco acquittée

Clémence pour les uns et sévérité insupportable pour les autres. En vertu d'un code qui n'a pas encore été réformé, ce sont également les juges militaires qui, en 1973, avaient condamné à deux ans de prison éternelle les acteurs de la troupe de théâtre *El Joglars* pour avoir monté une parodie d'un conseil de guerre et à un an de la même peine un acteur d'une compagnie basque qui s'était essuyé avec le drapeau national à l'issue d'une représentation. Un capitaine connu pour ses opinions démocratiques purge actuellement six mois dans une prison militaire pour s'être laissé photographier, à l'occasion d'une interview, devant une affiche du parti socialiste populaire, formation qui a fusionné avec le parti socialiste de M. Gonzalez.

An moment où était annoncée la sentence contre M. Cebrian, un tribunal annulait une condamnation pour contrebande édictée contre la duchesse de Franco, fille de l'ancien chef de l'Etat, accusée d'avoir tenté de passer en Suisse une trentaine de médailles offertes à son père et considérées comme patrimoine de l'Etat (le *Monde* daté 12 mai). En revanche, les magistrats font preuve d'une rigueur exceptionnelle à l'égard de journalistes jugés coupables d'«irrespect» envers les autorités. La presse

affirme qu'environ quatre cents poulets judiciaires ont été engagés pour des «délits» de ce genre.

Pendant ce temps, les organisations d'extrême droite s'organisent chaque jour davantage. Elles ont commis plusieurs agressions ces dernières semaines dans la capitale : un manifestant du 1er mai est mort d'un coup de couteau, un jeune homme a été tué d'une hache pendant l'attaque d'un café qui a fait de nombreux blessés. Les échauffés de la faouité de droit ont été assaillis à coups de chaînes et de barres de fer.

Le Pays basque, le contre-terrorisme continue de répliquer de manière sauvage aux assassinats de l'ETA. Le Battalion basco - espagnol, organisation fasciste clandestine, a revendiqué le meurtre, samedi dernier, d'une jeune fille (*Le Monde* daté 13-14 mai). D'autre part, un Battalion catalan - espagnol a envoyé des menaces à une soixantaine de militants indépendants de Catalogne. Les lettres de menaces contiennent des prévisions qui, selon les intéressés, ne peuvent venir que de la police.

Ce que veut l'extrême droite, c'est donner l'impression que la guerre civile est en train de reprendre dans le pays, écrit, en substance, l'éditorialiste du journal catholique *Ya*, M. Luis Apos-

trina. Les partis de gauche semblent convaincus que les attentats fascistes répondent à un plan concerté visant à miner le régime démocratique de plus en plus affaibli. Aussi ont-ils écouté avec étonnement les explications, au congrès des députés, du nouveau ministre de l'Intérieur, M. Juan José Roson. Selon lui, les attentats commis récemment à Madrid étaient des «attentats émotionnels» et le fruit de la «passion politique» et ne résultaient pas d'un plan préalable. M. Roson a même reconnu la responsabilité des partis néo-fascistes *Fuerza Nueva* et *Phalange* espagnole, bien que nombre des auteurs arrêtés ces derniers temps aient reconnu militer dans de telles organisations.

Le gouvernement donne l'impression de rester impassible devant la montée de la violence. Il ne semble pas contrôler l'activité de certains services de renseignements militaires soupçonnés d'appuyer le terrorisme d'extrême droite et d'espionner pour leur propre compte de nombreuses personnalités, y compris des chefs de l'armée. Il est accusé d'avoir pas tenté de démocratiser la magistrature, qui reste fascinée par le franquisme. Comme il lui est reproché, d'autre part, de n'avoir pas de politique régionale et d'être coupé du pays. Il apparaît de plus en plus hanté par les événements, donc d'une inquiétante fragilité.

CHARLES VANHECKE.

République fédérale d'Allemagne

La paix en Europe est au centre de la controverse entre les sociaux-démocrates et l'opposition

De notre correspondant

Bonn. — «Croyez-vous, oui ou non, qu'une guerre aura lieu durant les années 80 ?» A cette question, un journaliste, le 13 mai, a demandé à M. Strauss, le ministre fédéral de l'Intérieur, la réponse suivante : «Non ! Et il ajoute : «Si nous arrivons au pouvoir, le tout est toutefois suffisamment équilibré pour que personne n'ait à craindre la violence, l'élection du candidat de l'opposition à la tête du gouvernement soit la condition absolue au maintien de la paix. Il n'en est pas moins probable qu'au cours des prochains mois la confrontation entre M.M. Schmidt et Strauss portera essentiellement sur leur aptitude respective à préserver la paix en Europe.

Après le triomphe électoral des sociaux-démocrates en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (*Le Monde* daté 13-14 mai), M. Strauss, a dès le soir du dimanche 11 mai, souhaité que la C.D.U. passe enfin à l'offensive contre M. Schmidt. On a remarqué aux chanciers de la police contre les manifestations violentes. Le projet, repoussé, prévoyait notamment l'interdiction, pour les manifestants, de porter des masques et des casques. Le sujet était brûlant, après les heurts de la semaine dernière à

Brême : plusieurs milliers de manifestants ont troublé une cérémonie militaire.

Cette affaire, qui a choqué un grand nombre de citoyens, a fourni aux représentants de la C.D.U.-C.S.U. l'occasion de dénoncer une alliance entre les révolutionnaires de toutes tendances et certains éléments sociaux-démocrates.

Les porte-parole du parti social-démocrate ont soutenu que le mérite d'avoir réduit à quelque 0,3 % des suffrages l'électorat des groupements révolutionnaires dans les élections revenait à leur parti. Abordant les problèmes internationaux, M. Schmidt, sans mettre en cause l'attachement des chrétiens-démocrates à la détente et à la paix, a exprimé des doutes quant à leur capacité à comprendre les préoccupations de l'adversaire et de parvenir à un compromis.

A ce réquisitoire, le président de la C.D.U., M. Kohl, a eu beau jeu d'opposer la dégradation de la situation internationale. M. Strauss, qui présentait, le 13 mai, à la presse, le programme électoral de l'alliance chrétienne-démocrate, a dénoncé l'attitude du chef du gouvernement. Il a reproché au chancelier d'avoir comparé la situation de l'Europe à celle de 1914. Cette analogie n'a, selon lui, d'autre but que de présenter M. Schmidt comme le seul homme capable de désamorcer une crise conduisant les Etats-Unis et l'Union soviétique à une confrontation. Pour M. Strauss, la situation est plus proche de celle de 1938, lorsque l'Occident méconnaissait le péril hitlérien.

JEAN WETZ.

Italie

Le chef-adjoint du service chargé de la lutte contre le terrorisme a été arrêté pour violation du secret judiciaire

De notre correspondant

Rome. — Le préfet Silvano Rasmanno, chef adjoint du Service pour les informations et la sécurité démocratique (SISDE) a été arrêté, mardi 13 mai, pour violation du secret judiciaire. On l'accuse d'avoir remis à un journaliste du *Messaggero*, M. Fabio Iman, — lui-même détenu depuis une semaine, — le texte de l'interrogatoire du terroriste «repenti» Fabrizio Peci.

Le dirigeant des services secrets sera jugé en fin de semaine. Il risque une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison. Même si sa culpabilité n'est pas établie, on le ramènera certainement à ce poste très délicat.

L'importance de l'affaire n'échappe à personne. Créé en octobre 1977 et entré en fonctions en mai 1978, le SISDE devait effacer le scandale de l'ex-SID, dont certains responsables étaient accusés d'avoir favorisé des attentats d'extrême droite. En fait, on a scindé les services secrets en deux : si le SISDE s'occupe de la sécurité intérieure, c'est-à-dire de la lutte contre le terrorisme, un autre organisme, le SISMI (Service d'informations et de sécurité militaire), est chargé du contre-espionnage.

M. Rasmanno a fait toute sa carrière dans ce milieu. Agé de cinquante-six ans, polyglotte, il compte de bons amis parmi ses homologues étrangers, notamment en R.F.A. (il s'était d'ailleurs enrôlé dans la Wehrmacht en 1943). Son nom fut cité dans la presse il y a une dizaine d'années, après l'assassinat de la Piazza Fontana. On l'accusait alors de n'avoir pas remis à la magistrature deux pièces à conviction.

Depuis l'affaire Moro, le ministre de l'Intérieur peut prendre connaissance des actes de l'instruction. Il les communique naturellement aux diverses polices. Le chef adjoint du SISDE était donc en possession d'un exemplaire du procès-verbal de la «confession»

de Fabrizio Peci. L'aurait-il donné au journaliste du *Messaggero* par simple amitié ? Son arrestation témoigne, en tout cas, d'un agacement croissant de la magistrature italienne devant le secret de Police. Le qu'est devenu l'interrogatoire des inculpés.

ROBERT SOLÉ.

Suède

Le conflit de la marine marchande et une grève des dockers paralysent les ports

De notre correspondant

Stockholm. — Après la signature des accords paritaires, le 11 mai, l'activité, qui avait été paralysée par des grèves et des lock-out pendant dix jours, a repris en Suède dans la plupart des secteurs de l'industrie privée. Cependant, le conflit de la marine marchande n'est pas réglé, et la Fédération des gens de mer a refusé de retirer le préavis de grève et de boycotter de six armements suédois à partir du 16 mai. De plus, une grève des dockers paralyse les ports.

Le différend dans la marine marchande porte sur la question des pavillons de complaisance. Selon le syndicat, les navires suédois qui opèrent à partir de ports nationaux doivent que leur pavillon, engager des marins suédois.

La confédération du patronat S.A.F., estimant que les accords signés le 11 mai avec la centrale ouvrière L.O. devaient mettre fin à tous les conflits, a décidé, mardi 13 mai, d'interrompre jusqu'à nouvel ordre les négociations sur les modalités d'application des conventions collectives au niveau des fédérations.

D'autre part, deux mille cinq cents dockers, membres de la Fédération des travailleurs des ports, qui n'est pas affiliée de-

puis 1972 à la Confédération générale du travail, poursuivent la grève déclenchée le 12 mai, qui paralyse le chargement et le déchargement de marchandises dans une trentaine de ports. Les dockers réclament une augmentation de 30 % de leur salaire horaire et le droit de négocier avec les employeurs. Ceux-ci n'ont accepté jusqu'à présent en effet, que de discuter avec la Fédération des transports, membre de L.O.

Les négociations sur le renouvellement des salaires de plus de cinq cent mille «cois blancs» du secteur privé doivent s'ouvrir cette semaine, mais on pense qu'elles devraient aboutir rapidement.

ALAIN DEBOVE.

DANS LA VOITURE "FEU ORANGE"

Déodorant automobile Oscar de l'exportation. En vente dans 43 pays au monde. Vous le trouverez dans les grands magasins, drogueries, bureaux de tabac, etc.

nuages

ET MAINTENANT "NUAGES" POUR LA MAISON

Pour votre intérieur, "nuages" déodorant se suspend ou se pose : bureaux, armées, cuisines, rechargeable.

POLITIQUE

DANS LA SEINE-SAINT-DENIS

Le budget de Villemomble est voté non sans mal

Entre la ville bourgeoise du Raincy et les communes de Gagny et Rosny-sous-Bois, communistes, l'expérience socialiste à Villemomble (Seine-Saint-Denis) se révèle une entreprise pour le moins délicate. En 1977, Villemomble, un peu moins de trente mille habitants, jusqu'alors acquiescés à la majorité, se prononce pour les socialistes. Ces derniers se retrouvent majoritaires d'une voix au sein d'un conseil de vingt-sept élus. Ils sont quatorze contre treize représentants de la liste majorité présidentielle. Dans ce conseil, où la moindre remarque de l'un ou de l'autre devient une affaire d'Etat, les choses vont tant bien que mal, et trois années se passent. Jusqu'en 28 mars 1980, jour où le budget n'est pas voté ; les socialistes sont mis en minorité par 14 voix contre 13. Un mois plus tard, le 28 avril, le maire socialiste, M. Jean-Paul Maltrias, et son équipe représentent en seconde lecture le budget primitif. Il est de nouveau repoussé d'une voix.

Entre ces deux séances, des réunions de travail se sont tenues. Aucun amendement, aucune critique sérieuse ou proposition constructive, n'est avancée par les élus de la majorité, auxquels se sont joints deux conseillers municipaux ex-socialistes. Ces derniers, qui ont quitté la P.S. il y a deux ans, entendent, par leur refus

de voter le budget, obtenir gain de cause sur deux points : la mise en place de structures démocratiques d'information et de concertation — notamment pour l'élaboration du budget — et un engagement politique sur l'union de la gauche.

Il est clair, avait dit le maire, à l'issue de la seconde lecture, que la politique politicienne a prévalu. Le représentant de la majorité, M. Wolf Deckert, esquivait, de son côté : « Les leviers de commande sont aux mains des élus socialistes qui ne désirent pas associer les autres membres du conseil à la gestion municipale, alors qu'ils ne repré-

senteront que la moitié des Villemomblois ».

Pour M. Maltrias, ce qui est en cause c'est le développement de l'information d'analyse la démocratie locale. Or, pensait-il, l'issue de la crise devait passer inévitablement par une information plus grande, domaine dans lequel les choses ne sont pas allées très vite, reconnaît-il.

Finalement, les tractations menées par le plus jeune maire du département ont abouti : le budget, examiné pour la troisième fois, a été adopté, lundi 12 mai, par 15 voix contre 12.

KIM LAROUSS.

UN JOURNAL HUMORISTIQUE

« L'Humanité » du 14 mai consacre, sous le titre « L'Union communiste », une institution de la déformation, un long commentaire anonyme à l'article de Patrick Jarreau : « M. Marchais entend acquiescer une stature d'homme d'Etat » (voir le Monde du 13-14 mai).

On y lit notamment : « Le conformisme giscardien fait des ravages au « Monde ». Et cela pour avoir écrit, s'agissant du tournant pris par le P.C.F. depuis mars 1978, que « beaucoup de militants ont du mal à s'y reconnaître et certains électeurs semblent s'y perdre ».

Il y a plus drôle encore : « La presse giscardienne de MM. Fauvet et Jarreau les aveugle », écrit le quotidien du P.C.F. à propos de la politique africaine du président de la République.

On encore, toujours à propos de l'Afrique (et du voyage de M. Georges Marchais) : « On ne rapporte que de vob plâtres impunément les plates-bandes

de M. Giscard d'Estaing quand on se souvient Jacques Fauvet ou Patrick Jarreau ».

« L'Humanité » indique que, contrairement à ce que nous avions écrit, « sans insinuation officielle à se rendre en Angola, à bien sûr transmise à Georges Marchais ».

Notre information était, en effet, déformée. Sollicités, comme nous l'avions mentionné, de recevoir le secrétaire général du P.C.F. au cours de la tournée que celui-ci prévoyait de faire en Afrique au début de l'année, les responsables anglois avaient

laissé passer du temps avant de répondre, finalement, que la date proposée ne leur convenait pas. Après la visite de M. Marchais à Madagascar, au Mozambique et au Congo, du 3 mars au 6 avril, les responsables anglois ont proposé au P.C.F. trois dates possibles pour une visite de M. Marchais dans leur pays. « L'Humanité » ne précise pas si le secrétaire d'accepter cette invitation.

Où, les faits sont ténus, et c'est pourquoi j'ai demandé la démission du préfet du Val-de-Marne et que je viens de déposer plainte contre lui auprès du procureur de la République, sur la base de ses interventions directes durant toute la campagne électorale pour fausser le déroulement du scrutin.

J'ai cité l'exemple de ces cent soixante pensionnaires de la maison de retraite déclarés incapables majeurs et à qui ont été

Une lettre du maire de Fontenay-sous-Bois...

A la suite des incidents qui ont marqué le second tour de l'élection municipale de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), dimanche 27 avril et de la polémique entre P.C. et U.D.F. qui s'ensuivit, M. Louis Bayeurte, maire communiste de Fontenay-sous-Bois, conseiller général, nous a adressé une lettre dont nous publions ci-dessous les principaux extraits :

Je suis obligé de constater que nous nous trouvons devant la même opération anticomuniste que nous avons connue récemment contre Georges Marchais, avec les mêmes pratiques de l'usage de faux et d'affabulations aberrantes pour tenter de troubler l'opinion, de jeter le discrédit sur Fontenay-sous-Bois, son maire, ses élus, sa municipalité d'union démocratique. Par là même, vous apportez de l'eau au moulin du pouvoir et de ses représentants dans le Val-de-Marne qui, c'est bien compréhensible, est le plus grand mal à se sortir d'une affaire où le scandale a été de plus en plus attesté, d'une affaire de fraude qui met en lumière leur vrai visage et l'utilisation des grands moyens d'Etat, y compris les moyens les plus sordides pour bafouer le suffrage universel.

En clair, je suis obligé de constater que vous vous obstinez à refuser d'exprimer les faits qui vous sont déroulés, c'est-à-dire la vérité.

Où, les faits sont ténus, et c'est pourquoi j'ai demandé la démission du préfet du Val-de-Marne et que je viens de déposer plainte contre lui auprès du procureur de la République, sur la base de ses interventions directes durant toute la campagne électorale pour fausser le déroulement du scrutin.

J'ai cité l'exemple de ces cent soixante pensionnaires de la maison de retraite déclarés incapables majeurs et à qui ont été

le droit de vote. L'exemple des dates de l'élection communales officiellement à la mairie de Fontenay le 18 mars, alors que le maire giscardien de Vincennes, municipal officiel le 1^{er} mars, prouvant par là même que celles-ci avaient été déterminées en accord complet avec le candidat giscardien et mettant en cause le principe d'égalité des candidats et des électeurs devant le suffrage universel, et de neutralité de l'administration de tutelle chargée d'organiser les opérations électorales.

Il y a encore cette désignation des présidents de bureaux de vote, alors que les élus communistes et socialistes concernés n'ont jamais été atteints par aucune plainte et ont toujours assuré leur fonction avec dignité, mais qui avait pour but indiscutable aujourd'hui de contrôler certains bureaux pour des manipulations.

Quid dire des efforts qu'il a fallu faire pour obtenir, dans la dernière semaine du premier tour de scrutin, qu'un minimum de moyens soient mis en place pour que soient délivrées les procurations aux électeurs qui la désiraient, alors qu'à Vincennes toutes les facilités étaient remplies. Le but étant de décourager l'électeur à Fontenay-sous-Bois et d'organiser l'abstention, et d'obtenir l'inverse à Vincennes où l'électeur de droite est, majoritaire.

Vous passez tout cela sous silence, y compris pour un bon part, les actes de fraudes caractérisés qui ont été enregistrés au premier tour et notamment au moment de vous faire connaître les représentants de la candidate de l'union de la gauche, comme moi-même, ont porté plainte. Des actes de fraude dans les bureaux où siégeaient des présidents nommés, bureaux dans lesquels se

trouvaient quelques fines fleurs parmi les responsables giscardiens du Val-de-Marne : MM. Bouchet, conseiller général giscardien de Saint-Maur, ancien O.A.S., Cambron, maire adjoint de Saint-Maurice, président du P.R. du Val-de-Marne, Blondin, conseiller municipal de Saint-Mandé, entre autres, surpris en flagrant délit de fraude par de nombreux témoins, qui ont été emmenés au commissariat dans un car de police, et que j'ai accompagnés en présence de M. Germa, président du conseil général du Val-de-Marne (P.C.).

Tous ces incidents, dirigés par tout par des hommes de main au style fascinant et décidé à utiliser tout l'arsenal de provocations dont ces gens-là sont capables de sinistre mémoire, ont été enregistrés par des témoins dignes de foi.

Voilà toute l'affaire pour l'essentiel des faits. Il aurait sans doute encore beaucoup à dire sur cette agression brutale contre le suffrage universel et les libertés démocratiques de la part des représentants du pouvoir.

Maire de Fontenay-sous-Bois, je suis décidé à mener l'action jusqu'au bout pour que triomphe la justice et la démocratie. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de créer un comité de salubrité publique et de défense du suffrage universel ouvert à tous mes concitoyens.

Je ne vous conteste pas le droit de donner votre opinion sur tel ou tel événement, au contraire, ce droit je le respecte comme je respecte la loi, mais vous ne pouvez pas vous faire connaître les représentants de la candidate de l'union de la gauche, comme moi-même, ont porté plainte. Des actes de fraude dans les bureaux où siégeaient des présidents nommés, bureaux dans lesquels se

...et une du maire de Vincennes

Nous avons également reçu de M. Jean Clouet, U.D.F.-P.R., maire de Vincennes, la lettre suivante :

Permettez-moi de m'étonner que, alors que des colonnes sont quotidiennement ouvertes au maire, communiste, de Fontenay-sous-Bois, vous ayez pas jugé utile, voire courtois, de faire la moindre allusion, encore moins de citer le communiqué que vous a transmis le maire, majoritaire, de Vincennes.

Témoin et acteur au même titre que M. Bayeurte des événements regrettables et choquants qui ont marqué le deuxième tour de l'élection cantonale partielle de Vincennes-Fontenay (Nord), je voudrais à nouveau vous faire part de mon opinion en espérant que vous voudrez bien, cette fois-ci, y porter attention.

Je suis confondu et scandalisé de l'audace et du cynisme avec lesquels ceux-là mêmes qui ont organisé la violence et la fraude s'en prétendent à grands cris les victimes.

Ceux qui ont vocation à demeurer, à l'avenir, à obtenir réparation de la justice, sont tous ceux et notamment MM. Bouchet et Vincens (1) qui, résistants pendant des heures aux insultes et aux provocations,

ont permis que la volonté des électeurs du canton soit enfin respectée.

Lorsque vous écrivez « une campagne commence à se développer dans le Val-de-Marne de mandant la démission du préfet », ou bien vous avez oublié un adjectif et vous auriez dû imprimer « une campagne communiste » ou bien vous êtes victime de l'intonx du parti.

Si quelqu'un devait démissionner, c'est bien plutôt M. Bayeurte lui-même pour avoir gravement manqué et à plusieurs reprises aux devoirs de sa charge : pour avoir par exemple fouillé, alors qu'il était maintenu par deux gendarmes, M. Cambron, maire-adjoint de Saint-Maurice, lui avoir déchiré et vidé toutes ses poches (il n'a retrouvé son carnet de chèques qu'un commissariat de police) pour avoir, dans ce même commissariat, grossièrement diffamé les représentants de la majorité et qui avaient trouvé protection (ils sont bons pour le fourgon 1) pour avoir usurpé sur le territoire de la commune de Vincennes les pouvoirs du président du bureau centralisateur, désigné par moi, en proclamant de faux résultats.

(1) Conseillers généraux U.D.F.

GAULLISME ET R.P.R.

Une lettre de M. Grandval

M. Gilbert Grandval, président de l'Union gaulliste pour la démocratie (1), nous écrit :

Votez quarante ans qu'une grande voix nous a enseigné la noblesse du refus... et aussi ses périls.

Voilà vingt et un ans, à l'époque où déjà l'U.N.R. miniait à la rejoindre, le même voix m'incita à participer à la fondation de l'Union démocratique du travail. Il ne fallait pas qu'un monolithisme s'attribue le droit exclusif de parler au nom du gaullisme. Nous étions seuls et pas nombreux face au mastodonte mais, conformément au souhait du fondateur de la Ve République, libres.

Il y a donc vingt et un ans qu'une dizaine de compagnons de l'U.N.R. de l'Union travailliste, et maintenant de l'Union gaulliste pour la démocratie, nous nous battons pour que survive le gaullisme, le vrai, pas le pourvoyeur de postes et de prébendes, celui de la vérité et de la dignité.

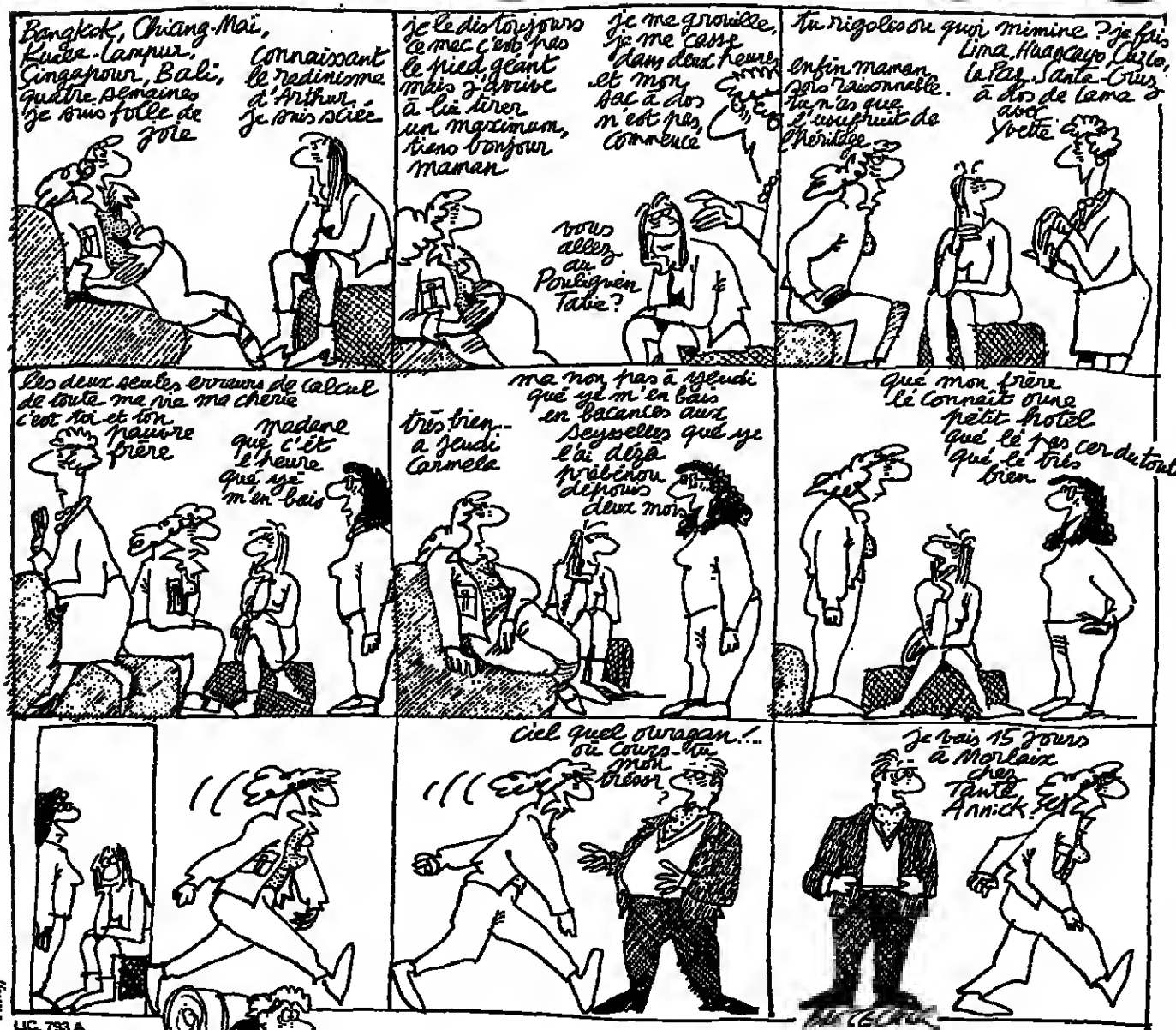
De Gaulle ne s'y trompa point, et fit de moi, durant quatre années, son ministre du travail. D'autres ont suivi d'autres chemins. Certains n'attendant même pas le 27 avril 1969 pour « mesurer le deux dans le placard », mais l'y posant comme l'avait fait Georges Pompidou de la participation. Certains s'exprimant par la suite de trahir Chaban ou l'ayant soutenu, et l'union de la gauche semblant prospérer, la rejoignant par le canal des séparatistes ou de leurs alliés pour ne pas risquer de voir leurs carrières interrompues. Et ce sont tous ces gaullistes, sincères et désintéressés qui viennent, les uns après les autres, de rejoindre le R.P.R. Qu'y font, des

lors, tous nos compagnons de l'U.N.R. de l'Union travailliste, et tous les autres, les jeunes, pour qui de Gaulle n'est pas une enseigne mais le plus pur et le plus grand des symboles.

Pour nous c'est à nouveau, en dépit de multiples sollicitations, le refus. Le refus de rejoindre ce magma de mélange confus du milieu et du pire. Nous sommes seuls, confrontés au péril de la complétude du silence ; mais nous avons préservé notre indépendance et notre liberté d'expression au service exclusif du gaullisme. Notre refus est notre noblesse.

(1) 12, rue Vignon, 75009 Paris.

LA FIN DES PRIVILEGES



nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage

66, boulevard Saint-Michel 75006 Paris - Téléphone 329.12.14

Le R.P.R. s'inquiète de la politique étrangère

Le L.C.R. et le P.C.F.

DES AFFIRMATIONS TOUT A FAIT GRATUITES : déclarent les animateurs de « Luttons et Débats »

1 2 3 4

1 2 3 4

1 2 3 4

1 2 3 4

1 2 3 4

1 2 3 4

1 2 3 4

1 2 3 4

le Fontenay-sous-Bois...

Le Fontenay-sous-Bois, cette commune de la banlieue parisienne, a été le théâtre d'une tragédie humaine. Le 10 octobre 1980, un incendie a éclaté dans un immeuble d'habitat social, entraînant la mort de dix-huit personnes, dont dix-neuf enfants. Cet événement a provoqué une vive réaction de l'opinion publique et a conduit à une enquête approfondie sur les causes de l'accident. Les autorités locales et nationales ont promis de prendre des mesures pour éviter de tels drames à l'avenir.

une du maire de Vincennes

Le maire de Vincennes, Jean-Claude Gaudin, a été élu à la tête de la commune. Il a pris ses fonctions le 1er mai 1980. Dans son discours d'investiture, il a souligné l'importance de la coopération entre les différents secteurs de la commune et a promis de travailler pour améliorer la qualité de la vie des habitants.

GAULLISME

ne lettre de M. Grenier

M. Grenier a écrit une lettre dans laquelle il exprime ses préoccupations concernant la situation politique et sociale en France. Il souligne l'importance de la démocratie et de la participation citoyenne, et appelle à une réforme de la Constitution pour renforcer le rôle du Parlement.

Le R.P.R. s'inquiète de l'indécision de la politique étrangère du chef de l'Etat

M. Jacques Chirac, hôte de mercredi 14 mai de l'émission « Face au public » de France-Inter, ne devrait pas révéler ses intentions quant à son éventuelle candidature à l'élection présidentielle de 1981. Il devrait, en revanche, s'efforcer de souligner l'originalité des propositions du R.P.R. en prévision de la campagne d'explication et du bilan du septennat que les gaullistes comptent développer à travers le pays au cours des prochains mois.

Après avoir réclamé à maintes reprises, depuis longtemps, une nouvelle politique économique et sociale, le R.P.R. demande désormais au gouvernement, c'est-à-dire en fait au chef de l'Etat, de pratiquer une « nouvelle politique » étrangère qui « prenne l'exacte mesure des métamorphoses du monde ». Réunis mardi 13 mai sous la présidence de M. Chirac, le conseil politique et le bureau du groupe parlementaire R.P.R. ont à la fois souligné les dangers que court la paix du monde et accentué les critiques qu'ils adressent au domaine de M. Giscard d'Estaing. Selon la synthèse des délibérations établie par M. Bernard Pons, l'attitude qui consiste à faire passer notre indécision pour du sang-froid n'est pas une.

Le secrétaire général a ajouté : « La France ne doit pas chercher son inspiration à Washington ni céder aux intimidations de Moscou ». Pour « garder les mains libres », elle doit donc, selon lui, « refuser la tentation du neutralisme vicié, qui ne peut mener qu'à la subordination ». C'est pour cela que les gaullistes dénoncent tout à la fois « les atteintes d'une politique américaine dont la cohérence n'est pas évidente » et l'étalage délibéré de la force auquel se livre Moscou.

Selon eux, le gouvernement ne met pas le pays « en présence des réalités » et « ne lui dit pas la vérité ». En somme, dans ce domaine comme dans les autres, « on administre des tranches sans cesse et l'important n'est pas de faire face aux problèmes mais plutôt de faire taire ceux qui les soulèvent ».

Les gaullistes regretteraient enfin que l'autorité morale de la France se fonde « à la déesse, à la violence et à l'oppression » ne se manifeste pas pour dénoncer « la politique des apparences », les « fausses solidarités » et les « conférences truquées ».

En ce qui concerne l'Europe, le R.P.R. a rappelé qu'il demande des « dispositions nationales de sauvegarde » pour le revenu des agriculteurs et qu'il s'oppose à toute renégociation de la participation britannique au Marché commun.

Cette attitude plus ferme du mouvement gaulliste à l'égard de

la politique étrangère constitue une synthèse des opinions exprimées dont certaines souhaitent une plus grande rigueur, encore à l'égard de Moscou et d'autres une plus nette solidarité avec les Etats-Unis. Les dirigeants R.P.R. ont surtout voulu rappeler que seule leur instance statutaire pouvait exprimer leurs prises de position et que, en l'occurrence, M. Coeuv de Murville n'était pas habilité à parler au nom du mouvement ou du groupe (le Monde du 8 mai).

L'U.D.F. : des déclarations injustifiées et intempestives.

U.D.F. 1, lettre d'information de l'Union pour la démocratie française, publiée mercredi 14 mai un éditorial intitulé « Un jeu domageable » et dans lequel on lit notamment :

« A quoi jouent les responsables du R.P.R. ? (...) La politique étrangère (de la France) est comprise et approuvée par les Français. Nos partenaires du R.P.R. ne l'avaient jamais, jusqu'à présent, remise en cause. (...) Ce mardi, les instances du R.P.R. — sans qu'aucun fait nouveau ne l'explique — semblent avoir changé d'idée. »

« Voilà la France accusée de neutralisme vicié, incapable d'apporter un message au monde, coupable de fausse solidarité... Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre », dit la prole. Il ne servira donc à rien de réexpliquer ici ce que nos partenaires n'ont pas voulu entendre de bouches plus autorisées et de tribunes plus autorisées.

« Marque une fois de plus la surprise devant une volte-face aussi subite et une analyse aussi excessive des positions et des initiatives de la France ses derniers mois. (...) »

« Il est dommage que certains croient bon de déformer et de critiquer (cette politique étrangère) sans rien proposer d'autre que des coups de poing sur la table. Il est dommage aussi que l'action internationale de la France, dans la situation actuelle, soit freinée par des déclarations injustifiées et intempestives, un peu trop parfumées d'arrière-pensées électorales. »

LE CONSEIL NATIONAL DU P.R.

Le candidat Rocard est le frère jumeau du candidat Mitterrand, déclare M. Blanc

Devant le conseil national du parti républicain, qui a siégé mardi 13 mai à Paris, M. Jacques Blanc s'en est pris en termes très vifs au parti communiste et au parti socialiste. Le secrétaire général du P.R. a consacré une part importante de ses critiques à M. Michel Rocard, et il s'est attaché à démontrer que celui-ci n'incarne pas un socialisme différent de celui de M. Mitterrand : « Ne croyez pas qu'il pourrait exister un socialisme plus souple et plus efficace », a-t-il dit.

En adoptant cette attitude et en faisant de M. Rocard une cible privilégiée, M. Blanc donne à penser que les responsables de la majorité — en particulier du côté de l'U.D.F. — prennent en considération l'attitude que pourrait exposer la candidature du député des Yvelines sur une partie de leur élection.

M. Jacques Blanc a notamment déclaré : « Nous devons dénoncer les mensonges de ceux qui jouent contre la France. Démons la mystification de M. Georges Marchais et du parti communiste, démons l'illusion de l'union de la gauche, démons la présidentialisation des deux magiciens du parti socialiste, MM. François Mitterrand et Michel Rocard. »

A propos du parti socialiste, le secrétaire général du P.R. a ajouté : « Il n'est un secret pour personne que M. Michel Rocard, l'échéance présidentielle aidant, tente de se démarquer de M. François Mitterrand. C'est son droit. Que l'ex-Senator du P.S.U. supporte mal ce pontifical, quoi de plus naturel ? Ce qui l'est déjà moins, c'est que M. Michel Rocard se livre à toute une série d'acrobaties verbales — histoire d'accrocher l'attention de l'opinion. L'idée que sa ligne politique est différente de celle de M. François Mitterrand. »

M. Michel Rocard tente tout bonnement de suggérer à sa clientèle qu'il pourrait exister un socialisme plus souple et plus efficace que celui qui est contenu dans la « fresque » — le mot est de lui — du projet socialiste. Pour être habile, la contrefaçon n'est pas moins flagrante. L'objectivité historique contraint à ne pas oublier ce triple fait : M. Michel Rocard a soutenu, en 1975, au congrès de Pau, et en 1977, au congrès de Nantes, les mêmes motions que M. François Mitterrand, et il a approuvé, en janvier 1980, le projet socialiste. »

M. Blanc a conclu sur ce point : « Ce n'est bien sûr un nouveau tour de passe-passe. Au-delà des apparences, le candidat Ro-

POLITIQUE

QUÉBEC

Une centaine de personnalités d'Europe, d'Afrique noire et d'Afrique du Nord, du Proche-Orient et d'Amérique latine (voir « le Monde » du 10 mai), ont signé l'appel suivant, à la veille du référendum du 20 mai :

Le peuple du Québec, conquis par les armes en 1760, n'a pu accéder à la souveraineté politique, à la différence des populations américaines de souche anglaise, espagnole ou portugaise.

Il faut souhaiter que, malgré les forces extérieures et leurs appuis internes qui veulent le maintenir en dépendance, les Québécois puissent enfin décider librement de leur destin par le référendum de mai 1980.

Il faut espérer, en outre, que leur volonté sera respectée sans réserve par la Chambre des Communes et le gouvernement canadiens, comme par la Communauté internationale.

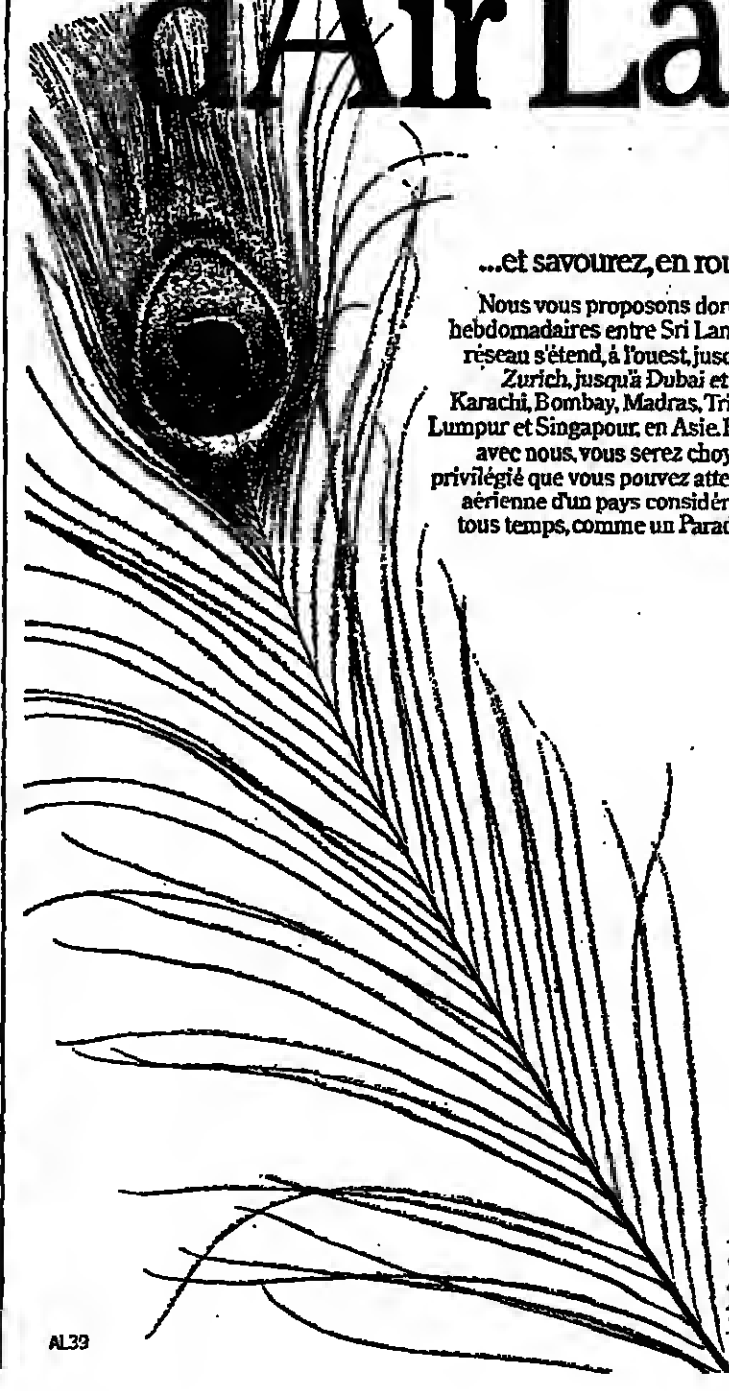
Le peuple du Québec ne compte évidemment que sur lui-même, mais, en ce temps d'engagement international, tous les démocrates lui doivent soutien et compréhension.

La liste des signatures n'est pas close, secrétariat :

Micheline JUGE,

8/11, quai de Stalingrad, 92100 Boulogne.

Entrez dans le monde d'Air Lanka.



...et savourez, en route, le goût du Paradis.

Nous vous proposons dorénavant pas moins de 50 vols hebdomadaires entre Sri Lanka et le reste du monde. Et notre réseau s'étend, à l'ouest, jusqu'à Londres, Paris, Francfort et Zurich, jusqu'à Dubai et Bahrein au Moyen-Orient. Karachi, Bombay, Madras, Trivandrum, Malé, Bangkok, Kuala Lumpur et Singapour, en Asie. Et chaque fois que vous voyagez avec nous, vous serez choqué dans le style chaleureux et privilégié que vous pouvez attendre de la compagnie aérienne d'un pays considéré, par les voyageurs de tous temps, comme un Paradis. AIR LANKA. Un avant-goût du Paradis.

Pour toute réservation et tout renseignement complémentaire, veuillez appeler l'Agent général de vente d'Air Lanka, Singapour Airlines, 35, rue de l'Opéra, Paris 75009, Tél. 261 5303.

CHACQUE SOIR A LA TÉLÉVISION DU 8 MAI AU 25 JUIN

HENRI AMOUROUX raconte le drame de 1940 : Le peuple du désastre

Lisez la série de HENRI AMOUROUX

LA GRANDE HISTOIRE DES FRANÇAIS SOUS L'OCCUPATION

- 1/ LE PEUPLE DU DÉSASTRE (1939 - 1940)
- 2/ QUARANTE MILLIONS DE PÉTAINISTES (Juin 1940 - Juin 1941)
- 3/ LES BEAUX JOURS DES COLLABOS (Juin 1941 - Juin 1942)
- 4/ LE PEUPLE RÉVEILLÉ (Juin 1940 - Avril 1942)



ROBERT LAFFONT

LES GRANDS ESPACES SONT TOUJOURS SOLITAIRES.

Quand tout le monde débarque du même charter, les déserts ne méritent plus leur nom... Alors nous avons créé Club Espace Voyages. Vous volez sur lignes régulières. Vous découvrez les endroits les plus beaux, les plus

solitaires, les hôtels les plus luxueux aux prix les plus bas. Nous les avons négociés pour vous sur place. Autre nouveauté : vous choisissez votre voyage sur écran TV et circuit vidéo. Nous l'avons filmé tel que vous le vivrez.

CLUB ESPACE VOYAGES.

5 bis rue de Stasz 75009 Paris. Tél. 742 42 24. De 9 h à 19 h. Métro Madeleine.

Exemples : Kenya Safari, 10 jours dans la brousse et Hôtel Intercontinental à Nairobi. Paris-Paris : 711 rue Vendredi 13, le célèbre volier, 7 jours dans les Caraïbes, 2200F.

1. 1940-1941 - 1942 - 1943 - 1944 - 1945 - 1946 - 1947 - 1948 - 1949 - 1950 - 1951 - 1952 - 1953 - 1954 - 1955 - 1956 - 1957 - 1958 - 1959 - 1960 - 1961 - 1962 - 1963 - 1964 - 1965 - 1966 - 1967 - 1968 - 1969 - 1970 - 1971 - 1972 - 1973 - 1974 - 1975 - 1976 - 1977 - 1978 - 1979 - 1980 - 1981 - 1982 - 1983 - 1984 - 1985 - 1986 - 1987 - 1988 - 1989 - 1990 - 1991 - 1992 - 1993 - 1994 - 1995 - 1996 - 1997 - 1998 - 1999 - 2000 - 2001 - 2002 - 2003 - 2004 - 2005 - 2006 - 2007 - 2008 - 2009 - 2010 - 2011 - 2012 - 2013 - 2014 - 2015 - 2016 - 2017 - 2018 - 2019 - 2020 - 2021 - 2022 - 2023 - 2024 - 2025 - 2026 - 2027 - 2028 - 2029 - 2030 - 2031 - 2032 - 2033 - 2034 - 2035 - 2036 - 2037 - 2038 - 2039 - 2040 - 2041 - 2042 - 2043 - 2044 - 2045 - 2046 - 2047 - 2048 - 2049 - 2050 - 2051 - 2052 - 2053 - 2054 - 2055 - 2056 - 2057 - 2058 - 2059 - 2060 - 2061 - 2062 - 2063 - 2064 - 2065 - 2066 - 2067 - 2068 - 2069 - 2070 - 2071 - 2072 - 2073 - 2074 - 2075 - 2076 - 2077 - 2078 - 2079 - 2080 - 2081 - 2082 - 2083 - 2084 - 2085 - 2086 - 2087 - 2088 - 2089 - 2090 - 2091 - 2092 - 2093 - 2094 - 2095 - 2096 - 2097 - 2098 - 2099 - 2100 - 2101 - 2102 - 2103 - 2104 - 2105 - 2106 - 2107 - 2108 - 2109 - 2110 - 2111 - 2112 - 2113 - 2114 - 2115 - 2116 - 2117 - 2118 - 2119 - 2120 - 2121 - 2122 - 2123 - 2124 - 2125 - 2126 - 2127 - 2128 - 2129 - 2130 - 2131 - 2132 - 2133 - 2134 - 2135 - 2136 - 2137 - 2138 - 2139 - 2140 - 2141 - 2142 - 2143 - 2144 - 2145 - 2146 - 2147 - 2148 - 2149 - 2150 - 2151 - 2152 - 2153 - 2154 - 2155 - 2156 - 2157 - 2158 - 2159 - 2160 - 2161 - 2162 - 2163 - 2164 - 2165 - 2166 - 2167 - 2168 - 2169 - 2170 - 2171 - 2172 - 2173 - 2174 - 2175 - 2176 - 2177 - 2178 - 2179 - 2180 - 2181 - 2182 - 2183 - 2184 - 2185 - 2186 - 2187 - 2188 - 2189 - 2190 - 2191 - 2192 - 2193 - 2194 - 2195 - 2196 - 2197 - 2198 - 2199 - 2200 - 2201 - 2202 - 2203 - 2204 - 2205 - 2206 - 2207 - 2208 - 2209 - 2210 - 2211 - 2212 - 2213 - 2214 - 2215 - 2216 - 2217 - 2218 - 2219 - 2220 - 2221 - 2222 - 2223 - 2224 - 2225 - 2226 - 2227 - 2228 - 2229 - 2230 - 2231 - 2232 - 2233 - 2234 - 2235 - 2236 - 2237 - 2238 - 2239 - 2240 - 2241 - 2242 - 2243 - 2244 - 2245 - 2246 - 2247 - 2248 - 2249 - 2250 - 2251 - 2252 - 2253 - 2254 - 2255 - 2256 - 2257 - 2258 - 2259 - 2260 - 2261 - 2262 - 2263 - 2264 - 2265 - 2266 - 2267 - 2268 - 2269 - 2270 - 2271 - 2272 - 2273 - 2274 - 2275 - 2276 - 2277 - 2278 - 2279 - 2280 - 2281 - 2282 - 2283 - 2284 - 2285 - 2286 - 2287 - 2288 - 2289 - 2290 - 2291 - 2292 - 2293 - 2294 - 2295 - 2296 - 2297 - 2298 - 2299 - 2300 - 2301 - 2302 - 2303 - 2304 - 2305 - 2306 - 2307 - 2308 - 2309 - 2310 - 2311 -

Grenoble : une relance de la contestation

De notre correspondant

Grenoble. — Les affrontements qui ont opposé, lundi 12 mal, entre 7 heures et 17 heures, mille cinquante étudiants aux forces de police sur le campus de Grenoble, ont provoqué une très vive réaction des personnels enseignants et administratifs. Ils déclarent notamment par les multiples « démonstrations » de la police sur leur lieu de travail : cinq interventions en cinq semaines. « Nous ne voulons plus que les présidents d'université se servent des étudiants comme des boucliers », déclare un enseignant de la faculté de droit. Quant aux enseignants de l'Institut d'études politiques, réunis en assemblée générale, mardi 13 mal, ils affirment qu'il appartient à l'ensemble des universitaires de France de réfléchir pour régler les problèmes qui les concernent.

des cours. Les assemblées générales ont eu lieu pendant la journée de mardi dans les U.E.R. où grèves ont reconduit le mouvement jusqu'au lundi 19 mai.

Désormais, les étudiants grondeurs n'entendent plus se battre uniquement sur les revendications nationales, mais obtenir satisfaction sur des problèmes purement locaux : le retrait de la plainte du président de l'université scientifique et médicale, M. Gabriel Coq, contre les étudiants interpellés alors qu'ils occupaient le bâtiment administratif de cette université ; des garanties en cas d'échec à l'examen de français pour les étudiants-six ; annulation de la convocation, enfin l'organisation normale des cours et des examens dans chaque des U.E.R.

CLAUDE FRANCILLON.

La police estime, pour sa part, devoir intervenir chaque fois que les routes d'accès au campus, qu'elle considère comme des « voies publiques », sont bloquées. Le recteur de l'académie de Grenoble, chancelier des universités, M. Hugues Tay, fait observer que l'autonomie des universités à Grenoble e « pris un sérieux coup, l'institution universitaire se montrant incapable de maintenir son ordre ».

**LE SNE-Sup EST INQUIET
POUR L'AVENIR
DES PETITES UNIVERSITÉS**

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne, le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup-FEN), au cours d'une journée de concertation organisée la semaine dernière à Saint-Etienne (Loire), a mis l'accent sur les difficultés des petites et moyennes universités, celles de Saint-Etienne, Chambéry, Avignon, Limoges, Besançon, Brest, Reims et Le Mans. La situation régionale de la région Rhône-Alpes est particulièrement grave, supérieur à la moyenne prévue par le ministère des universités, ce sont elles, estime le SNE-Sup, qui sont le plus directement en danger de disparition. Elles ont subi les créations de postes, les perspectives de carrière comme l'habilitation des enseignants ou les moyens budgétaires.

Et les normes en vigueur entraînent des réserves à l'égard du SNE-Sup, Saint-Etienne, par exemple, devrait posséder deux cent six maîtres de conférences au lieu de quatre-vingt-trois, soit une centaine de maîtres en moins, ce qui est tant au lieu de cent quarante-

L'asphyxie se réalise aussi par les restrictions des moyens budgétaires. Il manque 80 millions de francs au budget de l'université de la Réunion. Le directeur du SENE-Sup constate que se généralisent des charges de fonctionnement de plus en plus élevées de l'Etat sur les collectivités locales ou sur les organismes patronaux tels que les chambres de commerce, qui peuvent ainsi porter atteinte à l'indépendance de l'université.

Moins d'enseignants, des enseignements supprimés pour des raisons économiques, des bourses d'études moyennes universitaires accueillent aussi moins d'étudiants, « c'est le coup de frein à la démocratisation de l'enseignement ». Contre l'une et l'autre, le SENE-Sup veut mobiliser ses adhérents dès la fin du mois.

PAUL CHAPPEL

RENNES : la reprise des cours remise en cause.

(De notre correspondant)

Rennes. — Après sept semaines de grève les étudiants de l'université de Rennes-Bretagne ont décidé la reprise des cours mardi soir 13 mal, en terme d'une assemblée générale qui a duré près de huit heures. Cinq cent soixante-dix-huit étudiants ont voté pour la reprise des cours, contre cinq cent six en faveur de la continuation de la grève, et il y eut cent vingt-six abstentions.

Lundi 12 mal, devant un millier d'étudiants, M. Michel Denis, président de l'université de Reuta-Bretagne, avait insisté sur la nécessité d'une reprise des cours afin de permettre la validation de l'année universitaire, après un rattrapage de six semaines.

Cependant, une nouvelle, assemblée générale réunie ce mercredi devait réexaminer la décision de reprendre les cours à la suite des événements de Jussieu. Une manifestation de protestation « contre la violence policière » était prévue ce jour-là.

Pendant la nuit de mardi à mercredi, le local rennais de l'UNEF (ex-Renouveau) a été saccagé.

G. L.

● **A Marseille** : deux des huit étudiants marocains, qui avaient commencé le 5 mai dernier une grève de la faim à la faculté Saint-Charles de Marseille, ont été hospitalisés mardi 13 mai.

● *A Nice, une manifestation*
était prévue ce mercredi après-
midi 14 mai pour protester contre
les événements de Jussieu, et
contre la suppression de la section
sciences et techniques des activi-
tés physiques et sportives

Ouvert jeudi de l'Ascension

*Se perfectionner, ou apprendre
la langue est possible
en suivant*

**LES COURS D'ANGLAIS
DE LA BBC**

comme avec explications en français

Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBCEM
83, rue de Berni - 75008 Paris

ANGLETERRE
3 formules

ADULTES : POUR DES ADULTES DESIRANT
DE COMMENCER UN STAGE D'ETUDE INTENSIF
DE QUELQUES JOURNÉES 3, 5 ou 10 JOURS
DE COURS IM-JOUR 7 JOURS 14 JOURS

ÉTUDIANTS : 3 SEMAINES "1800"
HEBDOMADAIRE DE COURS IM-JOUR
AUDIO-VISUEL CIVILISATION CONVERSATION
CULTURELLES CONFÉRENCES EXCURSIONS :
SPORTS DISCOS ETC...

ENFANTS : VEU EN FAMILLE ANGLAISE
AUDIO-VISUEL ACTIVITÉS
CULTURELLES ETC...

FORMATION PERMANENTE
selon législation en vigueur

ANALYSTE en INFORMATIQUE de GESTION

Formation en trois ans
(2 soirées et une demi-journée par semaine)
sanctionnée par un diplôme : la maîtrise MIAGE.

Prochaine rentrée : 1^{er} octobre 1980.

Ecrire ou téléphoner à Maitrise MIAGE
Bât. 336 - Université Paris Sud, 91405 ORSAY
Tél. : 941-78-38 - 941-74-66

Cette formation est également assurée à plein temps
sur deux années.



BRITISH EUROPEAN CENTRE.
5, rue Richemont 75008 Paris Tél : 260.18.31

N° _____ Rue _____ M 1276
Code postal _____ Ville _____

—souhaitez recevoir votre brochure BEC—

adultes	étudiants	élèves
---------	-----------	--------

Le Bonheur ou le Pouvoir de Pierre Kast



"Trois cents pages de plaisir. Le prince de Ligne, le roi Louis XV, l'architecte Ledoux et Casanova : le roman historique du libertinage et de l'irrespect."

FRANÇOIS NOURISSIER,
de l'Académie Goncourt
(Le Figaro Magazine)

"Un roman libertin, très libertin, érudit, très érudit, qui parle du Plaisir avec plaisir, du Bonheur avec bonheur, du Pouvoir avec autorité."

BERNARD PIVOT (Apostrophes)

**"Un roman historique, élégant et pimenté,
à placer entre les Trois Mousquetaires
et les Mémoires de Casanova."
PIERRE-JEAN REMY**

PIERRE-JEAN REMY

**"La réflexion ne s'y sépare pas du plaisir,
le pittoresque des figures en scène d'une
connaissance du cœur et de l'esprit."**

CLAUDE-MICHEL CLUNY
(Le Quotidien de Paris)

"Dumas revu par Stendhal"
JACQUES DONIOL VALCROZE

"Un époustouffant roman de cape et d'idée."
JEROME GARCIN
(Les Nouvelles Littéraires)

"Le bonheur ou le pouvoir. C'est un thème que je connais bien... Je m'attendais à prendre intérêt à ce livre. J'y ai pris en outre un vif plaisir."

MICHEL ROCARD.

"Un roman raffiné, qui vous chauffe l'esprit comme un grand alcool. Les personnages sont des libertins d'une intelligence et d'une audace incroyables. Un divertissement historique à la fois profond et truculent."

JEAN-MICHEL ROYER

"Kast l'enchanteur".
PIERRE AJAME (*Le Nouvel Observateur*)



Photo: Mutual Bidness

La commission des finances du Sénat réclame un plan d'investissement quinquennal pour la défense civile

contre l'augmentation des radiations de la population, qui sera réalisée en quinze ans.

« Le coût de construction d'édifices antiradiations pour la protection de toutes les populations urbaines et rurales exposées (soit environ trente millions de francs) sera financé par les auteurs du rapport sénatorial, de l'ordre de 90 milliards de francs. L'Etat pourrait en financer pour la moitié (soit 45 milliards de francs) et les autres (soit quinze ans) et il serait fait appel, pour le reste, à aux individus, aux entreprises et aux collectivités. Les contributions seraient levées par une caisse de défense civile, chargée d'émettre des emprunts.

M. Marcelin et Bonnevols ont déclaré que le contenu du programme qui « permettrait de définir pour cinq ans les montants de crédits à engager pour la défense civile avec le Parlement, le S.G.D.N. et la direction du budget.

Il serait temps que des responsables politiques cèdent avec davantage de précision, de lucidité démocratique, et sans arrière-pensées, la notion — légitime — de protection civile abusivement confondue avec celle du maintien de l'ordre.

JACQUES ISNARD.

**Contacts : P. Kolet, P. Porruccini,
Santa Severa. 29.228 Luri.**

S'inscrivant en faux contre les propos de M. Maurice Pepon, ministre français du budget, le *Suisse* accuse la police française d'avoir tenté d'empoisonner M. Stroehlin dans une affaire de voitures volées montées de fausses pièces. Contacté pour la première fois par M. Rul en 1978, Stroehlin aurait refusé de lui communiquer les renseignements demandés. Mais peu de temps après une

En revanche, on insistent, à propos de l'arrestation de MM. Bernard Rul et Pierre Schultz, la tension initiale du « traquenard » tendu par les services de la direction des renseignements français en l'absence de tout élément reprenable pouvant leur être reproché. Dans la conférence de presse, le 8 mai, M. Maurice Papon, ministre du Budget, assure toutefois que le général ne bénéficie d'aucune immunité et qu'un ressortissant suisse possédant une résidence secondaire en France et impliqué dans une affaire de voiture volée « pour laquelle, ajoutait le ministre, il ne faisait, à sa connaissance, l'objet d'aucune poursuite ».

Renault 20 GTD, l'équipement: direction assistée, boîte 5 vitesses, pré-équipement radio, lave-vitres électriques à l'avant, condamnation électromagnétique des portes.

Le confort: sièges d'après velours très enveloppants, espace modulable, haut niveau d'insonorisation, 4 roues indépendantes.

Le moteur: 2 litres, 4 cylindres en ligne, bloc en alliage léger.

Le carburant: gazole.

Modèles présentés: Renault 20 TS, 52.600 F option boîte 5 vitesses¹ inclus. Consommation aux 100 km à vitesse stabilisée: 7,7 l à 90 km/h, 9,9 l à 120 km/h, 12,4 l selon cycle urbain. Renault 20 GTD (8 CV): 57.300 F. Consommation aux 100 km à vitesse stabilisée: 4,1 l de gazole à 90 km/h, 8,7 l de gazole à 120 km/h, 9,2 l de gazole selon cycle urbain. Prix clés en main au 02.28.0. Adresse: 80

JUSTICE

L'ARRÊT DE LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Sept nationalistes corses sont sévèrement condamnés

FAITS ET JUGEMENTS

Un malfaiteur tué par la police

La brigade de répression du banditisme a démantelé le gang qui avait commis au bold-up, samedi 10 mai, au supermarché de Buchelay, près de Mantes-la-Jolie (Yvelines), au cours duquel un client, M. Joël Liseotte, vingt-deux ans, avait été tué.

L'un des malfaiteurs, Joël Marguerite, vingt-neuf ans, a été tué, lundi matin 11 mai, par les policiers, alors que, sur le point d'être appréhendé, il venait de prendre une jeune femme en otage pour couvrir sa fuite. Ses trois complices, Pascal Delaveau, Didier Jean-Robert et Joseph Battaglia, ont été arrêtés.

Les policiers ont identifié celui qui serait le chef de gang, M. Pascal R., un repris de justice né en 1930 à Marseille. Mais il reste introuvable et fait l'objet d'un avis de recherche diffusé dans tous les services de police judiciaire de France.

● Condamnation de « l'Aurore » pour diffamation envers un commissaire de police. — M. Pierre Janot, P.D.G. de l'Aurore a été condamné le mardi 13 mai par la 17^e chambre du tribunal de Paris à 2.000 F d'amende et 15.000 F de dommages et intérêts pour diffamation envers un commissaire de police, M. Jacques Bousset.

Dans la nuit du 27 au 28 octobre 1977 à Fontenay-le-Fleury (Yvelines), un inspecteur avait été tué et un autre gravement blessé au cours d'une opération que dirigeait M. Bousset. Ce dernier devait être inculpé par la suite pour homicide et blessures involontaires. C'est alors que l'Aurore avait publié le 14 novembre 1978 un article dans lequel il était écrit que M. Bousset « avait tué un de ses propres hommes ».

Le tribunal a jugé que c'était là « tenir pour établie la culpabilité d'un incrimé », d'autant plus que M. Bousset devait finalement bénéficier d'un non-lieu (Le Monde du 3 octobre 1979).

● M. Robert Hersant condamné pour diffamation envers Les Amis de la Terre. — La dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris a condamné, le mardi 13 mai, à quinze mois de prison avec sursis, 20.000 francs d'amende et un an d'interdiction d'exercer le docteur Léon Parté, et à infliger un an de prison avec sursis, 15.000 francs d'amende et huit mois d'interdiction à son confrère, le docteur Jean-Marie Hubert. Ces deux médecins de Saint-Avoid (Moselle) étaient poursuivis pour avoir fourni des stupéfiants à de jeunes drogués. Lors des débats, le 25 mars, ils avaient expliqué leur comportement par un « souci d'humanité » et l'« absence de toute structure d'accueil pour les drogués dans les régions de Saint-Avoid et de Sarreguemines ».

● Deux médecins condamnés pour fourniture de stupéfiants. — Le tribunal correctionnel de Sarreguemines a condamné, le mardi 13 mai, à quinze mois de prison avec sursis, 20.000 francs d'amende et un an d'interdiction d'exercer le docteur Léon Parté, et à infliger un an de prison avec sursis, 15.000 francs d'amende et huit mois d'interdiction à son confrère, le docteur Jean-Marie Hubert. Ces deux médecins de Saint-Avoid (Moselle) étaient poursuivis pour avoir fourni des stupéfiants à de jeunes drogués. Lors des débats, le 25 mars, ils avaient expliqué leur comportement par un « souci d'humanité » et l'« absence de toute structure d'accueil pour les drogués dans les régions de Saint-Avoid et de Sarreguemines ».

● Deux manifestants condamnés. — Trouvé en possession d'un couteau à cran d'arrêt, place de la Bastille, au cours des manifestations du 1^{er} mai, M. Laurent Ruch, vingt-deux ans, employé, a été condamné, vendredi 9 mai, à deux mois d'emprisonnement avec sursis, par la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris. D'autre part, pour violence à agent, M. Didier Commeau, dix-huit ans, animateur, a été condamné, le 9 mai, à 500 francs d'amende par la vingt-quatrième chambre correctionnelle de Paris, peine qui ne sera pas inscrite à son casier judiciaire. Les faits avaient eu lieu, le 15 mars, place d'Italie, au cours de la manifestation contre le projet d'installation d'une centrale nucléaire à Plogoff.

● Deux attentats. — Un attentat à l'explosif a été commis mardi 13 mai, vers 3 h. 30, contre un poste de police situé, 115, avenue Albert-1^{er} à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). L'explosion a détruit la porte et de nombreux carreaux du bâtiment.

Un autre attentat s'est produit mercredi 14 mai, peu avant 3 heures, dans un restaurant parisien du quartier de la Bourse, le « Cantadon », situé, 28, rue Saint-Marc (2^e arrondissement). Il a provoqué d'importants dégâts matériels.

Aucun de ces attentats n'a été revendiqué. Il n'y a pas de victime.

La Cour de sûreté de l'Etat, présidée par M. Claude Allier, a rendu son arrêt, mercredi 13 mai, au soir, dans l'affaire des sept nationalistes corses inculpés d'association de malfaiteurs visant à substituer une autorité illégale à une autorité légale, d'atteinte à l'intégrité du territoire national et, selon les cas, d'attentats à l'explosif (ou de complicité et de détention d'explosifs).

La Cour a condamné M. Jean Nicoli, vingt et un ans, à huit ans de réclusion criminelle, et M. Didier Beretti, vingt-quatre ans, Jean-Marie Colombani, vingt ans, ainsi que M. Gérard de Mari, vingt-huit ans, à cinq ans de la même peine. M. Guy Orsoni, vingt et un ans, et son frère Alain, vingt-cinq ans, jugés par défaut, ont été condamnés à quatre ans de détention. Enfin, la Cour a condamné M. Philippe Zambonardi, à qui il est reproché d'avoir gardé à son domicile des explosifs appartenant à son neveu, à trois ans d'emprisonnement avec sursis.

* D'importantes mesures de sécurité avaient été prises avant que M. Allier ne lise l'arrêt de la Cour. Celles-ci n'ont cependant pas évité, à partir de 20 h. 10, et ce durant une quinzaine de minutes, que la petite foule des familles, des amis connus et inconnus, scandant face aux magistrats : « Liberté ! » (liberté) et « Fascistes », La Cour se rendait alors après avoir ordonné aux gardes d'évacuer la salle. Résistant à la pression de ceux-ci, les Corses présents ont chanté la *Sunata lu cornu*, chant populaire révolutionnaire corse, avant de sortir de leur propre gré.

La fermeté de l'arrêt rendait méritoire, selon M. Olivier (Le Monde daté 13-14 mai), l'avocat général n'avait-il pas requis des peines de réclusion criminelle, excepté à l'encontre de M. Nicoli et Alain Orsoni. Or la Cour, mercredi, a condamné à de telles peines, outre M. Nicoli et Orsoni, M. Beretti, Colombani et de Mari. Concernant ce dernier accusé, M. Olivier avait demandé à la Cour un supplément d'information. Là encore, la Cour a passé outre et condamné M. de Mari à cinq ans de réclusion criminelle.

Cet arrêt s'inscrit ainsi dans la logique des trois procès de nationalistes corses qui avaient eu lieu durant l'été 1979. A cette nuance près cependant que les plus fortes peines à l'époque (treize et dix ans de réclusion criminelle) avaient touché de « vieux » militants nationalistes corses. Cette fois, la plus lourde peine (huit ans de réclusion criminelle) a sanctionné M. Nicoli, vingt et un ans, dont les activités en faveur du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) ont duré six mois. — L. G.

Quatre gendarmes sont blessés par des inconnus lors d'un mitraillage devant l'ambassade d'Iran

LE F.L.N.C. REVENDIQUE L'ATTENTAT

Quatre gendarmes mobiles qui stationnaient mercredi matin 14 mai devant l'ambassade d'Iran à Paris, 4, avenue d'Iéna (16^e), ont été blessés au cours d'un attentat commis à l'arme automatique, vers 6 h. 45. Ils ont été hospitalisés au Val-de-Grâce : trois d'entre eux sont blessés aux jambes et le quatrième a été atteint par une balle au visage. On indique que leurs jours ne sont pas en danger. Il s'agit de M. Perrin, qui est le plus touché, Torny, Gondin et Huard, appartenant à l'escadron 3/15 de la gendarmerie mobile de Châmbéry. L'attentat a été revendiqué par le Front de libération nationale de la Corse.

Les faits ont eu lieu alors qu'une dizaine de gardes étaient en faction devant l'ambassade. Des inconnus circulant à bord d'une B.M.W. jaune ont tiré plusieurs rafales d'armes automatiques. L'action s'est très rapidement terminée, il semble que la police a retrouvé des impacts de balle et des douilles de chaque côté de l'avenue d'Iéna. En début de matinée, les policiers recherchaient dans le jardin de la résidence jouxtant l'ambassade d'éventuelles traces de l'attentat.

D'autre part, une charge explosive avait sauté, dans la nuit du 12 au 13 mai, vers 0 h. 10, au Palais de justice de Paris. L'explosion, qui n'a pas fait de victimes, a endommagé le gros œuvre d'une aile du Palais. De gros piliers soutenant l'escalier de la galerie des prisonniers ont en effet été déplacés par le souffle de plusieurs continuels.

Une demi-heure après l'attentat de l'avenue d'Iéna, un correspondant anonyme a revendiqué auprès de l'Agence France-Presse les deux actions au nom du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.). « Deux hommes ont tiré à la mitrailleuse contre les forces de l'ordre », a déclaré le correspondant. Nous tenons à préciser que l'attentat ne visait en aucun cas l'ambassade d'Iran elle-même, mais les forces de l'ordre uniquement qui, pour nous, sont les forces de répression qui frappent quotidiennement le peuple corse dans notre pays. C'est une première réponse au verdict de la Cour de sûreté de l'Etat hier soir qui a frappé très durement les militants nationalistes corses.

Le correspondant a aussi précisé que l'attentat contre le Palais de justice, non revendiqué depuis vingt-quatre heures, était le fait du F.L.N.C.

C'est la première fois que le F.L.N.C., groupe clandestin né en 1976, revendique une action ayant directement visé des hommes. Jus-

qu'à présent, il a en effet toujours déclaré ne s'en prendre qu'aux biens. Le F.L.N.C. se glorifie même de n'avoir jamais fait de victimes et l'avait souligné, notamment lors du procès devant la Cour de sûreté de l'Etat, des vingt et un nationalistes corses, aux mois de juin et juillet 1979.

Cette évolution, selon le texte de la revendication du F.L.N.C., serait due aux condamnations prononcées, mardi 13 mai, par la Cour de sûreté de l'Etat. L'arrêt de la Cour a, de fait, été ressenti par les Corses présents comme une « scandaleuse répression ».

M. BONNET : un acte de lâcheté

Interrogé à la sortie du conseil des ministres sur l'attentat perpétré mercredi matin devant l'ambassade d'Iran, M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a déclaré : « Je suis indigné de ce qui s'est passé avenue d'Iéna. S'il est démontré que cet attentat est l'œuvre de membres du F.L.N.C., ce sera un nouvel acte de lâcheté à mettre à leur actif. Je sais certain que la population corse, dans son immense majorité, les désavouera, car elle se fait du courage une tout autre conception, qu'elle a mises jadis montrée au service de la France ».

Ilya des marchés qui vous présentent un visage impénétrable.



Peut-on vendre au Japon?
En Corée du Sud? Aux Philippines?
Quels contacts prendre?
Quelles procédures suivre?
Quels faux pas éviter?
Ces questions et bien d'autres, posez-les à la Société Générale.

Les responsables de ses agences et les spécialistes de sa Direction Internationale vous informeront et faciliteront vos opérations.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONALES
29, BD HAUSMANN 75009 PARIS.
TOKYO, SEOUL, HONG KONG, SINGAPOUR,
KUALA LUMPUR, BANGKOK, JAKARTA,
MAHILLE, KARACHI, NEW DELHI.

Membre de l'Institut
European Banks International.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

SPORTS

Le Comité olympique français se prononce pour la participation aux Jeux de Moscou

Lorsque les vingt-trois membres présents — sur vingt-quatre — du conseil d'administration du Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.) se sont réunis, mardi après-midi 13 mai à Paris, il n'était pas évident qu'ils allaient prendre une décision sur la participation française aux Jeux olympiques de Moscou.

En fait, les pouvoirs publics, qui, officiellement, avaient laissé le mouvement sportif libre de son choix depuis le début de la crise olympique ouverte aussitôt après l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, le 31 décembre 1979, n'avaient pas ménagé ces derniers jours leurs efforts — l'un des membres du C.N.O.S.F. nous a même parlé de « chantage » — pour qu'une décision ne soit prise mardi, c'est-à-dire quarante-huit heures avant que le Comité olympique de la R.F.A. ne se soit lui-même prononcé définitivement en faveur du boycottage.

Pas de médailles en chocolat

Une campagne d'explication a été ainsi entreprise par les services du ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs pour démontrer aux dirigeants sportifs — qui « risquaient de ne pas avoir en main toutes les informations » selon un membre du cabinet du ministre — que les Jeux olympiques devenaient une simple confrontation entre athlètes des pays de l'Est et du fait de la défection d'une quarantaine d'États occidentaux. Dans ces conditions, on s'est efforcé de leur faire comprendre que la place de la France ne serait pas plus élevée qu'en 1976, n'ayant pas encore eu cependant l'aval du comité directeur de sa (dé) participation et deux autres, ceux de

Le Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.) a confirmé, mardi 13 mai, sa décision, prise le 23 janvier, de « participer aux Jeux olympiques d'été ». Cette résolution, approuvée par vingt-deux membres sur les vingt-trois présents du conseil d'administration, a été prise après l'appel lancé le 12 mai à l'Institut national du sport et de l'éducation physique

européens occidentaux afin de dépolitiser le protocole des Jeux (drapeaux, hymnes, etc.) aussitôt des interprétations contraires à l'Est et à l'Ouest. En termes diplomatiques, M. Jean-François Poncet, dans l'entourage duquel on faisait état, il y a quelques semaines, d'une « non-participation » française, avait d'ailleurs nettement fait comprendre aux dirigeants sportifs qu'il ne s'agissait pas d'une décision politique, mais d'une décision sportive.

En fait, la décision n'avait pas été complètement vaine : le comité Jean de Bermonville, l'un des deux membres français du Comité international olympique, membre de droit du C.N.O.S.F., a proposé une résolution tendant au renvoi de la décision. Pour-tant, ils n'ont pas été couronnés de succès : quatre présidents de fédérations — football, hockey sur glace, voile et sports de montagne — se sont prononcés dans ce sens, tandis que dix-sept autres étaient favorables à la participation (l'un d'eux, celui de la fédération de judo, n'ayant pas encore eu cependant l'aval du comité directeur de sa (dé) participation) et deux autres, ceux de

Louvoiements et indécision

tir et des sports équestres, étaient contre la participation « pour des raisons sportives ». Après trois heures de discussions, la cause était donc entendue : sur les vingt-trois membres présents, un seul, M. Maurice Herzog, l'autre membre français du C.N.O.S.F., pour absence d'éléments de jugement, de prendre part au vote d'une motion « confirmant la participation aux Jeux olympiques des meilleurs sportifs français ». Pourquoi ne pas avoir attendu encore ? Parce que la participation avait déjà été décidée, le 23 janvier, et parce que le C.N.O.S.F., qui entend jouer un rôle moteur dans le mouvement olympique, ne voulait pas se donner le ridicule de paraître à la remorque d'une décision prise à l'étranger, en l'occurrence en Allemagne.

Est-ce à dire que toutes les hypothèses qui pesaient sur l'envoi d'une délégation nationale sont levées ? Assurément non. Il en existe de deux ordres, d'importance inégale.

La moindre est celle qui concerne le niveau de la participation. Le C.N.O.S.F. a en effet « réaffirmé que la vocation des Jeux olympiques est de rassembler les meilleurs sportifs mondiaux ». En fait, la participation à Moscou des « médailles en chocolat ». Les sélections seront faites rigoureusement, en fonction du niveau

international des athlètes et des entraîneurs de haut niveau et après consultation des fédérations de sports olympiques, dix-sept se déclarant favorables à la participation, quatre pour le report de la décision à une date ultérieure (football, hockey sur glace, sports de glace et voile), deux pour l'abstention (tir et sports équestres).

préparé par le comité des athlètes et des entraîneurs de haut niveau et après consultation des fédérations de sports olympiques, dix-sept se déclarant favorables à la participation, quatre pour le report de la décision à une date ultérieure (football, hockey sur glace, sports de glace et voile), deux pour l'abstention (tir et sports équestres).

international des athlètes français. Ce sera notamment le cas pour les gymnastes, parmi lesquels seules les individuelles sélectionnées à l'issue du dernier championnat du monde seront retenues, alors que la sélection d'une équipe complète aurait été possible en raison des divers forfaits. C'est également sur la base de ces considérations sportives — l'absence des plus fortes équipes — que les abstentions des tireurs (encore conditionnelles) et des cavaliers ont été comprises. La Commission nationale du sport de haut niveau devrait d'ailleurs étudier ces questions le 29 mai.

La parole

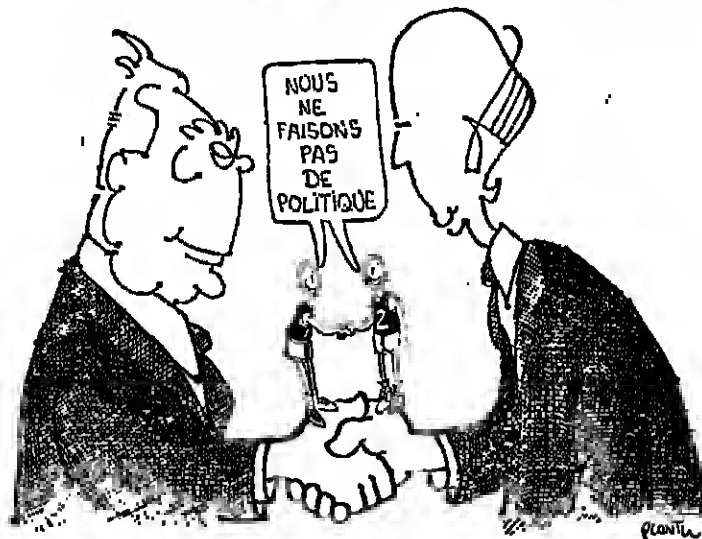
Toutefois, la plus importante des hypothèses qui pèsent sur la décision du C.N.O.S.F. tient à la réaction des pouvoirs publics. Certes, il a été dit officiellement, depuis le début de la crise, que le mouvement sportif était libre de son choix et un jugement politique avait été porté sur le mouvement lancé par le président Carter en disant que le boycott était « impopulaire ». Malgré cela, les milieux gouvernementaux s'opposaient vivement, comme on l'a vu, que le C.N.O.S.F. comprit qu'il n'était pas non plus opportun qu'il se

prononçât en faveur de la participation dans les circonstances actuelles. Aurait-il présumé de leur pouvoir de conviction en laissant entendre au chancelier Schmidt que la France finirait par ne pas participer, confiance rapportée à son tour au président du Comité olympique allemand, M. Willi Daume, qui l'a à son tour répétée à des journalistes à l'occasion du congrès de la société internationale de la presse sportive ? Cette confiance détrempée aura joué un rôle non négligeable dans l'attitude de plusieurs dirigeants sportifs prenant ainsi à contre-pied le pouvoir politique. A l'activité fébrile de ces dernières heures succédait, mardi soir, le maintien dans les cabinets. Quelle est, désormais, la marge de manœuvre du gouvernement ?

D'une part, il peut considérer qu'une large proportion de l'opinion publique est favorable aux Jeux olympiques et s'incliner devant la décision du C.N.O.S.F., en pensant qu'il n'est pas utile de prendre à rebrousse-poil le mouvement sportif fort de ses quelque dix millions de licenciés, quand une élection présidentielle est en perspective.

D'autre part, il peut tenter de faire revenir le mouvement sportif sur sa décision, en invoquant la plus vraisemblable pour l'heure. Une alternative s'offrirait alors aux pouvoirs publics : la manière

ALAIN GIRAUDO.



(Dessin de PLANTU.)

Les réactions

● M. JACQUES CHABAN-DELMAS, président de l'Assemblée nationale, s'est félicité de la participation des athlètes français en affirmant : « Cette décision du C.N.O.S.F. est conforme à la position que j'ai toujours prise ».

● LE GROUPE COMMUNISTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, présidé par M. Jean-Pierre Chevènement, a dénoncé « les pressions inacceptables du président Carter et de la R.F.A. qui, pour des motifs largement déclarés, ont agi à l'encontre d'un climat de « guerre froide » ». Il a indiqué : « La décision du C.N.O.S.F. constitue un échec pour les partisans du boycottage. Elle peut être réjouie par les sportifs de notre pays, les démocrates et tous ceux qui luttent pour la paix et la coopération entre les peuples ».

● M. JEAN-MARIE LE PEN, président du Front national, a déclaré : « Cette décision est une trahison, une défection, une participation aux Jeux de Moscou, en dépit du vote du C.N.O.S.F. ».

● M. WILLI DAUME, président du Comité national olympique de la République fédérale d'Allemagne, a estimé, mercredi 14 mai : « La décision française ne m'a pas surpris. A l'opposé de nos hommes politiques, qui toujours ont persévééré, les Français se sont présentés à Moscou. L'ignorer n'est pas une influence décisive sur notre décision. Ce serait terrible pour moi et pour les autres de voir parmi les grands pays d'Europe à boycotter ».

● LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SPORTS ÉQUESTRES a indiqué mercredi 14 mai, que les fédérations de la République fédérale d'Allemagne, a estimé, mercredi 14 mai : « La décision française ne m'a pas surpris. A l'opposé de nos hommes politiques, qui toujours ont persévééré, les Français se sont présentés à Moscou. L'ignorer n'est pas une influence décisive sur notre décision. Ce serait terrible pour moi et pour les autres de voir parmi les grands pays d'Europe à boycotter ».

● LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SPORTS ÉQUESTRES a indiqué mercredi 14 mai, que les fédérations de la République fédérale d'Allemagne, a estimé, mercredi 14 mai : « La décision française ne m'a pas surpris. A l'opposé de nos hommes politiques, qui toujours ont persévééré, les Français se sont présentés à Moscou. L'ignorer n'est pas une influence décisive sur notre décision. Ce serait terrible pour moi et pour les autres de voir parmi les grands pays d'Europe à boycotter ».

Un ballon d'oxygène pour les Soviétiques

De notre correspondant

Moscou. — L'agence Tass a annoncé, mardi 13 mai, que le comité olympique soviétique a décidé de ne pas participer aux Jeux de Moscou, en dépit du vote du C.N.O.S.F.

transformés en simples « spartakades ». La décision française va faire pencher des hésitants en Europe et en Afrique francophone. A contrario, le C.N.O. ouest-allemand s'il suit les recommandations du gouvernement et de l'Assemblée nationale, va se retrouver isolé. L'Europe divisée, la « solidarité atlantique », dont les Soviétiques ne cessent de montrer les dangers aux Européens, encore une fois mise à mal.

« Est un bilan qui n'est pas nouveau pour la diplomatie soviétique, même si, pour le moment, elle ne l'exploite pas trop bruyamment. Pour en juger, il suffit de se reporter aux violentes réactions qui ont suivi la décision de boycottage prise par le CNO américain, et la « recommandation » des pouvoirs publics : la I.F.A. Américaine et l'Allemagne de l'Ouest ont été alors accusées de vouloir « torpiller la détente par tous les moyens » et de revenir à l'époque de la « guerre froide ».

Au moment de la visite de lord Killanin, président du Comité international olympique, à M. Brejnev, les organisateurs des J.O. de Moscou étaient très inquiets. La décision française leur offre un ballon d'oxygène et récompense les concessions protocolaires qu'ils ont consenties à la dernière minute pour sauver les XXII^e Jeux olympiques.

DANIEL VERNET.

FOOTBALL

TROIS CLUBS DE DEUXIÈME DIVISION

JOUERONT EN DEMI-FINALES DE LA COUPE DE FRANCE

Trois clubs de seconde division, La Palud-Montpellier, Paris Football Club et Orléans en demi-finales de la Coupe de France de football aux côtés de Monaco : l'événement est sans précédent dans l'histoire de l'épreuve. Des quatre rencontres disputées mardi 13 mai, une seule n'a pas donné lieu à une surprise, mais à un beau suspense puisque Monaco, l'événement est sans précédent dans l'histoire de l'épreuve. Des quatre rencontres disputées mardi 13 mai, une seule n'a pas donné lieu à une surprise, mais à un beau suspense puisque Monaco, l'événement est sans précédent dans l'histoire de l'épreuve. Des quatre rencontres disputées mardi 13 mai, une seule n'a pas donné lieu à une surprise, mais à un beau suspense puisque Monaco, l'événement est sans précédent dans l'histoire de l'épreuve.

nelle des clubs de seconde division : — Un grand nombre d'entre eux sont de jeunes joueurs, issus de centres de formation des grands clubs de première division, qui n'avaient pas été retenus au moment de la signature des contrats professionnels (Paris F.C.).

— Au talent égal, les clubs professionnels retiennent les jeunes joueurs, moins chers, de préférence aux anciens professionnels. Ces derniers trouvent alors refuge en seconde division pour poursuivre leur carrière (Montpellier).

Enfin, le style plus direct et plus physique de la plupart des équipes de seconde division s'accommode souvent mieux des intenses passionnées de la Coupe de France que le football plus académique pratiqué en première division. — G. A.

D'UN SPORT A L'AUTRE...

BASKET-BALL. — Dans le tournoi préolympique disputé à Genève, l'équipe de France a battu la Suède (85 à 80), lundi 12 mai, avant de s'incliner face à l'Italie (110 à 84), le lendemain.

ALPINISME. — Les recherches entreprises mardi 13 mai, par un hélicoptère militaire népalais pour retrouver le Français Nicolas Jaeger, qui avait disparu le 24 avril, l'ascension en solitaire, et sans oxygène, du mont Lhoitz (8511 mètres), n'ont pas donné de résultat.

LE MICAM SE TRANSFÈRE

DE MILAN A BOLOGNA

Ainsi à partir de 1980 Bologne deviendra la capitale de l'industrie italienne de la chaussure.

MICAM

PRÉPARATIONS D'ÉTÉ OU ANNUELLES

MEDICINE ET PHARMACIE

CEPES

5 centres : quartier latin - Neully - Nation - Châteaufort - Orsay

57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully, 7229.94, 745.08.19

Groupe de professeurs

12^e MICAM BOLOGNA

5-8 SEPTEMBRE 1980

35^e MODACALZATURA BOLOGNA

MARS 1981

L'industrie italienne de la chaussure qui produit 450 millions de paires et en exporte plus de 350 millions participe aux manifestations du MICAM et de MODACALZATURA

UNE SELECT

cinéma

CINEMA EN DIRECT A ENGHEN-LES-BAINS

En direct de Cannes, des défilés, des films, deux V200-transmissions sur Grand écran (les 21 et 22 mai), au cinéma de l'Enghien-les-Bains. Tél. : 417-20-51.

A VENDRE DE CHRISTIAN DRILLAUD

Où a été volée, patronne de nos dans un petit village ? Christian Drillaud, ancien architecte de René Féré, en profite pour nous faire découvrir, à sa manière, un milieu rural rarement décrit sur nos écrans.

FANTASTICA DE GILLES CARLE

Star de comédie musicale, Loretta Lancelotti découvre la lutte scénaristique. Entre le monde du théâtre, dont Paul Lewis Furey, dans la dérive, et celui de la vie réelle, l'interprète favorite de Gilles Carle promène des deux visages, jusqu'à l'hypothèse du jeu.

A NOTER

Rome, ville ouverte, de Roberto Rossellini : aux origines néo-classiques italiennes. Ebboli, de Franco Rosi : un néo-réalisme moderne ; le Cavalier électrique, de Sidney Pollack : aventure et boulot ; Jerry, de Jerry Lewis : Au certain, un chef-d'œuvre ; la Vieillesse, de Jean-Louis Bally : une fable brechtienne parvenue d'Alto ; le Prix des trépassés : un hommage à un grand maître du cinéma ; deux vieux : les Hommes du présent, d'Alan Pakula : une affaire célèbre vue de Hollywood.

aux Jeux de Moscou

ARTS ET SPECTACLES

« Athalie-Dom Juan » de Racine-Molière au TNP

Lorsque Planchon brûle ses vaisseaux

ROGER PLANCHON présente au Théâtre national populaire, à Villeurbanne, un spectacle en deux épisodes : « Athalie » de Racine ; « Dom Juan » de Molière.

L'architecture de scène, commune aux deux œuvres, est monumentale. Une « coupole vaticane », dont la voûte est sculptée, prend appui sur des bases de laque noire. Cet appareil s'élève, découvrant, pour Athalie, une forêt, une ville, un temple, ou, pour Dom Juan, un océan en furie, une demeure princière, un bois de chênes, des campagnes ou simplement le ciel. Le sol est le même chez Racine et Molière : un granulé de cristaux d'anthracite.

Commune aux deux pièces est aussi la conception de ce théâtre. Les textes ne sont pas suivis à la lettre. Chaque frag-

ment de scène éclate en d'autres scènes, songes, fictions, mimodrames, tableaux vivants. C'est une chaîne de métamorphoses, ponctuées par des cascades d'orgues et des éclats de lumière. Ces apparitions sont des éclaircissements de l'œuvre. Alors que Racine le raconte seulement, nous assistons au massacre des enfants d'Ochostas, de nuit, dans une forêt, par des janissaires d'Athalie. Il en va de même de tous les récits. Et, d'autre part, les circonstances secondaires des actions, et les circonstances de l'écriture et de la représentation des deux œuvres, à Saint-Cyr et à Paris, au lieu d'être indiquées par écrit dans un livret-programme comme cela se fait parfois à présent, sont jouées elles aussi sur la scène, si bien que Planchon donne le « spectacle entier » des deux pièces et de leur « histoire ».

Désordres de la religion

Par exemple, ces jeunes filles de l'Institution de Saint-Cyr, qui récitaient Athalie, nous les voyons vivre, avant, pendant et après leurs répétitions, elles dînent au réfectoire, préparent leurs lits au dortoir, et leurs faits et gestes se mêlent, sans obscurité, à tel épisode d'Athalie, la tragédie biblique elle-même, à la distribution des armes aux prêtres de Judée, ou à la rencontre d'Athalie et d'Eliaçin dans le temple.

Le texte proprement dit des deux œuvres est donné « dans le désordre ». Des scènes sont interverties ; quelques fragments sont coupés ; d'autres, au contraire, doublés ; des répliques changent de bouche ; les chœurs d'Athalie, au lieu d'être chantés par les jeunes filles, sont distribués entre les protagonistes de la tragédie ; un personnage d'ange, ajouté par Planchon, prononce les paroles du petit Joas. Ces changements ne gênent pas, tant la dynamique de la mise en scène « fonctionnelle », tant les multiples informations complémentaires « lancées » par la mise en scène sont claires et intéressantes.

Cette « total-scène » théâtrale convient peut-être mieux à Atha-

lie qu'à Saint-Cyr. Athalie ne fit pas vraiment représentée, avec des décors, costumes, musiques, comme l'avait été Esther, devant des publics nombreux venus de Versailles et de Paris. Il n'y eut que quelques « répétitions » sans costumes, devant très peu de monde, dans une simple salle de classe. Le chœur estimait que la piété n'était pas assez dure, qu'il n'était pas bon que de jeunes demoiselles se donnent en spectacle devant des jeunes (ou moins jeunes) messieurs, et que si le théâtre gagnait comme cela du terrain on allait voir bientôt toutes les religions du royaume se transformer en acrobaties. Quant à Dom Juan, l'Eglise fit censurer plusieurs passages dès la seconde représentation, et au bout de deux semaines la pièce disparut entièrement.

Précisons que dans Athalie le pilain Mathan et ses acolytes passèrent pour figurer certaines autorités jésuites, et que dans Dom Juan la grande tirade sur l'hypocrisie fut estimée viser tout droit les mêmes prêtres.

Voici donc, dans ces deux œuvres, la religion mise en question, à tous les stades du théâtre. Mais elle est mise en question, par Racine et Molière, avec une dimension d'esprit. Athalie est la plus forte tragédie biblique qui ait été écrite en France, elle n'est pas moins inspirée que les pages du Livre des Rois qui furent la source de Racine ; le poète abandonne ses facilités d'analyse des passions pour figurer ce que la foi religieuse peut représenter pour un peuple.

Impatiences sacrilèges

Ensuite, ces tableaux, ces foules en action, ces océans et ces forêts, ces processions en grande pompe, ces baricades, toute cette vie épico-dramatique magnifiquement imagée, font disparaître presque entièrement l'expérience intérieure que le spectateur pourrait partager si une mise en scène n'est pas laissée seule avec Racine, avec Molière, par l'entremise d'acteurs donnant simplement le texte.

Dans ce déluge de fêtes, d'ac-

quant à Dom Juan, chaque scène en est riche, ambiguë, et la joute entre l'athée et le Ciel vole dans une spiritualité intense.

Le spectacle de Planchon réduit la dimension spirituelle des deux œuvres, pour deux raisons. D'abord, il y a chez Planchon ce que l'on appelle de l'« anti-idéalisme primaire ». Est-il vraiment nécessaire de revêtir des soutanes noires — les soutanes des prêtres catholiques — Mathan et toute la faction idolâtre conduite par le reine Athalie ? Fallait-il vraiment que Mathan crache sur un Christ en croix ? Fallait-il animer des défilés grotesques avec les chasubles noires brodées d'argent que, dans le rite catholique, les prêtres mettent sur leurs messes d'enferment ? Fallait-il que chez Dom Juan les convives se disposent autour d'une table comme les Apôtres de la Cène de Vinci, et que Dom Juan, caracolant debout sur la table, donne des coups de pied dans le pain ? Des « impatiences » de cette nature sont constantes dans les deux spectacles. Planchon est violemment anti-idéaliste. Il a ses raisons de l'être ; cela remonte à coup sûr à son enfance à la campagne, car on trouvait parfois, de son temps, des curés de village, ici ou là, bornés, implacables, qui menaient vie dure aux instituteurs laïques, aux maîtres, s'ils n'étaient pas croyants, aux familles. Mais de là à diminuer le sens et la portée du grand spectacle que Planchon a fait, par des coups de patte assassins aux curés, il y a un pas.

Ensuite, le texte existe beaucoup moins. Et les comédiens chargés de le dire deviennent un peu des fantômes. Des petits soldats perdus dans les merveilles. Le théâtre leur échappe. Ce sont les machines qui jouent l'événement. On aurait presque envie de dire, sans du tout plaisanter, que Planchon n'est pas allé assez loin dans son projet ; qu'il aurait dû supprimer, tant qu'à faire, les vers de Racine et la prose de Molière ; et laisser les images, les mouvements, la mu-

sique, les lumières, agir seuls. Obligé alors d'exprimer l'esprit juste par l'image, il aurait peut-être atteint la densité de pensée, de méditation, de poésie, de Racine et de Molière, sans paroles, comme, sur un autre registre, Bob Wilson le fait quelquefois.

La preuve de l'échec du spectacle, sur ce point, c'est le porte-à-faux imposé aux acteurs qui doivent jouer ce texte devenu presque surréaliste. Michèle Marquais (Athalie) erre sur la scène, hagarda, cherchant un chemin qu'elle ne trouve pas, cherchant les vers qu'elle ne dit pas. Gérard Desarthe (Dom Juan) a des instants de génie, mais la plupart du temps, il est inférieur à lui-même, on dirait un Zorro désinvolte, expéditif.

Images pour dire

Ces observations faites, il faut redire que Athalie-Dom Juan réalisé par Planchon est un événement théâtral de première grandeur, d'une intelligence rare, constamment nourri d'une érudition précise et sans lourdeur, constamment fascinant, une incroyable fête des yeux. Ce spectacle inaugure peut-être une forme nouvelle de théâtre : au lieu de faire rééciter les textes que souvent l'on connaît déjà pour les avoir appris en classe, le metteur en scène, magicien, les fait éclater en une multitude d'images, mais d'images si précises, si riches, qu'elles suffisent à penser tout le « dit » de la pièce, et à découvrir en même temps l'ensemble du paysage extérieur et intérieur de l'œuvre, de l'auteur, des circonstances historiques.

Une entreprise si grandiose n'est pas permise à toutes les troupes. Il a fallu, pour réaliser Athalie-Dom Juan, sûrement des centaines de millions (anciens), il a fallu les talents rares de Enzo Frigerio (décors), de Jacques Stiglmayr (costumes), d'André Drot (lumières).

Il a fallu aussi, chez Roger Planchon lui-même, quelque chose d'inhumain, que l'on peut seulement supposer, de l'ordre de la démenace, et aussi du désespoir — un délire de fuite en avant. Racine et Molière, au

Deux comédiens prennent quand même leur rôle à bras-le-corps, expriment toutes les phrases : l'un, Jean-Louis Joad, dans le genre croquemitaine burlesque et farceur, l'autre, Philippe Avron (Sganarelle), dans le genre prince charmant ; et ainsi ils savent faire front au spectacle qui les cerné, mais c'est aux dépens des rôles qu'ils défendent. Joad perd sa dimension de chef religieux, chef de guerre ; Sganarelle l'ambiguïté de sa fausse bonne conscience morale (les autorités du clergé qui firent interrompre la pièce de Molière estimaient Sganarelle plus dangereux que Dom Juan, mais au Sganarelle d'Avron, on donnerait presque le Bon Dieu sans confession).

cours de ce spectacle, sont littéralement adossés, fêtés, idéalisés, et, en même temps, agressés, détruits. Comme si le principe de toute mise en scène était opposé à lui-même. D'un côté il y a Dom Juan, si totalement mis en théâtre, transmis en théâtre, par Planchon, que la pièce de Molière omniprésente, se désintègre. De l'autre côté, on imagine Gérard Desarthe, cet acteur de génie, assis sur une chaise au milieu d'une scène vide, lisant, une brochure à la main, le texte de Dom Juan, c'est tout, et peut-être le public verrait-il et entendrait-il infiniment plus de choses que sur le théâtre fabuleux de Villeurbanne. Peut-être.

Qui daigne reconnaître que Roger Planchon est un grand auteur dramatique, un des premiers écrivains de théâtre de notre temps ? Il ne peut plus jouer ses pièces, tant il a été attaqué. Il ne peut même plus les faire éditer. Aujourd'hui il n'y a plus de Louis XIV pour jouer double jeu avec les dramaturges, pour leur accorder d'une main ce qu'il leur interdit de l'autre. Le Racine-Molière de Planchon, grandiose, mesquin, adorateur, tronçonné, doit être situé dans cette perspective. En limitant les vaisseaux d'Avron, Planchon brûle les siens.

MICHEL CURNOT.

UNE SELECTION

cinéma

CINEMA EN DIRECT A ENGHEN-LES-BAINS En direct de Cannes, des débats, des films, avec deux vidéo-transmissions sur grand écran (les 21 et 22 mai), au cinéma le Français d'Enghien-les-Bains. (Tél. : 417-29-51).

A VENDRE DE CHRISTIAN DRILLAUD

Qui a tué Yolande, patronne de cette dans un petit village ? Christian Drillaud, ancien résistant de René Farel, en profite pour nous faire découvrir, à sa manière, un milieu rural rarement décrit sur nos écrans.

FANTASTICA DE GILLES CARLE

Star de comédie musicale, Lorca (Carole Laure) découvre la lutte écologique. Entre le monde du spectacle, dont Paul (Lewis Furey) est la démiurge, et celui de la vie réelle, l'interprète favori de Gilles Carle promène ses deux visages, jusqu'à l'apothéose du jeu.

théâtre

BERENICE A NANTERRE Une histoire d'amour dont les héros se cherchent sans pouvoir se joindre, une histoire d'intellectuels, une histoire bouillonnante de passion, de souffrance. Il n'y a pas d'amour heureux. Il y a la magie racinéenne, admirablement mise en jeu par Vitez, mise en images superbées. Il y a Vitez, acteur, Madeleine Marion Bénédicte.

Cocaine allemande, à la Vieille-Grille : le charme candide et trouble d'un jeune comédien lauréat par Weckend et qui s'invente son Allemagne. Du côté des fées, à l'Odéon : portrait, par fragments, de la province française et Bertrand Bonvoisin. Voyage avant l'an quarante, à Aubervilliers : autoportrait d'un bourgeois français, de sa morale coloniale, et d'Alain Nizor. Les Mémoires du malheur, à Chaillot : le Magic-Circus retrouvé, le Circus cinglant, le Magic frénétique, et Jérôme Savary est un grand acteur. Archéologie, au Lucernaire : théâtre, amour et philosophie, le monde de Daniel Emilfork. Blanchisserie blanche, au Studio des Champs-Élysées : les Miracelles surprennent, éblouissent et enchantent, les Miracelles séduisant.

musique

FESTIVAL LYRIQUE DU MILLENAIRE DE LIEGE Grand festival lyrique pour célébrer le millénaire de Liège, avec la création d'un opéra sur « Cyrano de Bergerac », de Paul Danblon,

par le Centre lyrique de Wallonie ; une œuvre rarement jouée de Menotti, « Le Héros », par la Monnaie de Bruxelles ; « Idoménée », par le Théâtre royal flamand ; le Ballet du XIX siècle : l'Opéra de Rouen, de M. Linder, par le Jeune Théâtre lyrique, et onze films exceptionnels d'opéra. Une ballade occasion de franchir la frontière. Du 17 au 24 mai. Renseignements : 1, rue des Dominicains, Liège.

PROMENADES

Da plus en plus, avec la belle saison, la musique s'évade. Signaux aujourd'hui le Festival de Seine-Maritime, avec un concert Delalande, Grigny, Givrost, Bach, et la collégiale d'Eu (le 17), qui sera suivi de vingt-quatre autres, à Aulnay, Saint-Seine, Fécamp, Rouen, Yvetot, etc., avec beaucoup de bonne musique française jusqu'au 18 juillet. Renseignements : la préfecture, 76000 Rouen, Cedex ; à Fécamp : de Fontevraud, une exceptionnelle « Pesselon selon sa. t. Mettieu », de Bach, dirigée par Michel Corboz (le 18, à 17 h. 30) ; plus près de Paris, les « Nuits de Sceaux » reprennent leur activité, avec un concert de « Sonates », et « Trois de l'Éclair et Revel », par Ch. Lardé, R. Gaillole-Montbrun, P. Müller et J. Hubau (ancienne mairie de Sceaux, le 15, à 17 h. 15), suivi d'un divertissement-promenade avec J.-P. Rampal et la Quatuor de flûtes de l'Orchestre national dans le parc de Châtigny-Malabry (le 18, de 15 heures à 17 h. 30). Pour les six autres concerts, renseignements : 860-71-10 ou 861-38-08.

MAGDA OLIVERO ET LES ROSTRO

Deux concerts un peu exceptionnels à Paris : le retour de Magda Olivero, à plus de soixante ans, une grande cantatrice italienne qui a fait de nouveaux débuts triomphaux au Met de New-York en 1975 (Athènes, le 19). Et puis toute la famille Rostropovitch : Mstislav, Galina, les filles, Oleg (violiniste)

et Elene (piano), avec leurs époux respectifs, Alexander (piano) et Pletier (violin). Avec tant d'instruments jouant à la fois, on s'attend pour autant à une œuvre, comme en témoignent Henndel, Schubert et Chostakovitch (saute Gavesti, le 15 mai).

MUSIQUE CONTEMPORAINE

Il faudra suivre cette semaine le concert du 16 mai, qui présentera deux premières auditions de A. Bontly, Carillon et « Bowing », et surtout la création d'une saison en entier, de Gilbert Amy (Radio-France, le 19), ainsi que le programme des Grands Concerts de la Sorbonne, où A. Myrtil dirigera des œuvres marquées par un certain engagement politique : l'« Ode à Napoléon », de Schoenberg ; la « Carrière du Bonhomme », d'Elizier ; « O King », de Berto ; un « Rituel », de S. Hellet, et un « Mémorial », de Gérard Condé, chanté par L. Hagen-Williams (Goethe-Institut, 17, avenue d'Iéna).

« Stabat », de Rosini, et « Pièces sacrées », de Verdi, chœurs et orchestre de Radio-France, dir. : N. Santl (Invalides, le 19) ; cycle 1. Stern, Orchestre national, dir. : N. Marinat (Champs-Élysées, le 20) ; Créteil, le 21) ; Orchestre de Paris, dir. : Z. Meitz, avec H. Gutierrez (Palais des congrès, les 21 et 22) ; M. Poffini (Champs-Élysées, le 21) ; E. Laar et Th. Stewart, duos romantiques (saute Pleyel, le 21).

expositions

PEINTURE AMERICAINE POUR LES ANNEES 80 AU CENTRE AMERICAIN Une exposition, au Centre américain du boulevard Raspail, qui fut très controversée aux Etats-Unis, où elle fut présentée dans plusieurs villes. Il s'agit du choc d'un critique, Barbara Rose, qui, ayant défendu en première ligne l'avant-

garde des années 60 et 70, croit déceler à New-York un retour au simple plaisir de peindre que l'on croyait perdu. Hélas ! le désir de retrouver une nouvelle peinture contemporaine, désir qui est dans l'air à Manhattan, ne coïncide pas avec la réalité : ces nouveaux peintres de New-York ne sont que les enfants tardifs des expressionnistes abstraits des années 50 !

LE FUTURISME

Une trentaine d'œuvres prêtées par le MOMA pour plusieurs mois. L'ensemble est assez important pour donner un aperçu de la dynamique futuriste que les Parisiens n'ont pas souvent eu l'occasion de confronter avec le plastique cubiste.

MALEVITCH

Les Malevitch du Musée national d'art moderne, qui, jusqu'à une date très récente, n'en avait pas, mais comble ses lacunes grâce surtout à des dons, notamment celui d'un ensemble unique d'« Architectures ».

ET ELLSWORTH KELLY AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Les peintures « froides » et les sculptures 1958-1979 d'un des principaux représentants new-yorkais de la réaction à l'Action painting et au Pop art, qui pousse ses recherches abstraites jusqu'à l'extrême dépouillement.

nées) ; Jeunes Compagnons au Centre Georges-Pompidou (Du bon, mais aussi du moins bon).

variétés

FACO IBANEZ A BOBINO Réunion amicale et chaleureuse avec un artisan frateriel du bar à chanson dont le cœur est partagé entre Paris et Madrid.

A NOTER

Genevieve Paris et Michel Rivart au Théâtre de la Gaîté : Un ancien du groupe Beau domage et une rockeuse tendre, inspirée de Joan Baez et Joni Mitchell.

jazz

FESTIVAL D'ANGOULEME Au cinquième Festival d'Angoulême, ils viennent et sont tous là : Eddy Louiss, Randy Weston, Don Cherry et Charlie Haden, Barre Phillips, la Marmitte Infernale, Joe McPherson et André Jeunne, etc. En prime, la création mondiale de François Jaarneau-Pandemonium : quintette à vent, orchestre de chambre, Katie Labèque et de Humair à Chautemps, quelques-uns des meilleurs musiciens d'aujourd'hui. (Du 14 au 18 mai).

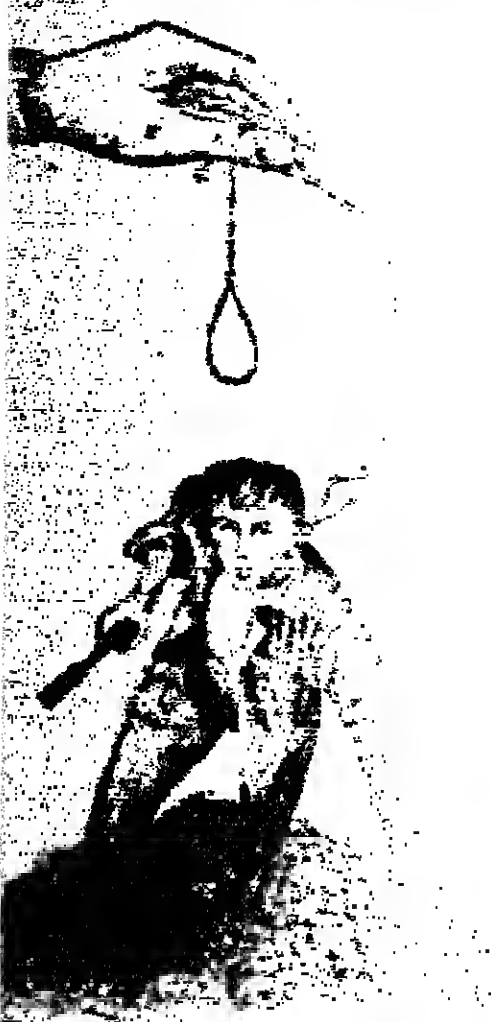
OLD AND NEW DREAMS

Les rêves anciens et nouveaux de quatre écrivains des années 60 : Don Cherry, Ed Blackwell, Charlie Haden et Dewey Radman. (Rouen le 14 mai, le 15 à Angoulême, le 29 à Toulouse et le 2 juin à Paris).

CATALOGUE A LA CHAPELLE DES LOMBARDS

Les « verbes inventifs » de Barrocal et Pavlos, du côté du jazz, du côté du rock, et ailleurs. Un monde sans commune mesure et un « univers musical que rien ne peut ramener à la raison (du 14 au 17 mai).

s d'un mythe



SECTIONS PARALLÈLES

Un voyage, une enquête, une vie et la mort

« Radio On »,
de Christopher Petit.

Le deuxième film de la Quinzaine des Réalistes est signalé après *Hazel* est un long métrage britannique en noir et blanc, signé par un critique de cinéma de trente et un ans, Christopher Petit. Ça s'appelle *Radio On*, et ce n'est pas seulement parce que Wim Wenders en est le producteur associé que l'on pense à lui en voyant le film. On retrouve chez Christopher Petit l'appareillage de la communication moderne (télévision, radio, cassette, etc.) qui balaye l'univers de Wenders, avec le cinéma, les cafés, les flippeurs, les juke-boxes. Un thème identique (le voyage, le transport, la fuite, la quête), la même leçon d'observer sans psychologie le personnage principal (un homme évidemment), la musique, enfin, tout y est. Mais, bien ancré en Angleterre, le film acquiert sa personnalité propre. Christopher Petit est aussi plus anecdotique que Wim Wenders et plus enclin à commenter ses propres images. Alors, tout en gardant à l'esprit l'étrange ressemblance avec le cinéaste allemand, on peut ne pas s'en écarter.

Radio On commence dans le pénombre d'un appartement. On aperçoit des jambes nues dans une baignoire. On lit sur une page blanche que nous sommes les enfants de Fritz Lang et de Werner von Braun, le lien entre les années 20 et 40, et en substance, que tout passe aujourd'hui par l'électronique, les magnétophones et les synthétiseurs. On saura ensuite qu'il s'agit d'un cadavre, et la bande son, essentiellement constituée de chansons, se chargera du reste.

Robert prend sa voiture et part pour Bristol, où son frère est mort. On n'apprendra pas de quoi il s'agit. Christopher Petit se contente d'indiquer que Robert est allé chercher des réponses. Sur sa route, il y a des paysages de moteur, et puis des rencontres : un Ecossais qui vient de désertir l'armée pour avoir subi la violence de la guerre en Irlande du Nord, l'ami de son frère qui ne peut lui dire une Allemande dont le mari a emmené la fille, et la tante du mari qui ne donne aucun renseignement, un pompier qui chante à la mémoire d'Eddie Cochran à l'endroit où il s'est tué en voiture, un anémone, pour un hot-dog, est prêt à procurer tout ce dont un jeune homme peut avoir besoin.

La communication naturelle de Robert avec ces gens et ce qu'il dit de l'angoisse quotidienne en fait un guide du contemporain, le prototype d'une génération signalée par les cheveux que l'on coupe après s'être battu pour les garder longs, et l'amoir d'une certaine musique : Kraftwerk, David Bowie, Ian Dury, Cavo. *Evocations*, témoignages, *Radio On* est ainsi un film un peu triste, une dérive mélancolique rendue aimable par le regard de Christopher Petit et le photographe savant de Martin Schäfer.

« Règlement intérieur »,
de Michel Vuilleumet.

Règlement Intérieur, de Michel Vuilleumet, présenté dans la section Perspectives du cinéma français, a une certaine parenté avec *Radio On*. C'est bien aussi le film d'un Européen de trente ans attaché aux mystères et aux angoisses d'une société qui ne connaît plus d'expériences — mais Vuilleumet est plus gel, plus fataliste, que Christopher Petit.

Pourquoi la première B 2 s'est-elle absentée une journée entière sans donner d'explication ? La proviseur confie l'enquête à l'un de ses anciens élèves, un matheux devenu commissaire stagiaire. Y a-t-il un rapport quelconque avec l'arrivée du nouveau professeur d'histoire et géographie ? Le commissaire stagiaire va étudier son cas. Comment un tel événement peut-il devenir une vraie énigme ? Vuilleumet s'en charge.

Si le point de départ était plus substantiel tout en restant anodin, il n'y avait pas de temps faibles dans le scénario, *Règlement Intérieur* serait une réussite, car Vuilleumet a une façon très étrange de doubler ses séquences. Les personnages sont dans une situation donnée pour les besoins de l'histoire et, en même temps, sont porteurs d'éléments qui pourraient faire l'objet d'une autre situation, d'une autre scène. Cela donne au film une coasserie et une richesse presque constantes, d'autant plus sympathiques que les rôles sont bien travaillés, que les acteurs, Patrick Chesnais, Maurice Ronet, François Perrot, Michèle Simonnet, sont sérieux et bien dirigés.

Documentaire dans la mesure où les années 1910-1920 sont soigneusement décrites (avec les jalons : la guerre, l'apparition de l'électricité). « Histoire d'Adrien » s'appuie sur ce contexte pour mieux l'oublier. Le destin d'Adrien est comme décalé. Le personnage est des-

« Histoire d'Adrien »,
de Jean-Pierre Denis.

A la Semaine de la critique, il y avait aussi un film français pour faire mentir ceux qui disent que l'on ne sait plus raconter d'histoires de ce côté-ci de l'Atlantique. Produit en partie par le Centre méditerranéen de créations cinématographiques, *Histoire d'Adrien*, de Jean-Pierre Denis, a été tourné dans le Périgord, et les dialogues sont en occitan. Elaboré au fur et à mesure des répétitions, il est d'un réalisateur qui jette son film comme une pierre en eau calme.

Adrien, né au début du siècle, est un bâtard. Sa mère est morte en le mettant au monde, une nuit, dans le forêt. A part sa grand-mère, toute la famille vit l'enfant comme une honte, et Adrien finit par s'en aller. Il est recueilli par un manoir, il va à l'école, puis on quitte l'enfance, on passe à Adrien adulte, engagé par les chemins de fer. Il est resté solitaire, rêveur, et il tombe amoureux. Mais on lui renverra dans la figure sa malédiction de bâtard dont il avait pourtant sans doute cru se débarrasser.

Documentaire dans la mesure où les années 1910-1920 sont soigneusement décrites (avec les jalons : la guerre, l'apparition de l'électricité). « Histoire d'Adrien » s'appuie sur ce contexte pour mieux l'oublier. Le destin d'Adrien est comme décalé. Le personnage est des-



(Dessins de Bonaffé.)

siné sans fioritures et les deux acteurs, Bertrand Sautereau et Serge Dominique sont si proches l'un de l'autre qu'ils lui donnent une force étonnante.

« Temps morts »,
de Claude Godard.

Ces trois films de fiction (et d'autres aussi, mais moins réussis) ont fait l'agrément de ces derniers jours. Cannes est constituée de ces petits bonheurs, de ces moments de charme et de chance. Et puis, tout à coup, on est moralement, physiquement, secoué par un réalisateur qui jette son film comme une pierre en eau calme. « Temps morts », de Claude Godard, est une plongée de une heure trente dans un hospice, et ce ne sont pas des images tellement faciles à vivre. Des mains nouées autour d'un barreau, des corps extraordinairement transformés, des visages gris, des bouches et des yeux ouverts sur le mort, qui est le seul issu de l'enfer : c'est ce que Claude Godard montre longuement sans commentaire. Elle indique aussi la blancheur des draps, les cuisines rutilantes et le soleil au bout des corridors ou par la fenêtre. Elle insiste sur des gestes qui n'en sont plus. Elle arrive à donner le sentiment d'une journée qui s'écoule entre le lever, la toilette, les repas, avec l'immobilité totale pour les uns, un reste de vie et d'activités pour les autres.

Cette réalité qui est ordinaire n'est pas à l'écran. Claude Godard, qui a fait six mois de repérage avant de filmer, savait exactement quelles images elle garderait, et aucune n'est choquante, c'est-à-dire aucune ne porte atteinte à la dignité des vieillards. Les adresses, dont elle est également l'auteur (c'est une ancienne élève de l'école de Veigier), sont d'une beauté parfaite et donnent au film sa vraie dimension : ce n'est pas un reportage, c'est une célébration, comme un poème de Baudelaire peut en être un.

A aucun moment il n'y a de communication avec la caméra. Ces gens que l'Assemblée publique et la famille ont laissé filer n'ont plus de regard. On les entend, mais l'image ne coïncide jamais avec les paroles. Elles sont décalées, uniquement portées par la bande son, qui maintient le film dans la réalité. Tout ce petit remue-ménage, constitué de rassemblements, d'expressions infantiles, de cris, des injonctions bourrées des infirmières, décrit l'atmosphère d'un lieu, avec cet unique message qu'il appartient aux spectateurs de donner ou non au film : il ne faudrait pas vraiment mourir ici.

Temps morts, qui a été coproduit par le Centre Georges-Pompidou, est le premier film de Claude Godard. Elle a vingt-deux ans. Elle en prépare un autre sur les myopathes. La non plus, il n'y aura ni commentaire ni interview. Les images doivent tout dire.

CLAIRE DEVARRIEUX.

« Cinéma en direct » à Enghien-les-Bains

Le public prend la parole

ASSISTONS-NOUS à une petite révolution dans la diffusion de la culture, au moins de cette forme particulière mais aujourd'hui dominante de culture qu'est la communication par les moyens audiovisuels ? On serait tenté de l'affirmer en observant ce qui se passe actuellement, à l'occasion du Festival de Cannes, dans la petite ville d'Enghien-les-Bains.

Trois parties sont intéressées dans l'affaire : d'abord la municipalité (tendance « divers majoritaire »), qui accorde une subvention de 150 000 francs ; ensuite le Centre culturel local aux activités multiples (archéologie, chorégraphie, photographie, et depuis un peu plus de deux ans le cinéma), enfin le directeur des sept salles de la ville, Alain Condroyer, propriétaire d'un des complexes les plus modernes, les musées équipés, de la région parisienne.

Alain Condroyer appartient, comme Jean Lescur, l'actuel président du service Art et Essai français, à une famille d'exploitants (son père exerce la profession dès la fin du muet, à Argenteuil, localité voisine d'Enghien-les-Bains). Devenu à son tour exploitant à part entière, il contrôle progressivement tous les cinémas de la ville. Il participe à la naissance de l'U.G.C. (Union générale cinématographique) constituée autour de l'ancien noyau de salles confondues par l'Etat à la libération. Mais il garde sa complète autonomie par rapport à cette même U.G.C., dont il n'aborde pas le sujet.

D'abord il projette des films des trois circuits (U.G.C., Gaumont-Pathe, Parafrance). Il réussit à imposer à Paris, récemment au départ, le passage régulier des grands films étrangers dans leur version originale, innovation par rapport à l'habitude plus usagée de l'adaptation pour l'Art et Essai (le doublage est « toléré »). Et puis il se lance dans la folle aventure du couplage avec Cannes, « Cinéma en direct ». Le C.N.C. appuie très fort l'entreprise, obtient que, pour la durée du festival, les films étrangers montrés à Cannes, et non encore à d'autres, puissent également être projetés à Enghien sous le bénéfice de la franchise spéciale du festival.

M. Jacques Viot, directeur du C.N.C., interviendra officiellement, le lundi 13 mai, auprès du président du festival, Robert Favre le Breton, pour que soit maintenue l'autorisation spéciale de créer, en direct de Cannes, une animation autour de certains

films de la compétition, malgré les réticences de M. Adolphe Brisson, éminent grise des festivals, directeur de la F.I.A.P.F. (Fédération internationale des associations de producteurs de films), qui voit de très près le bon fonctionnement de tous les grands festivals dits de catégorie A.

Philippe Paquet, qui assure à Cannes la coordination de « Cinéma en direct », travaille normalement à temps plein comme « animateur » des salles d'Alain Condroyer à Enghien. Trois formes d'animation ont été prévues, nous expliquent-ils. Les deux grands moments de l'aventure, les mercredi 21 et jeudi 22 mai, de 22 h. 30 à 23 h. 30, consisteront en une vidéo-transmission sur grand écran autour d'un film : le public d'Enghien pourra dialoguer avec des personnalités du cinéma réunies à Cannes. Des auteurs herissiers ont été loués au gré du T.D.F., le comité vidéo du Laboratoire image et communication de l'université de Paris-Nord (LIMAC) s'est installé dans la cour d'un hôtel jouxtant la Croisette. Le film d'Alain Resnais *Mon oncle d'Amérique*, qui sort immédiatement à travers la France après Cannes, sera peut-être retenu.

Parallèlement, à partir de dimanche prochain, un reportage journalistique de douze minutes, « Vidéo-cinéma de Cannes », tourné sur place, sera diffusé le lendemain soir dans les salles d'Enghien. Une troisième forme d'animation, « Contacts », offrira une série de dialogues et d'échanges en duplex son seulement (avec montage de dispositions tirées du film discuté ou autour du film). Trois avant-premières sont prévues autour des films de Picha (de Chalon manquant), de Marco Bellocchio (le Saut dans le vide) et de Samuel Fuller (The Big Red One), en présence des cinéastes, de critiques, de diverses personnalités.

Depuis le samedi 11 mai, les films de Perspectives du cinéma français et, depuis le mardi 13 mai, ceux de la Quinzaine des Réalistes sont projetés à Enghien. La performance technique réalisée ici de la promesse : en quarante-huit heures, les films doivent faire l'aller-retour Cannes-Enghien par avion, via Nice et Roissy-en-France. Le résultat impressionne, le public suit, participe déjà activement aux premières discussions. La question primordiale : quelle forme de discussion, quel échange, finalement quelle critique, puisque chacun rentre dans le jeu ?

LOUIS MARCORRELLES.

* Renseignements : Enghien, tél. : 417-00-44.

SALLE GAVEAU
MARDI 20, MERCREDI 21 MAI - 21H
philippe entremont
philippe bianconi
HAYDN - MOZART
RAVEL - SAINT-SAËNS
ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS
Location Salle Gaveau

jusqu'au 31 mai
ODETS BRECHT
EN ATTENDANT LEFTY
Suivi de
LE PETIT MAHAGONNY
mise en scène
Marcel BLUWAL
797.96.06
17, rue Malte-Brun, 20^e - métro Gambetta

DU MIME A LA DANSE
ISAAC ALVAREZ et les
COMÉDIENS MIMES de PARIS
2 Spectacles Artisanat
18 h 30 - 21 heures
Sauf dim., mardi (jusq. 31 mai)
au théâtre de la Ville
THÉÂTRE ST-MÉDARD
14, rue Denier, Paris (5^e)
Bona : 321-44-94

vous aussi
ayez votre place
dans notre
saison musicale
bénéficiez
de nos conditions
exceptionnelles
d'abonnement
ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS
ENVOI GRATUIT
D'UNE DOCUMENTATION
SUR DEMANDE
SERVICE ABBONNEMENTS
15, AVENUE MONTAIGNE
75288 PARIS-TEL. 720.67.67

de retour à Paris
LE GRAND MAGIC CIRCUS
MELODIES DU MALHEUR
CHAILLOT
Grand Théâtre (727 81-15)

THÉÂTRE DU GYMNASSE MARIE BELL
38, Boulevard Bonne Nouvelle (10^e) - 246.79.79
DERNIÈRES
L'atelier
de Jean-Claude GRUMBERG
Prix de la Meilleure Création Française 1979
du Syndicat de la Critique Dramatique
mise en scène
M. BÉNICHOU, J.-C. GRUMBERG et J. ROSNER
Une production du
THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON
Les Mar., Mer., Jeu., Ven. et Sam. à 20 h 30 et Dim. mat. à 15 h.
Raisché le Dimanche soir et le Lundi
LOCATION, 14 jours à l'avance au Théâtre du Gymnase et agences

ORCHESTRE DE L'ÎLE-DE-FRANCE
DIRECTEUR JEAN FOURNET
Symphonie n° 39 « l'Escalette » MOZART
Symphonie n° 4 ROUSSEL
L'Apprenti Sorcier DUKAS
Direction : Jean FOURNET
(82) Châteauneuf-Malabry Faculté de Pharmacie Samedi 17 mai 21 h.
(83) St-Ouen-l'Aum. Salle des Fêtes Jeudi 29 mai 21 h.
(84) Evry Salle Eliezer Vendredi 30 mai 21 h.
(19) Brive-la-Gaillarde Cathédrale St-Martin Mardi 3 juin 21 h.
(85) Livry-Gargan Salle Municipale des Sports Samedi 7 juin 21 h.
(19) Vianon Maison de la Culture Lundi 30 juin 21 h.

Le Piémont de l'âge sarde

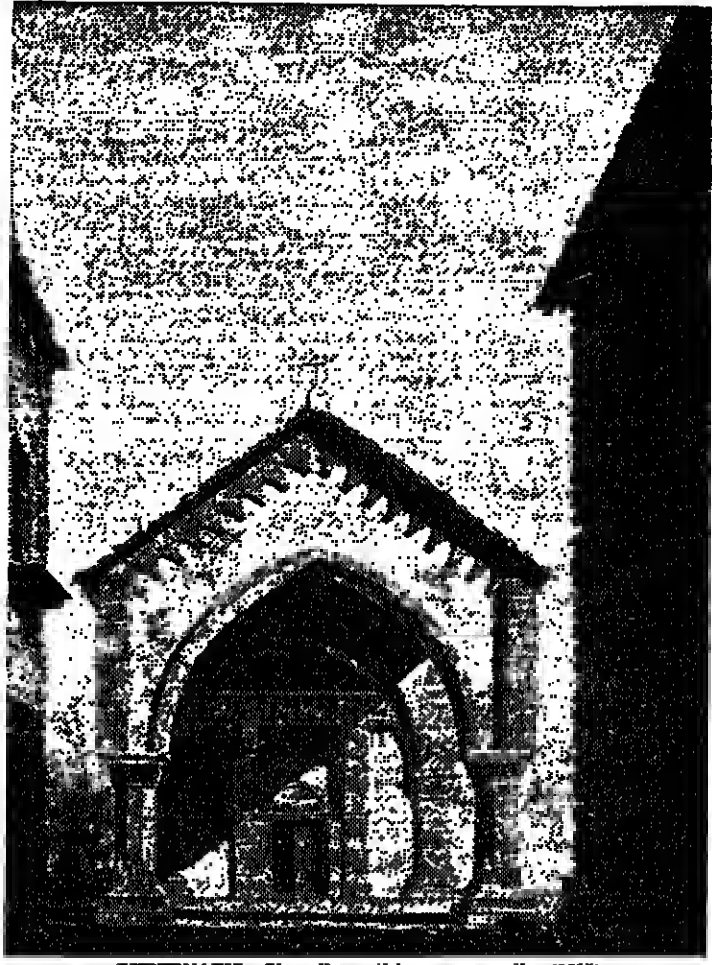
Les gloires anciennes

QUAND on allait en Italie à pied ou à cheval — soit d'Hannibal (inclus) à Napoléon III (exclu) — le Mont-Cenis et le pas de Suse vous menaient droit sur Turin. Les Français se sont volontiers installés, chaque fois qu'ils l'ont pu, dans cette ville bâtie en contrebas du cirque prodigieux des Alpes bleues. En 1805 on fit même un chef-lieu de département — celui de Pô — de la capitale du royaume de Piémont-Sardaigne. La maison de Savoie, à cheval sur ses montagnes, a dû longtemps manœuvrer entre la puissance autrichienne, pour acquiescer, au milieu du 19^e siècle, l'autorité qui a pu décoller

l'unité italienne. Comme chacun sait. Périodiquement, les Piémontais dressent de grands bilans. Ce fut, en 1863, l'âge baroque. Selon le même parti, incroyablement ample et détaillé, un ensemble d'expositions s'ouvrent à Turin en ce début de mai pour illustrer la phase suivante, c'est-à-dire la période du règne sarde, de 1770 à 1860, qui n'est évidemment pas aussi prometteuse. Pas de vedettes spectaculaires, à peine quelques héros. Mais un tableau de l'art et de la culture, pendant que, à travers les soubresauts de l'histoire européenne, se forgeait la dynamique petite puissance. Les résultats ne sont pas indifférents.

et dans quarante-quatre salles des appartements du dix-huitième siècle repris et redressés au temps de Charles-Albert, qui régna de 1831 à 1849. On y a distribué tout ce qui — peinture, statuaire, dessins, livres — a appartenu au palais, déposé les figures principales, relevé des institutions piémontaises. Un immense parcouru aux deux tiers d'inédits. On a serré ici les liens entre l'activité artistique et le pouvoir de beaucoup plus près que pour les Médicis du seizième siècle à Florence ou les Bourbons du dix-huitième à Naples. Il fallait tout retrouver dans les dépôts, les réserves, reconstituer les faits à travers les chroniques, les pièces officielles, etc., pour rendre un visage à une période sans héros. Les équipes animées par E. Castelnuovo et M. Rossi ont fait, comme on dit, les recherches vontées sur l'âge sarde : tout Turin s'y est mis.

Il s'agissait pour la dynastie d'acquiescer un prestige historique indispensable surtout à Charles-Albert qui prend la couronne en 1831 pour un destin « national ». Ici, beaucoup de choses s'éclaircissent grâce à la combinaison du décor mural, toujours en place, et des pièces apportées pour recréer le climat. Au dix-huitième, avant les « événements » qui amèneront les Français, un peintre formé à Rome, Pécqueur, est appelé en 1778 pour organiser l'Académie, décorer une suite de salles d'allégories et de scènes « à l'antique » très datées. C'est là un complément au gros dossier néo-classique européen.



GUBERNATIS, Chapelle gothique, aquarelle (1805).

Leçon d'urbanisme

Turin est établi sur une grille de rues droites comme les villes espagnoles du Nouveau Monde ou Le Havre d'Auguste Perret. C'est l'immortel plan du camp romain, longtemps enterré dans l'oubli d'une enceinte fortifiée. Vers 1800 on fit sauter les bastions, et l'espace urbain fut étendu à travers une série de propositions et d'études exemplaires qu'ignorait la plupart des historiens de l'urbanisme, pour la bonne raison que les dossiers n'ont presque jamais été tirés des archives municipales. Quand la ville fut « ouverte », un grand plan fut rédigé en 1808 pour organiser des places régulières selon la règle de l'époque : l'une d'elles, destinée d'abord à servir de place d'armes, avec une heureuse innovation qui frappe le visiteur, est devenue la place Carlo-Felice (un des princes de la période).

élevée à partir de 1863, est la réponse à ce vieux débat. Dans leur intérêt pour l'environnement, ces Sardes ont le soin raisonnable des insouciance. On n'oublie pas la grâce un peu folle du merveilleux Guarini mais enfin on fait, comme tout le monde, du néo-classique. Quand Waterloo ramène la dynastie, Bonaparte élève au-delà du Pô une rotonde conforme au modèle du Panthéon, qu'analyse une superbe maquette de bois. Pour le néo-gothique, on verra tout à l'heure.

Dans les salles voisines, sont présentées, toujours à partir des mêmes sources inédites, les études pour les tracés du chemin de fer, par exemple — qui va tout changer — ou les promesses du fleuve. On notera la précocité de la photographie, Turin s'adonne très tôt au daguerretype : portraits et paysage. Et naturellement, il y a une ébauche de rues de montagne, peintures relayées bientôt par la lithographie, qui cessent d'être insignifiantes quand on établit des séries. Par exemple, le mont Blanc — côté Chamoni, et non Courmayeur — est représenté en 1803 par De la Rive : une « première », paraît-il. La pyramide blanche, les trous d'ombre des vallées, enchantent les clients de Linck, qui travaille pour les publications de Hackert. La montagne entre dans le « patriotisme » de l'Europe : quelques tableaux sortent de l'ordinaire, mais le goût italien tend aux images populaires. Les autres aspects sont à voir au palais Royal.

La grande scène est, en effet, au palais Royal, sur trois étages, et dans quarante-quatre salles des appartements du dix-huitième siècle repris et redressés au temps de Charles-Albert, qui régna de 1831 à 1849. On y a distribué tout ce qui — peinture, statuaire, dessins, livres — a appartenu au palais, déposé les figures principales, relevé des institutions piémontaises. Un immense parcouru aux deux tiers d'inédits. On a serré ici les liens entre l'activité artistique et le pouvoir de beaucoup plus près que pour les Médicis du seizième siècle à Florence ou les Bourbons du dix-huitième à Naples. Il fallait tout retrouver dans les dépôts, les réserves, reconstituer les faits à travers les chroniques, les pièces officielles, etc., pour rendre un visage à une période sans héros. Les équipes animées par E. Castelnuovo et M. Rossi ont fait, comme on dit, les recherches vontées sur l'âge sarde : tout Turin s'y est mis.

Le néo-gothique et le paysage

Un demi-siècle plus tard, dans la grande salle dite des « cintrés », règne la « peinture d'histoire » la plus intrépide et copieuse : dans la *Sofia des croisés lombards* commandée à l'illustre milanais Hayez, soixante et quelques figures gesticulent selon un scénario obscur : ce « morose » de choix habilement orchestré domine par son « audace » les innombrables tableaux, remplacés dans leurs salles primitives. Ces drames romantiques en images, on regrette de ne pouvoir les décrire, car chacun veut un livre. Les auteurs, Storelli, Podestà, nous rappellent que cette peinture-là est un des péchés mignons de l'Italie. La sculpture l'accompagne allègrement.

De côté de l'art religieux, il faut relever le groupement de dix tableaux d'atelier commandés après 1770 par un cardinal mé-

diéval. Le mobilier même y participe. Les développements ainsi explicités — répétons-le — pour la première fois, sont rythmés par des salles documentaires sur les institutions académiques, qui n'ont jamais été si prospères, sur les manufactures — chaque règne a sa porcelaine, ici Vinovo, Nyon... — sur l'archéologie et les fouilles, sur l'illustration populaire : les innombrables et touchantes aventures de Pieramosca. On a même une section inattendue de femmes peintres : ne pas oublier l'exquis *Pensée suive* de Rosalia Cravetto. Fallait-il ressusciter tous ces souvenirs ? On a, sans nul doute, le panorama d'un monde en marche, dans des limites étroites. Dans tout cela, une bonne volonté, une application infinies, peut-être des vertus prémonitoires. On attend un moment poétique. Il vient, là aussi dans un cadre restreint mais efficace, du paysage qui fut longtemps, paraît-il, dans ce royaume une occupation d'aristocrates.

Turin accueille, parmi les émigrés de la peinture heure, César Van Loo qui était au courant du paysage modernisé par Joseph Vernet. Cette étincelle stimule les deux peintres dont le nom sera à retenir : G.-B. de Gobernet (mort en 1837) et Bagetti (mort en 1831). Le premier, aquarelliste, a connu les anglais ; il est allé à Paris : son *Pont-Neuf* de 1805 a des blancs singuliers. Le ton est pur. Il donne du pathétique aux arbres plus qu'aux horizons. D'autres font de la montagne de convention ou des ruines romantiques. Ce n'est pas le cas de Bagetti, formé comme « topographe », peintre des batailles impériales, il traite les armées vives à vol d'oiseau comme des fourmilières éparées dans les grands monuments du sol. Il mêle de façon étrange et rigoureuse une humanité minuscule à un monde de verdure. Le résultat est quelque peu fantastique. Il n'est aucune suite. Le paysage s'acclimatise à la Corot avec Fontaine. Après 1860, on retrouve un terrain connu.

ANDRÉ CHASTEL.

(*) Culture figurative et architecturale du roi de Sardaigne : 1773-1861, organisée par la province et la ville de Turin, au Palais-Royal et à la Société prometteuse des beaux-arts (parc de Valentino), catalogue en trois volumes (de mai à juillet).

GALERIE D'ART
IRA PAGAVA

NATIONAL DUTCH
1910-1940



Marjorie Alessandrini

LE ROCK AU FÉMININ

Janis Joplin.
Joni Mitchell.
Patti Smith.
Blondie.
Nina Hagen
etc...

Albin Michel/Rock & Folk

FESTIVAL DE SAINT-DENIS

BASILIQUE ILLUMINÉE 20 H 30 THEATRE GERARD PHILIPPE

3 et 5 juin : Bach, Passion selon Saint Jean, La Grande Eglise, K. Equiluz, P. Eswood, J.G. Mergo.

12 juin : Beethoven 6^e, Gwyneth Jones, Orch. de Lyon, S. Cambrling.

17 juin : Schubert, Inachevée, Messe an La, Chœurs de Stuttgart, J. Backmann, dir. W. Gonenwain.

27 juin : Berlioz, Nuits d'été, Fantastique, Jana Rhodes, Orchestre de Lille, J.C. Casadesu.

renseignements : Centre Culturel Communal 61 Bd Jules-Guesde 93200 St-Denis tél.243.30.97 loc:Fnac,Copar, at TGP tél.243.00.55

6 juin S. Accardo.

14 juin Isaac Stern, N.O.P. dir. E. Krivine

21 juin Phil Glass, J. La Barhara.

26 juin Ruggero Raimondo, Ens. Orch. de Paris, J.P. Wallez.

10, 16, 20, 24, 28 juin Carte Bianca à Xenakis, Kagel, Globokar, Huber, Berio, Ensemble Musique Vivante dir. D. Masson.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Concert donné au théâtre de la ville de Saint-Denis.

ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA

Soliste : Maurice HASSON
Direction : E. Krivine
ELIAS, MOZART, BEETHOVEN, SCHUBERT

Unique récital

Bruno RIGUTTO

CHOPIN, SCHUMANN, RAVEL

Avec "Cinéma en Direct" et "Télérama".

Suivez le Festival de Cannes, à Enghien.

Du 10 au 26 mai, il se passe quelque chose tous les jours dans les cinémas d'Enghien. Une sélection de films de Cannes, des débats en direct avec des personnalités présentes à Cannes, des vidéos transmissions sur grand écran, un magazine vidéo quotidien sur le Festival, des expositions sur le cinéma (photos, peintures, affiches, livres, machines). Renseignements : tél 417.00.44. Réservations sur place, dans les cinémas d'Enghien, et les 3 Fnac.

ARTS-HEBERTOT 387.23.23

LAURENT TERZIEFF

le Pic de Soho

MROZEK

"Meilleur mise en scène" PRIX DOMINIQUE 1980

"Léger et subtil comme du champagne. Laurent TERZIEFF : quelle présence fabuleuse!" (Nouvel Observateur)

"Remarquablement joué!" (Le Matin)

"A VOIR ABSOLUMENT D'URGENCE!" (Le Figaro)

"Je vous conseille très vivement ce spectacle original, riche, fin." (Le Canard enchaîné)

50 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

SCIENCES ET TECHNIQUES

La fixation biologique de l'azote : de nombreuses voies de recherche

Tous les végétaux sont capables, par la photosynthèse, de fixer le carbone atmosphérique. En revanche, parmi les espèces cultivées, seules les légumineuses (luzerne, trèfle, pois, soja, etc.) peuvent, grâce à une symbiose avec des bactéries du sol (rhizobium), fixer un autre élément essentiel, l'azote.

Toutes les autres plantes, et les céréales en particulier, ont besoin, pour croître, d'engrais azotés. Le traditionnel fumier a été supplanté par des engrais de synthèse dont la fabrication industrielle est très coûteuse en énergie.

Pour répondre aux besoins de la production alimentaire tout en économisant l'énergie, on songe de plus en plus à recourir à la voie biologique. A mettre à profit cette faculté que seuls possèdent certains micro-organismes associés aux plantes ou libres de fixer l'azote en utilisant l'énergie solaire.

Stimulées par les progrès du génie génétique, les recherches sur cette « fixa-

tion biologique de l'azote » se sont considérablement développées un peu partout dans le monde : en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en Australie, en Union soviétique. En France, elles sont menées à l'Institut Pasteur, à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), et dans des laboratoires universitaires.

Les équipes se regroupent pour mettre en commun leurs compétences. Un accord de coopération lie déjà l'Institut Pasteur et l'INRA. A Toulouse, le C.N.R.S., l'INRA, l'université Paul-Sabatier et l'Institut national des sciences appliquées (INSA) créent un « groupe de recherche scientifique ». C'est dans ce cadre qu'en 1981 le laboratoire de génétique des micro-organismes de l'INRA viendra s'établir pour former, avec le C.N.R.S., à Versailles, un centre mixte de recherche. L'Institut Pasteur a choisi cette ville pour y implanter son futur laboratoire de biotechnologie qui ouvrira ses portes

en 1982 et emploiera quelque 80 chercheurs.

La fixation biologique de l'azote commence, en effet, à intéresser vivement les industriels. En Aquitaine et l'Entreprise minière et chimique sont associés depuis le début de l'année à l'INRA, à l'Institut Pasteur et au C.N.R.S. pour mener un programme de recherche et de développement qui s'étendra sur trois ans. L'apport financier des deux industriels, environ 3 millions de francs par an, servira pour une bonne part à assurer la formation de leurs chercheurs dans ces organismes.

L'air liquide envisage également de collaborer avec l'INRA par l'intermédiaire d'une de ses filiales, l'IPHA, déjà productrice de rhizobium pour l'incubation de luzerne et de soja.

L'enjeu de tous ces travaux est d'importance. A long terme, on pourrait rendre les céréales fixatrices d'azote et les cultiver avec des apports limités d'engrais azotés, voire sans engrais.

de ces gènes et de comprendre les phénomènes de régulation.

D'autres recherches visent à améliorer l'efficacité des symbioses existantes entre légumineuses et rhizobiums. Elles sont poursuivies au laboratoire de génétique des micro-organismes de l'INRA, à Versailles, par l'équipe de M. Jean Denarié, avec, pour premier objectif, la mise au point de souches bactériennes fixant davantage d'azote. Les chercheurs ont bon espoir d'aboutir à des résultats concrets sur ce point dans les cinq prochaines années.

Sur le plan fondamental, ils étudient aussi le mode d'expression des gènes NIF bactériens et les mécanismes de régulation. La génétique est une arme puissante pour comprendre et exploiter ces phénomènes. Depuis

quelques années, on a ainsi pu montrer que les gènes NIF, les gènes qui contrôlent la formation des nodosités et ceux qui contrôlent la reconnaissance spécifique de la plante-hôte sont portés par des plasmides à haut poids moléculaire ; les plasmides sont des fragments d'acide désoxyribonucléique (ADN) extra-chromosomique. Comme on dispose de méthodes pour transférer les plasmides d'une souche bactérienne à une autre, on peut donc créer des souches hybrides améliorées regroupant des caractères qu'on retrouve naturellement dans des souches d'espèces différentes. Cette possibilité peut servir, par exemple, à élargir le spectre d'hôtes d'une bactérie ou encore à la rendre résistante à certains types de sol.

« Cloner » les gènes NIF

L'équipe de M. Denarié est sur le point de « cloner » (copier) les gènes NIF. Par recombinaisons génétiques, on devrait donc pouvoir insérer ces gènes dans le matériel génétique de souches qui ne les possèdent pas, et aboutir ainsi à la création de souches aux propriétés nouvelles, plus performantes, insensibles, en particulier, à l'azote combiné (la fixation de l'azote est, en effet, fortement réduite quand les légumineuses sont plantées sur un sol contenant déjà de l'azote combiné : car la présence d'azote combiné inhibe la formation de nodosités et la synthèse de la nitrogénase).

D'autres équipes de l'INRA, à Versailles et à Dijon, travaillent de manière plus classique, sur la génétique végétale : elles cherchent à sélectionner des pois ayant des caractéristiques génétiques leur permettant de fixer davantage d'azote.

Le génie génétique ne permet pas de résoudre tous les problèmes qui se posent encore. Il faut encore trouver ou créer des micro-organismes capables de fixer l'azote et en même temps de dégrader la cellulose.

Au Centre d'études nucléaires de Grenoble, l'équipe de Mme Paulette Vignais (laboratoire de biochimie) s'intéresse aux bactéries photosynthétiques. Celles-ci utilisent directement l'énergie solaire pour fixer l'azote en produisant de l'ammoniac et de l'hydrogène. Le développement ultime de ces recherches fondamentales pourra être la synthèse de systèmes chimiques capables de reproduire artificiellement les réactions catalysées

(Azote) et une algue bleue aquatique. Elle est mise à profit, depuis fort longtemps, dans les rizières de Chine et du Vietnam et commence à être utilisée en Californie.

Les autres aussi sont capables d'utiliser, en symbiose avec des actinomycètes, l'azote de l'air. Sous nos climats, l'aulne semble le plus actif. Il commence à intéresser les chercheurs de l'INRA et ceux du C.N.R.S. de Nancy.

Mais la majorité des espèces végétales, les céréales, en particulier, ne possèdent pas de propriétés symbiotiques analogues à celles des légumineuses. Des associations bactérie-plante, plus primitives que la symbiose légumineuse-rhizobium, pourraient rendre le maïs, le blé, le riz, les légumineuses d'azote atmosphérique. A Nancy, une équipe du C.N.R.S. y travaille. De telles associations ont été découvertes, ces dernières années, dans la nature. Des chercheurs brésiliens ont mis en évidence une bactérie fixatrice (*Azospirillum*) se développant à la surface des racines de graminées fourragères tropicales. Le même phénomène a été observé sur les racines de maïs et de riz. Ces découvertes intéressantes ont conduit l'équipe de l'Institut Pasteur à étudier la génétique de cette bactérie.

La synthèse de systèmes chimiques

D'autres méthodes sont envisagées pour accroître la fixation biologique de l'azote : l'énergie réclamée par les micro-organismes pour réduire l'azote pourrait être apportée par des résidus agricoles comme la paille. Il faut encore trouver ou créer des micro-organismes capables de fixer l'azote et en même temps de dégrader la cellulose.

Au Centre d'études nucléaires de Grenoble, l'équipe de Mme Paulette Vignais (laboratoire de biochimie) s'intéresse aux bactéries photosynthétiques. Celles-ci utilisent directement l'énergie solaire pour fixer l'azote en produisant de l'ammoniac et de l'hydrogène. Le développement ultime de ces recherches fondamentales pourra être la synthèse de systèmes chimiques capables de reproduire artificiellement les réactions catalysées

par les enzymes à l'intérieur des cellules. Ce pourrait être une méthode de production d'hydrogène et d'ammoniac.

A plus long terme, on imagine d'introduire l'aptitude à fixer l'azote directement dans le matériel héréditaire de la plante, en y intégrant les gènes NIF.

Si l'on sait bien, actuellement, transférer des gènes d'une espèce bactérienne à une autre, le transfert des gènes dans les cellules végétales pose encore toutefois quelques problèmes. Les chercheurs ont bon espoir d'y parvenir dans les prochaines années. Il restera alors à connaître et à stimuler les mécanismes d'« expression » des gènes dans ces cellules, en somme à mettre en œuvre un véritable « génie génétique végétal ».

MARIE-JEANNE HUSSET.

UN COLLOQUE A COMPIÈGNE SUR LA CORROSION

États de surface et « ruine des matériaux »

La corrosion est un phénomène technique et économique majeur : laissées à elles-mêmes ou traitées sans ménagement, les pièces métalliques les plus variées finissent toujours, tôt ou tard, par se corroder.

Comment faire pour éviter la corrosion ? Un colloque récemment organisé, à l'université de technologie de Compiègne (U.T.C.), par le Centre français de la corrosion (CEFRACOR) et l'Association des ingénieurs en anti-corrosion a permis de faire le point sur ce sujet.

La surface d'un métal est une région singulière. Au lieu d'être parfaitement stabilisée comme ils peuvent l'être au sein du réseau cristallin, les atomes qui constituent le matériau peuvent facilement avoir tendance à contracter des liaisons avec les atomes et les molécules disponibles dans l'environnement immédiat.

Cet effet naturel peut avoir un rôle protecteur : des métaux comme le titane ou l'aluminium peuvent se trouver presque spontanément protégés par la couche d'oxyde qu'ils forment, en surface, au contact de l'oxygène de l'air. Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas : le fer aussi s'oxyde en surface, mais les oxydes de fer ne forment pas, comme les oxydes de titane ou d'aluminium, de film protecteur : c'est la rouille, et à terme, la « ruine du matériau », qui, selon l'expression de M. Paul Lacombe, président du CEFRACOR, « retourne à son état naturel ».

Les méthodes modernes développées par les physiciens ont fait, depuis vingt ou trente ans, d'énormes progrès : des procédés permettent de mieux connaître les surfaces, aussi bien sur le plan qualitatif qu'quantitatif. Et il est aujourd'hui clair que la structure de la surface (sa forme de cristallisation, éventuellement son état amorphe, non cristallisé) tout comme sa composition (on verra le rôle que peuvent jouer des inclusions d'atomes normalement « étrangers » au matériau) jouent un rôle important dans l'apparition et le développement de la corrosion et donc dans sa prévention. Celle-ci, si on veut bien la considérer comme un objectif majeur, exige donc l'attention d'un métallurgiste à toutes les étapes de l'élaboration du matériau final.

Cela est particulièrement important pour ce qui concerne le soin apporté à la préparation

des surfaces. On a, par exemple, nettement fait apparaître, ces dernières années, que la tenue du film protecteur dont on recouvre la surface (vernis, peinture ou autre métal — comme dans la galvanisation ou l'étamage) dépend largement de la perfection atteinte dans l'élaboration de celui-ci. Et tous les objectifs ne sont pas toujours compatibles : le décapage des surfaces précédant un traitement ou une opération métallurgique (galvanisation, étamage, peinture, laminage à froid, passivation) peut quelquefois, ainsi que l'a souligné, lors du colloque de Compiègne, M. Marc Anecour (Laboratoire de métallurgie physique de l'université Paris-Sud), faire courir le risque d'introduire dans le métal des atomes d'hydrogène dangereux pour l'intégrité de celui-ci. La présence d'hydrogène peut en effet induire des fissures ou fragiliser le métal.

Un « polluant » particulièrement dangereux pour les aciers est le chlore, qui est souvent présent dans les solvants utilisés pour dégraisser les surfaces avant traitement. Si ce corps se fixe en surface à cette occasion, on a toute suite (c'est ce qui se produit souvent dans les installations d'incinération d'ordures, où le chlore peut être dégagé par la combustion de certaines matières plastiques), il est particulièrement actif pour corroder l'acier soumis à des contraintes mécaniques. Ce qui explique, évidemment, les précautions draconiennes qu'il faut prendre en milieu marin, un an après la construction du pont de Tancarville, il a fallu changer certains fils de soutien, déjà corrodés. Mais le chlore agit même à l'état de traces : on a ainsi pu mettre en évidence que des phénomènes de corrosion observés sur les tuyauteries de sucreries étaient dus aux résidus chlorés provenant d'engrais utilisés sur les champs de betteraves.

Des remèdes

En modifiant, y compris au niveau microscopique, les surfaces, les traitements métalliques jouent aussi un grand rôle dans la corrosion. Le laminage ou le grenaillage (1) mal conduits peuvent créer des défauts qui joueront le rôle de « ponts » sur l'environnement » par lesquelles les atomes actifs venant de l'atmosphère ou du fluide qui baigne le métal commenceront préférentiellement leur dangereux travail de sape.

Face à tous ces dangers, des remèdes existent. Les progrès accomplis dans l'élaboration des aciers sont considérables. Et la diminution des taux de carbone dans les aciers inoxydables, par exemple, a joué un grand rôle : dans les « inox » à forte teneur de carbone, les atomes de carbone tendent précipiter les atomes de chrome, créant ainsi des zones « déchromées » et, donc, de points d'acier non inoxydable à la surface du métal.

Phénomène quasi universel, la corrosion doit être prise en compte dès la conception d'une installation : après dix ou quinze ans, les fers à béton utilisés dans les structures précontraintes lâchent parfois. Une tuyauterie ou un corps de pompe mal destinés risquent de ne pas résister à l'épreuve du temps dans les zones où des turbulences du fluide transporté accélèrent la corrosion. Et l'association maladroite de métaux différents peut créer des phénomènes électrochimiques très rapides (électrolyse locale qui dissout littéralement le métal) que les constructeurs de navires savent éviter en disposant au contact des coques métalliques des blocs de zinc pour être sacrifiés (technique de l'« anode sacrificielle »).

« On a souvent honte de la corrosion, et beaucoup d'indus-

triels dressent la pièce corrodée avant de la montrer au spectateur, souligne M. Lacombe, alors que c'est justement l'analyse du produit de la corrosion qui permet souvent de la comprendre et de la combattre. » Objectif majeur et qui, rarement hors de portée, aurait des conséquences économiques importantes : selon une étude réalisée en 1978 pour le compte du National Bureau of Standards, l'activité liée à la corrosion (protection, remplacement des équipements endommagés, baisses de productivité, surdimensionnement de structures métalliques) représente près de 5 % du P.N.B. américain, dont 2 % sont imputables à une corrosion techniquement évitable.

« On ne peut pas profiter au maximum des caractéristiques des nouveaux aciers à cause de la corrosion », affirme M. Lacombe. Et il est vrai qu'il faut pouvoir concilier de nombreux impératifs techniques (lutte contre la corrosion, résistance mécanique), économiques et politiques. L'utilisation des meilleurs produits pose des problèmes d'approvisionnement en matières premières stratégiques (chrome, titane), et la mise sur le marché d'automobiles résistant totalement à la corrosion ferait sans doute beaucoup de mécontents : les producteurs, bien sûr, qui perdraient une part de marché, mais aussi les consommateurs, ayant à supporter le coût du véhicule un surcoût sans doute aujourd'hui prohibitif.

XAVIER WEEGER.

(1) Le grenaillage consiste à bombarder la surface avec de petites billes d'acier, de verre ou de céramique pour améliorer la durée de vie de pièces soumises à des contraintes dynamiques (aubes de turbine par exemple).

Améliorer l'efficacité des symbioses

On comprend pourquoi les recherches sur la fixation biologique de l'azote se sont considérablement développées depuis quelques années, favorisées par les progrès accomplis dans le génie génétique. Les travaux se poursuivent tant pour apporter une meilleure connaissance fondamentale des phénomènes que pour encourager les applications sur le terrain.

En France, les recherches de

base sont menées essentiellement à l'Institut Pasteur, dans le département de génétique moléculaire, par l'équipe de Mme Claudine Rimerich. Les chercheurs, qui travaillent sur une bactérie fixatrice modèle (*Escherichia pneumoniae*), étudient les mécanismes de fonctionnement des quinze gènes mis en évidence à ce jour et responsables de la fixation de l'azote (les gènes NIF — pour Nitrogen Fixation). Ils essaient d'identifier les produits

Laboratoire d'Analyses Médicales
140 000 F

Le Directeur d'un laboratoire d'analyses médicales, situé dans une ville moyenne du Limousin, recherche

UN ADJOINT PHARMACIEN OU MEDECIN.

Ce responsable animerait l'équipe de techniciens (6 personnes) et assurerait les relations avec les milieux médicaux et pharmaceutiques de la région.

Le candidat retenu, ayant ou non une première expérience professionnelle, devra impérativement posséder les CES requis pour exercer la responsabilité d'adjoint à la direction d'un laboratoire d'analyses médicales.

Une association avec le Directeur peut être envisagée à terme. Logement assuré.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 003185 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre département "Industrie Pharmaceutique".

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danilon 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTHEC

CARNET

— Lyon.
Vous êtes invités à prier pour le repos de l'âme de la vicomtesse Henry de TARDY de MONTREVEL, rappelée à Dieu le dimanche 11 mai, dans sa quatre-vingt-quatrième année.
De la part de :
Le Père Charles de Montrevel, a.m., M. et Mme Léon Grégoire, ses enfants,
Mlle Monique Grégoire, M. Maurice Grégoire, Pascal, Flore, Emmanuel et Mathieu,
M. et Mme Jean-Baptiste Christian, Eugène, Virginie, Clotilde et Jérôme,
M. et Mme Jean-Paul Masson, Michel, Hervé, Fabien, Régis et Jean-Benoît,
M. et Mme Yves Gauthier, Corinne, Valérie et Estelle,
M. et Mme Bernard Morand, Antoine et Benjamin,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.
Les obsèques seront célébrées mercredi 14 mai, en sa paroisse de la Rédemption, à Lyon, et l'inhumation au cimetière de Morestel (Isère), le même jour, à 8 heures.
43, rue Malesherbes, 69006 Lyon.
23, rue Malesherbes, 69006 Lyon.

Remerciements

— Mme Raymond Fichot-La Foux, Mme Mathilde Fernandez, Et toute la famille, profondément touchées par les marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Raymond FICHOT - LA FOUX, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leur vive reconnaissance.

— Mme Georges Leclercq, ses enfants et sa famille, très touchées des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du général de division Georges LECLERCQ, remercient chaleureusement tous les parents et amis qui se sont associés à leur peine.

Anniversaires

— Pour le quatrième anniversaire de la mort de M. André GANEM, une prière est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Pour le neuvième anniversaire du décès de M. Marguerite GÉRARD, née Valérie, une prière est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé. De la part de sa fille Claude Gérard.

— Mme Kraemer Baeh et M. Kraemer Baeh rappellent que, il y a quarante ans, le 14 mai 1940, leur fils Jean-Pierre et beaucoup de ses camarades du bataillon de chars légers disparaissaient au cours d'un combat héroïque. Ne les oubliez pas.

— Le dimanche 14 mai 1978, sur le Breithorn, Patrick ROCHARD était victime d'une chute mortelle. Ceux qui l'aiment pensent à lui.

Communications diverses

— Dans le cadre des Bando-Vous de la rue d'Ulm, François de Closets donnera une conférence-débat sur le thème : « La communication », le mercredi 14 mai, à 20 h. 30, au 44, rue d'Ulm, 75005 Paris.

— Samedi 17 mai, 9 h. 30-17 h. 30, à la bibliothèque, rue d'Ulm, 75005 Paris, P. Botignac, sous la présidence du docteur E. Labarthe, « Maladies et inhibitions de l'adulte ».

— Mme Simone Cino del Duca, président-directeur général des Editions mondiales, vient d'être nommée docteur « honoris causa » de la faculté libre autonome d'économie et de droit de Paris.

Mieux vaut SCHWEPPES que Jamak, « Indis Tonic » et SCHWEPPES Lemon.

● L'Académie des sciences d'outre-mer a élu cinq nouveaux membres : MM. Jean Dorst, directeur du Muséum national d'histoire naturelle ; Yves Coudane, sous-directeur de laboratoire au Muséum national d'histoire naturelle ; Lucien Brumpt, secrétaire général de l'Institut de médecine tropicale ; Pierre-Claude Rougeot, sous-directeur au laboratoire d'entomologie du Muséum national d'histoire naturelle ; Pierre-Marie Maussat, médecin chef des services H.C. (marine), maître de recherches au service de santé. Elle a élu d'autre part trois associés étrangers : MM. Mohamed-Ahmed Lebladi, ancien doyen de la Faculté des lettres de Rabat ; Walter Reichhold, ancien ambassadeur de la R.F.A. dans plusieurs pays africains ; Jean Fouchard, diplomate haïtien.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les interventions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

VENTE A MAÇON (71000)

Mr D. PLATRE, commissaire-priseur, MAÇON - Tél. : (05) 38-08-02. Samedi 17 mai, dim. 18 à 14 h. Salle BALARD, place de l'Église. CHARENTAIS-LES-MAÇON Mobilier ancien et de style. Bureau époq. L. XIII, salon époq. L. XV, etc. Décorations commodes L. XIV, L. XV, méridienne Directoire, mobilier rustique, piano Restauration, peintures de XVII, XVIII et XIX, etc. Expo vendredi 16, de 14 à 18 h., et samedi matin.

LA MODE Jean 80

Nous avons retrouvé Valérie Pozzo, peintre sur soie, dont nous avions découvert les premières robes - Art porté - en décembre 1977. Elle réussit, à vingt-trois ans, une percée dans les magasins à la mode de New-York et de Los Angeles. Ses robes-tableaux - figuratives sont des pièces uniques, peintes à la main, et coupées en formes fluides et féminines, sur de grands panneaux de belles soies. Elles représentent des personnages comiques, des batailles de léopards, des perspectives de gratte-ciel ou de voitures.

Parlant de Jean, Valérie confirme l'importance de la « présence française » de la mode à l'étranger aux États-Unis. Les importateurs comme Saks ou Bonjourn en vendent dans tous les grands magasins, Macy's en présente tout un rayon, allant des modèles de la haute couture jusqu'aux modèles adaptés aux morphologies féminines de grandes tailles, sous la griffe Gloria Vanderbilt. Cacharel, calins, il faut l'acheter deux fois au-dessus de la somme et le passer à la machine à laver jusqu'à ce qu'il perde tout son apprêt. Alors, on l'achète humide et il prend sa forme définitive. Attention de ne pas le mélanger à la lessive familiale : il déteint. Française ou américaine, le Jean 80 se distingue par la façon de le porter : avec tee-shirt et blouson en tenue de loisir d'hiver ou d'été, mais aussi avec un chemisier de soie, voire une



(Croquis de MARGU.)

LEVI'S : Jean féminins en coupe « travail » pour la campagne et le cheval, coupé dans une soie de coton blanche, avec deux poches en diagonale et une longue sur le côté. 179 F environ dans les « Jeannettes » à travers la France.

COCCOY : catin à la ruée en croupe de Châteauneuf, gris en contraste de marine, robe au point. 399 F, du 38 au 44, 25, rue Quentin-Bauchard.

Christian Aulard et Yves Saint-Laurent se spécialisent en modèles pour hommes, mais ces deux designers de jeans de luxe ne représentent guère que 20 % du chiffre d'affaires de Levi Strauss, le premier fabricant vestimentaire du monde, avec un chiffre d'affaires annuel de 1,7 milliard de dollars, quarante-cinq mille salariés dans soixante-dix pays, soit le tiers des jeans vendus aux États-Unis et la septième aux quatre coins du monde.

Valérie Pozzo fait partie de la génération qui a grandi en jeans, en connaît tous les contours et l'appréhension dans la mesure où elle peut en faire un vêtement personnel. Selon les conseils des vendeurs américains de ce défilé transparent et des gains, comme l'a précédé, en couverture, le Jardin des modes d'avril.

— Parmi les nouveautés de la saison, notons que Levi's lance les coupes destinées aux femmes en mélange de coton et de polyester. New Man présente la forme croisée de charpentier, à cinq poches, étroit du bas. Présentation musclée aussi chez Levi's, avec du denim lavé, délavé et en mélange extensible. Le même tissu est coupé en jupes, blousons et vestes. Les Cooper offre des corselets, moulants, enfin Hispano, un nouveau venu dans les tenues de sport, étroits les coupes latérales des pantalons et blousons.

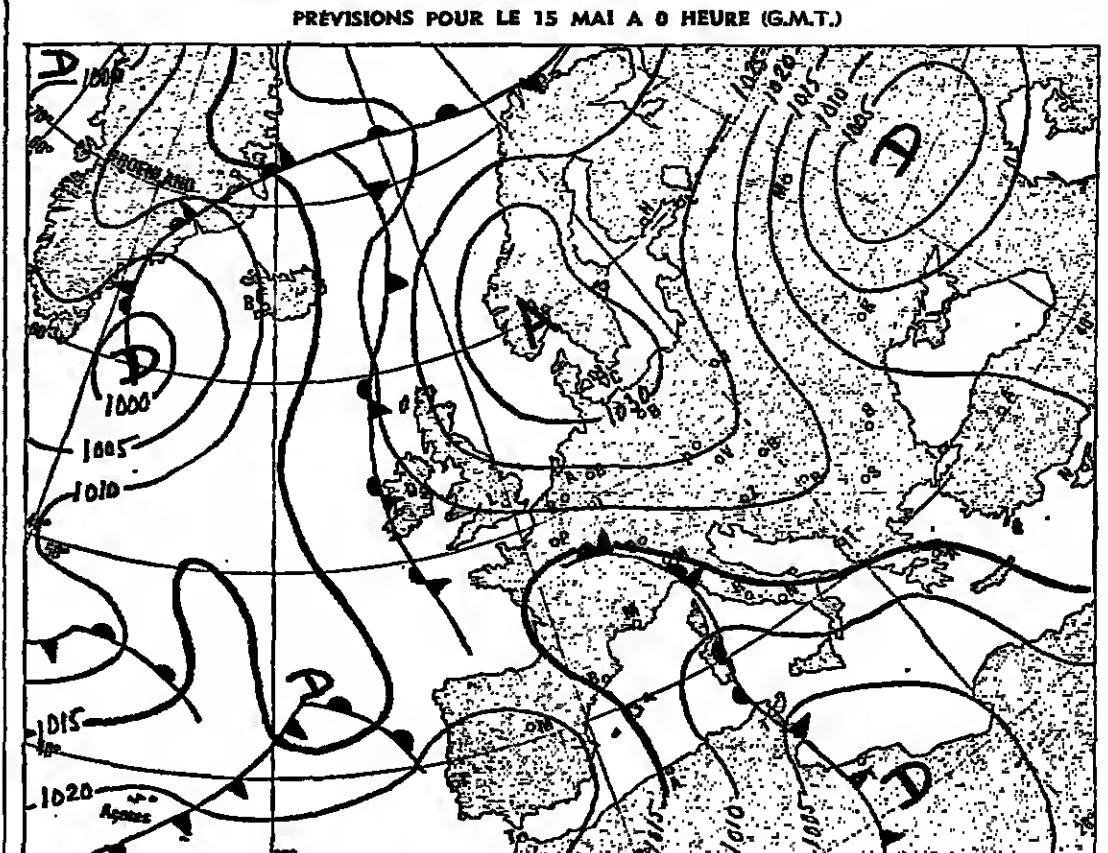
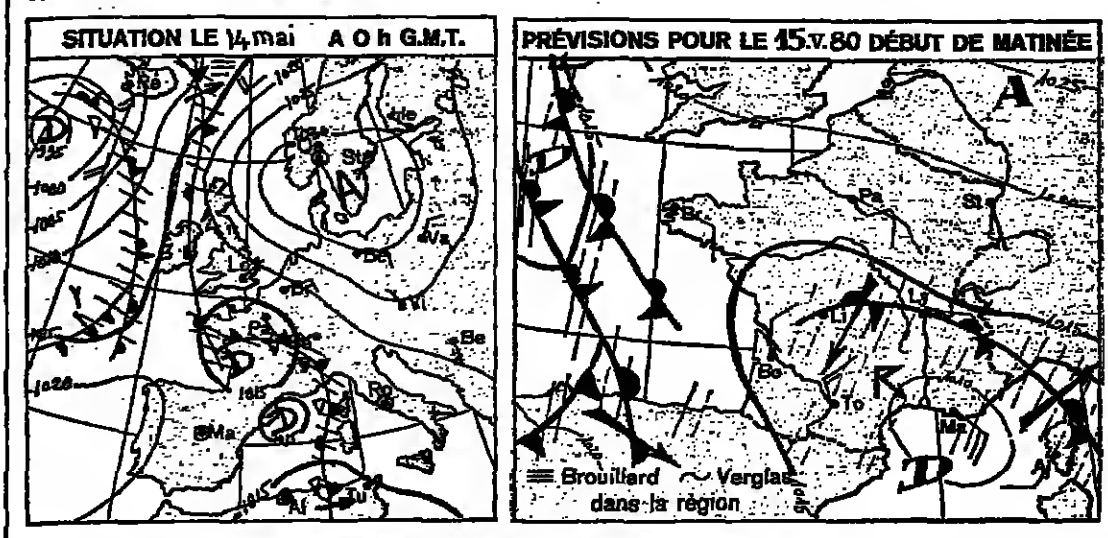
NATHALIE MONT-SERVAN.

L'UNION FAMILIALE
crée en 1975
Maison de confiance patronnée ne s'occupe exclusivement que de
MARIAGES LÉGAUX
Les clients la plus
sérieux de France
12, rue Dauphine - 75001 PARIS
4^e étage - Téléphone 260.71.37
Maison de confiance ne s'occupe exclusivement que de

10^e BROCANTE
A LA
BASTILLE
8 AU 18 MAI
ouverture de 14h à 22h
jeudi de 14h à 22h
samedi de 10h à 22h
40, rue de la Bastille
« Une vraie trouvaille »

N'en rêvez plus... Partez !
Voies à tarifs réduits ou charters
Turquie 81.1750 F
U.S.A. 151.4950 F
Grèce 81.1630 F
Mexique 221.6050 F
Maroc 81.1750 F
Chine 221.11800 F
Israël 81.2100 F
Inde-Népal 191.6350 F
Koweït 151.6500 F
Égypte 151.5750 F
Tunisie, 61.1750 F
Et : Venezuela, Bolivie, Israël, Espagne, France, Italie, Grèce, Turquie, etc.
Pays : Belgique, Pays-Bas, Danemark, Suède, Norvège, Royaume-Uni, Irlande, etc.
Prix : 100 F par semaine, 200 F par mois, 400 F par trimestre, 800 F par semestre, 1600 F par an.
payscope international
6 rue de la Paix
Paris 75002
Tél. 261.50.02

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable de temps en France entre le mercredi 14 mai à 0 heure et le jeudi 15 mai à 0 heures :
Les hautes pressions se maintiendront sur le sud de la France, tandis que les basses pressions principales du sud de l'Europe occidentale tendront à se localiser vers la Sardaigne. De ce fait, après une extension temporaire vers le nord, les perturbations phéno-cycloniques qui affectent la France tendront à s'atténuer par le nord et à se localiser surtout sur les régions méditerranéennes. De fait, plus tard, venant d'Europe centrale atteindra le Nord-Est.

Jour de pluie avec nuages épais, avec des pluies éparses ou des averses parfois orageuses, qui affectera surtout les régions situées au sud de l'Atlantique au sud de la Charente, au sud et aux régions méditerranéennes. Les pluies, plus le soir, sur les régions méditerranéennes s'atténueront sur l'Alsace. Sur le reste de la France, le temps sera ou deviendra ensoleillé, avec quelques nuages passagers. La météo sera parfois brumeuse de la Bretagne au Pays basque. Dans l'ensemble, les températures varieront peu, mais on notera cependant une baisse des maxima sur le Nord-Est.

Le mercredi 14 avril, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1014,5 millibars ; soit 761,7 millibars à l'échelle internationale.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 mai ; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14) : Ajaccio, 17 et 13 degrés ; Biarritz, 10 et 6 ; Bordeaux, 15 et 10 ; Bourges, 10 et 6 ; Brest, 10 et 6 ; Caen, 22 et 8 ; Cherbourg, 21 et 6 ; Clermont-Ferrand, 15 et 5 ; Dijon, 24 et 2 ; Grenoble, 18 et 5 ; Lille, 22 et 9 ; Lyon, 18 et 8 ; Marseille, 17 et 13 ; Nancy, 20 et 11 ; Nantes, 20 et 12 ; Nice, 18 et 12 ; Paris-La Bourget, 23 et 11 ; Pau, 11 et 5 ; Perpignan, 17 et 10 ; Rennes, 20 et 10 ; Strasbourg, 15 et 9 ; Tours, 20 et 10 ; Toulouse, 13 et 6 ; Poitiers-Puy, 31 et 27.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 10 degrés ; Amsterdam, 22 et 9 ; Athènes, 21 et 14 ; Berlin, 17 et 9 ; Bonn, 22 et 6 ; Bruxelles, 22 et 9 ; Le Caire, 21 et 15 ; Les Canaries, 22 et 17 ; Copenhague, 13 et 3 ; Gênes, 21 et 10 ; Lisbonne, 18 et 10 ; Londres, 24 et 11 ; Madrid, 17 et 5 ; Moscou, 3 et 2 ; New-York, 24 et 19 ; Palma-de-Majorque, 20 et 7 ; Rome, 21 et 14 ; Stockholm, 12 et 3 ; Téhéran, 24 et 22.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2670
1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT
I. Qui ne peuvent donc qu'à la bagatelle. — II. Est souvent un symptôme de grippe. — III. Arme (épée) ; Qui n'a donc pas son pareil. — IV. Qui évitent donc les grandes dépenses. — V. Ne se laisse pas pliquer. — Pronom. — VI. Sont assimilés à un quartier. — VII. Fleuve côtier ; La siennne, par exemple. — VIII. Grosse ; On se réjouit quand on en voit le bout. — IX. Qui plait donc au snob ; Susceptible de percer. — X. Comme une année, pour Victor Hugo. — XI. Préposition ; Capitale d'une principauté chrétienne.

VERTICALEMENT
I. Risque de devenir très grande quand il n'y a aucune réserve. — 2. Point de départ ; Pas gâtée. — 3. Pas bien emballée. — 4. Qu'on ne peut donc pas assouler à la coque. — 5. Saint ; Reste au fond de la pièce. — 6. Utile pour accrocher le fillet ; Forme un bassin avec la France. — 7. Possessif ; Pronom. — 8. Indispensables quand il faut procéder à un redressement. — 9. Peut-être mise dans le bain ; Pas épais.

Solution du problème n° 2669
Horizontalement
I. Chomage. — II. Andiberti. —

CONCOURS

P.M.I. — Un concours sur titres est ouvert à la préfecture du Calvados pour trois postes de médecin à temps complet au service départemental de protection maternelle et infantile.

Les candidatures sont à adresser, le 25 mai au plus tard, à la préfecture du Calvados, service du personnel, rue Saint-Laurent, 14038 Caen Cedex.

PARIS EN VISITES

JEUDI 15 MAI
« L'île Saint-Louis », 15 h. métro Pont-Marie, Mme Garnier-Ahlberg.
« Le village de Montmartre », 15 h. devant l'église Saint-Pierre, Mme Maynial.
« Le Jardin des plantes », 15 h. place Valhubert, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).
« De la rue du Pas-de-la-Mule au cul-de-sac du 41 », 15 h. 15, 50, rue des Tournelles, Mme Barbier.
« Montmartre et ses secrets », 15 h. métro Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« La mosquée de Paris », 15 h. place du Fidis-de-l'Armité (Mme Ferrand).

FISCALITÉ

REPORT DU TIERS PROVISIONNEL AU VENDREDI 16 MAI MINUIT
L'échéance du 15 mai pour le paiement des impôts directs (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés et taxe sur les salaires) tombant un jour férié, la date limite des paiements est reportée au lendemain, à minuit, sans encaissement de la majoration de 10 % pour paiement tardif.

HISTOIRE

Le témoignage de Filip Müller

(Suite de la première page.)

Mais qui est Filip Müller ? Il est arrivé à Auschwitz en mai 1942. Il y est resté jusqu'à la venue des troupes américaines en mai 1945. Sa survie fut un véritable miracle. Il faisait partie d'un Sonderkommando, l'un de ces petits groupes de détenus chargés de faire fonctionner l'usine de mort, et régulièrement éliminés afin que disparaissent avec eux la mémoire de l'innommable. Mais il y avait une autre raison pour qu'il ne survive pas à ce « travail » : le désespoir. Nombre de jeunes détenus, en effet, s'étaient confrontés

avec l'enfer qu'on leur demandait de gérer, préféraient s'y jeter pour en finir. La tentation du suicide ne cessait de hanté Filip Müller. Il y résista dans le seul but de témoigner. Or, justement, témoigner s'avéra après sa libération le dernier des choses dont il fut capable. Cela, évidemment, il ne pouvait pas le prévoir du fond de l'enfer. La condition morale d'un « enclen » d'un Sonderkommando est proprement inimaginable. Son retour à une vie normale n'est possible que dans la mesure où l'innommable tombe sous le choc d'un silence absolu. Il existe des îlots de langage et de l'insupportable qui restent peu connus. Dans un cas comme celui de Filip Müller, évoquer et conjurer s'excluaient rigoureusement. Dans sa très belle préface, Claude Lanzmann écrit : « Les rescapés des commandos spéciaux sont aujourd'hui une poignée, dispersés dans le monde : le seul, pour les avoir presque tous connus, qu'ils sont murés dans un inextinguible silence et qu'il faut, quand on s'acharne à leur arracher des lambeaux de vérité, courir le risque de les briser. » Filip Müller a mis trente ans à arracher ce livre de sa mémoire. Puisse-t-il s'inscrire à tout jamais dans la nôtre.

MICHEL TOURNIER.

ANNÉE du PATRIMOINE RESTAURATION D'UNE ÉGLISE DU XI^e SIÈCLE

Le conseil municipal de Piscop (65500), commune de 540 habitants, a décidé de restaurer l'église du village qui date du XI^e siècle. Le montant estimé des travaux est considérable. Les capacités financières de la commune et les subventions obtenues sont insuffisantes pour supporter pareille charge.

Les dons sont reçus en Mairie ou à la Perception 65540 ECOLE
Ordre : Trésor Public
Mention : Don pour l'Eglise
Commune de Piscop.
M & C I.

A la mémoire du colonel Rondenay

M. David Lambert, avocat à Paris, nous écrit :

Le Monde du 11 mars a annoncé que Heinrich-Bohn, remis en liberté après sa condamnation avec l'ischia, était à nouveau arrêté à Cologne.

Il s'agit cette fois de l'assassinat par un commando dont l'assassinat partie du « résistant » Rondenay et de quatre de ses compagnons.

Il est utile, je crois, de rappeler que fut André Rondenay. Polytechnicien fait prisonnier comme lieutenant d'artillerie, c'est à Colditz, seul otage de représailles pour les premiers qui n'acceptaient pas la défaite et mettaient tous leurs espoirs dans l'évasion, que je l'ai connu.

Envoyé à Lübeck comme tous les Français de Colditz, en juillet 1942, il prépara avec son évasion, basée sur son déguisement en « fouilleur » de dessous des baraquas. Une difficulté : il ne parlait pas un mot d'allemand ; il proposa à notre camarade Krügel, alsacien-lorrain, parlant à merveille la langue de nos pères, de partir avec lui, sous le même déguisement, chacun d'eux portant une lampe balisée à bout de bras, comme faisaient ceux dont ils portaient les vêtements de toile.

Us avaient demandé un signataire de ces lignes de surveiller leur sortie. Les portes leur furent ouvertes par les sentinelles, sur le vu de leurs fausses cartes d'identité, et avec les félicitations, dans leur langue, que leur délivra Krügel pour leur vigilance.

Revenu en France, Rondenay parvint assez rapidement à entrer dans l'armée secrète.

En 1944, il était lieutenant-colonel (gaulliste) et chef de l'armée secrète pour le nord de la France.

Arrêté sur la dénomination de Français, il fut lâchement assassiné, avec quatre autres Français, à Domont, le 15 août 1944, à la veille de la libération de Paris et de la France.

C'était un des jeunes hommes les plus remarquables que j'ai rencontrés en captivité. Froid, secret, silencieux et décidé, en même temps homme d'esprit (il avait écrit une partie d'une revue jouée en captivité), patriote sans défaut, au merveilleux courage, il reste pour moi comme pour tous ceux qui le connurent alors un des plus hauts exemples du patriotisme et de la volonté de ceux qui n'ont jamais douté de la victoire finale.

Le nom d'André Rondenay ne doit pas être oublié.

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

Quarante ans après

L'Association des Français libres fait un pèlerinage à Londres

L'Association des Français libres, que préside le général d'armée Jean Simon, chevalier de l'Ordre de la Libération, tiendra son 38^e congrès à Londres, les 15 et 16 mai.

Le choix de la capitale britannique doit être compris comme « un hommage au Royaume-Uni, grâce auquel une large mesure de ce qui a été fait a pu être fait », selon la formule utilisée par M. Jean Marin, ancien P.-D. G. de l'Agence France Presse, qui fut un des premiers commentateurs de l'émission « Les Français parlent aux Français ».

M. Winston Churchill, petit-fils de l'ancien premier ministre britannique, préside le comité d'accueil de ce congrès qui accueillera près de deux mille personnes. Le général Jean Simon, ancien combattant d'El-Alamein, a rappelé que les Français libres ne regroupaient que des volontaires. Entre juin 1940 et août 1943 — date à laquelle fut créée la France combattante — les Français libres alignèrent, les trois armes confondues, cinquante-cinq mille combattants dont huit mille cinq cents moururent sur les différents théâtres d'opération.

« Le 24 juillet 1940, nous n'étions même pas nés », se rappelle le général Simon qui, à l'époque, comptabilisait les effectifs. Les Français libres, qui se recrutent dans leurs rangs des membres qui, parfois, se sont singulièrement distingués dans les cinq continents, comptent au total : tel l'empereur Bokassa ou ces quelques Khmers rouges qu'on trouve dans les annales de ce « club très fermé », selon l'expression du général Simon.

Le 15 mai, en présence de nombreuses personnalités françaises et britanniques, le lycée français de Londres sera officiellement baptisé lycée Charles-de-Gaulle. Après un pèlerinage au numéro 4 de Carlton Gardens, l'ancien quartier général de la France libre, les congressistes seront reçus à Lancaster House, par le reine mère. Le lendemain, le congrès se tiendra au cinéma Odeon de Londres, en présence des anciens chefs du gouvernement, MM. Pierre Messmer et René Pleven, M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, représentera le gouvernement à ce congrès.

Trois bâtiments de guerre français, le corvette Aconit, compagnon de la Libération, et les voiliers-école la Belle-Boule et l'Étoile effectuèrent une visite au port de Londres. Enfin, M. Jean Marin ira déposer une gerbe sur la tombe de Winston Churchill, dont il se plaît à rappeler « la grande compréhension et le grand cœur à l'égard du général de Gaulle ».

Le 18 juin à Paris

Le quarantième anniversaire de l'Appel du 18 juin sera également l'objet d'une commémoration exceptionnelle, dont l'Association des Français libres sera le grand artisan.

Le mercredi 18 juin, à Paris, une séance solennelle aura lieu à la Sorbonne, en présence de M. Giscard d'Estaing ; l'Université de Paris rendra hommage à la France libre et à son chef. En fin d'après-midi aura lieu la cérémonie traditionnelle au Mont-Valérien en présence du chef de l'Etat et de tous les drapeaux décorés de la croix de la Libération.

C. D.

Dans votre BHV.

DU 14 AU 24 MAI 1980

Des prix spéciaux pour profiter du jardin.



Salon Grisfille, 7 table ovale 140 x 95, 4 fauteuils multipositions.

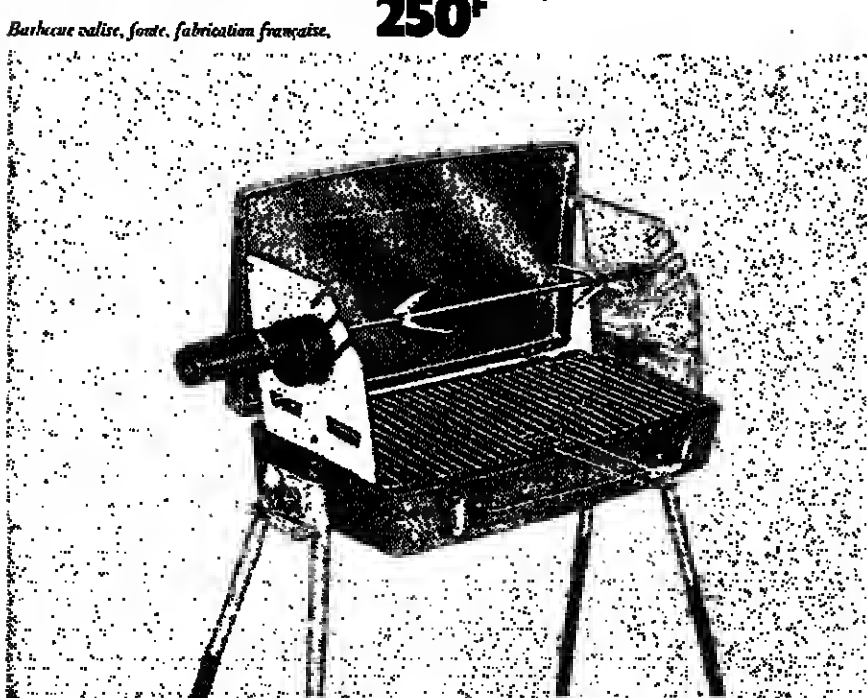
3015^F



Salon de Jardin Clwyd en plastique composé de 1 table 110, 2 chaises, 2 fauteuils.

1300^F

Fauteuil relax, monture durable, avec accoudoirs, exclusivité BHV, 150^F



Barbecue culture, fonte, fabrication française.

250^F



Salon Vangon Ami bois laqué blanc composé de 1 table tonneau 140 x 90, 1 jeu allonges, 4 fauteuils bois laqué blanc.

2150^F

Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.

DANS VOTRE BHV: RIVOLI - ROSNY 2 - BELLE ÉPINE - CRÉTEIL - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES ET VILLENEUVE-LA-GARENNE.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75007 PARIS - CDEX 09
C.C.P. Paris 4587-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
174 F 326 F 422 F 543 F

TOUTES PAYS ÉTRANGERS
200 F 350 F 450 F 550 F

PAR VOIE NORMALE

ÉTRANGER (par messagerie)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
200 F 350 F 450 F 550 F

2. - SUISSE-TUNISIE
200 F 350 F 450 F 550 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse d'urgence ou plus : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Favet, directeur de la publication.
Jacques Sauvaget.

Imprimerie
S. r. des Italiens
PARIS-IX^e

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 5737.

Des chrétiens

1. — Une pléiade

La Semaine chrétienne de l'Anglais et de la Française, par le pasteur Jean-Paul de la Motte, est une revue de la vie chrétienne en France et dans le monde. Elle est publiée par la Société française pour l'Évangélisation du monde, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris.

Le monde

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

ALAIN

RELIGION

Des chrétiens au Proche-Orient

I. — Une pléthore de patriarches

Le Saint-Père Ignace Jacob III, patriarche syriaque orthodoxe d'Antioche et de tout l'Orient, a été reçu au Vatican par le pape Jean-Paul II le mardi 13 mai, au lendemain du retour de ce dernier de son voyage africain. Cette visite de courtoisie s'inscrit dans une série de contacts inaugurés par le pape avec les Eglises orthodoxes qui reconnaissent une primauté d'honneur au siège de Rome.

De fait, les sièges des patriarchats d'Antioche — qu'il s'agisse des orthodoxes ou des catho-

liques, de rite grec ou syriaque — ont été transférés à Damas ou à Beyrouth, et un pèlerinage au Liban, organisé par l'Office national de la culture et des traditions arméniennes du 16 au 25 avril, sous la direction de M. Gérard Stephanos, a permis à Alain Woodrow de visiter les communautés chrétiennes du Proche-Orient, qui se trouvent non seulement fractionnées en de nombreuses juridictions, mais minoritaires dans un monde musulman déchiré par des tensions politiques dont elles risquent de faire les frais.

De notre envoyé spécial ALAIN WOODROW

se contentent de lire le catéchisme.

A l'inverse, de nombreux dignitaires du régime envoient leurs enfants dans les écoles confessionnelles — réputées sûres. Les chrétiens, du reste, forment une élite dans le pays : ils exercent souvent des professions libérales, ils sont choisis de préférence pour des postes de confiance, car ils sont considérés comme plus honnêtes que les non-chrétiens, et il y a actuellement deux ministres grecs orthodoxes dans le gouvernement. Cette influence chrétienne ne date pas d'aujourd'hui : au dix-

neuvième siècle, des écrivains chrétiens, notamment arméniens et melkites, ont contribué à la pensée arabe, tel Adib Ishaq, un arménien catholique, qui fut un des leaders de la « renaissance nationale ».

Certaines régions du pays ont su préserver leur héritage chrétien à travers toutes les vicissitudes de l'histoire. C'est le cas notamment des villages chrétiens de Sednaya et Maaloula. Le premier est bâti autour d'un couvent grec orthodoxe fondé par l'empereur byzantin Justinien I^{er}, le deuxième, qui abrite le couvent grec catholique de Saint-Serge avec une des églises les plus anciennes du monde, du troisième siècle, est le seul lieu où l'on parle encore un dialecte araméen, langue parlée par le Christ.

Assis sur une poudrière

Le régime socialiste de M. Hafez Assad connaît des tensions de plus en plus fortes avec la population. Après une période de stabilité au début des années 70, avec le « mouvement de redressement » qui a libéralisé la vie politique et économique, la situation empire depuis la guerre de Kippour, fin 1973. La corruption se généralise et la spéculation foncière ne connaît pas de bornes.

Du point de vue politique, le président Assad a eu un certain succès, et le mécontentement qui gronde vis-à-vis son entourage que le président lui-même ne malaise, qui dépasse la conjoncture économique, plonge ses racines dans les rivalités ethniques du pays. Originaire de Kerdaha, petite ville située à 30 kilomètres de Lattaquié, en plein pays alaouite, Hafez Assad fait partie de cette minorité détestée qui a réussi à prendre le pouvoir.

Les Alaouites, qui représentent de 10 % à 15 % d'une population à forte majorité musulmane (sunnite), appartiennent à une secte appartenant au chiisme, mais sont considérés comme de véritables parias par les sunnites. Longtemps exclus de la société, traités comme des esclaves — un Alaouite n'est pas considéré digne par exemple de se convertir à l'islam sunnite — les Alaouites se sont mis à voyager l'armée, en attendant de devenir assez forts pour réussir un coup d'Etat. C'est un peu comme si, en Inde, la classe des intouchables avait pris le pouvoir et dirigeait les brahmines.

Ce n'est pas par hasard que la révolution s'exprime surtout dans les villes à forte majorité sunnite, comme Alep et Hama. La guerre civile au Liban n'a évidemment pas arrangé les affaires, et, malgré les assurances répétées du président que les troupes syriennes évacueraient bientôt le Liban, il n'est pas sûr que la Syrie ait renoncé au vieux rêve d'annexer le Liban, fertile et prospère. Il est difficile aussi d'identifier au juste ceux qui

manipulent les trop célèbres Frères musulmans. Ceux-ci, qui fomentent des troubles et profitent des griefs chez la population sunnite, sont-ils dirigés par la droite chrétienne au Liban, par Israël et, en dernier ressort, par la C.I.A. ?

Les chrétiens, dans la conjoncture actuelle, ont l'impression d'être assis sur une poudrière. Certains se montrent alarmistes : « Nous sommes les ennemis numéro un des musulmans », affirme Mgr Joussef Mounayer, archevêque syrien catholique de Damas. Ils recourent aux bonnes paroles pour nous amadouer, mais ils cherchent à nous extorquer. D'autres sont plus optimistes : « Ici, on fait beaucoup de discours, mais cela ne veut rien dire », opine Mgr Paul Cousse, alors que le patriarche syrien orthodoxe Ignace Jacob III pense qu'il s'agit d'un « règlement de comptes entre musulmans. Si nous restons neutres, rien ne nous arrivera ».

Une analyse plus nuancée est celle de Sa Beatitude Maximos V Hakkim, patriarche grec catholique d'Antioche et de tout l'Orient, d'Alexandrie et de Jérusalem. « C'est vrai, dit-il, que nous, chrétiens, sommes à l'écart, mais ce pays est le nôtre. Nous ne souhaitons pas que le régime actuel soit renversé, parce qu'il n'y a aucune solution de rechange — sauf la prise du pouvoir par les communistes, qu'il faut éviter à tout prix. A mon avis, il suffirait de peu de chose pour sauver le régime : il faudrait faire des réformes, et surtout s'attaquer à la racine du pourrissement — la corruption qui existe du haut en bas de l'échelle ».

Prochain article :

LE CALVAIRE D'UN PEUPLE

Le premier congrès des catholiques anglais réclame un réexamen de l'enseignement officiel sur le mariage et la sexualité

Le premier congrès pastoral national de l'Eglise catholique en Angleterre vient d'avoir lieu à Liverpool. Deux mille délégués — laïcs, prêtres et évêques, dont le cardinal Basil Hume, archevêque de Westminster — sont venus de tous les diocèses du pays pour faire le point sur le catholicisme anglais, quinze ans après la concile.

Ce qui a le plus frappé les participants de cette expérience inédite, c'est la franchise des débats et surtout l'ouverture des résolutions votées à la fin de la rencontre. Le congrès a réexaminé un réexamen de la position traditionnelle de l'Eglise sur des questions aussi controversées que l'ordination des femmes ; l'ordination d'hommes mariés ; l'admission à la communion des divorcés remariés ; l'hospitalité eucharistique offerte aux non-catholiques ; la communion sous les deux espèces du pain et du vin ; une généralisation de la pratique de l'absolution collective. Mais la question la plus épineuse a été celle de la contraception artificielle. La prise de position de Paul VI dans son encyclique *Humanae vitae* en 1968, interdisant tout recours à des moyens anticonceptionnels artificiels avait profondément divisé les catholiques anglo-saxons, notamment aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Dans une longue résolution adoptée par le congrès pastoral sur le mariage et la sexualité, le problème de la contraception occupe une place centrale. Beaucoup de catholiques ne comprennent pas la distinction entre les méthodes anticonceptionnelles naturelles et artificielles, y lit-on. D'autres perçoivent la différence, mais ne comprennent pas le refus de l'enseignement officiel de l'Eglise sur le contrôle des naissances. Certains d'entre eux ont abandonné les sacrements, puisqu'ils se considèrent dans un état de péché grave ; d'autres reçoivent l'eucharistie, mais demeurent inquiets ; d'autres encore rejettent l'enseignement officiel en bonne conscience. En la déclaration se termine par une requête : qu'on procède à « un réexamen fondamental de l'enseignement catholique sur le mariage, la sexualité et la contraception ». Des motions réaffirmant la position actuelle de l'Eglise — à savoir que la limitation des naissances ne peut être obtenue que par la continence et l'utilisation des périodes infertiles — n'ont recueilli que 10 % des voix. A.W.

Quarante ans après l'Association des Français libérés un pèlerinage à Londres

Association des Français libérés

Association des Français libérés, qui a été créée le 15 mai 1940, sous l'impulsion de Jean Monnet, a organisé un pèlerinage à Londres. Ce pèlerinage a été l'occasion de rencontres entre les libérés et les responsables de la libération. Le pèlerinage a été très fructueux et a permis de renforcer les liens entre les libérés et la France.

ordon.



50'



25, Bd de BELLEVILLE
Métro Courmoulin - Tél. : 357.91.19 - Ouvert tous les jours sauf dimanche - 10 h à 19 h-20 h.

REAL
MEUBLES
DECORATION
CUISINES

Et :
PARIS XIV, C.C. GAITE, 80, Av. du Maine.
CERGY-PONTOISE, C.C. 3 FONTAINES.
CRETEIL, C.C. CRETEIL SOLEIL.
NOISY-LE-GRAND, C.C. ARCADES.
CHAMPIGNY La Fourchette, 10, Av. R. Salengro.
BURES-SUR-YVETTE, C.C. LES ULIS 2.
Ouverts le dimanche :
PIERREFITE, RN 1, 102-114, Av. Lénine.
BONDY, RN 3, 123, Av. Gallieni.
CHATILLON-S/B, RN 306, 101, Av. M. Cachin.
PORTE DE BAGNOLET, 42, Av. Gallieni.

REAL : PRIX. CHOIX. QUALITE. SERVICE. CREDIT.

PAROLE
PUBLIQUE
COURS
D'EXPRESSION ORALE
HUBERT LE FEAL
documentation
sans engagement
770 58 93
20, Cité Trevisse 75009 Paris

RÉSIDENCES-CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean-Médéric DEBOUT, NICE
Tél. : (03) 80.58.31 (F.N.A.I.M.)

SOLEIL A PARIS
Si vos soirées vous paraissent
monotones : essayez notre
formule Rencontres dans des
restaurants
Revenez-vous :
Tél. : 285-55-37 720-51-21

FEU
VERT!

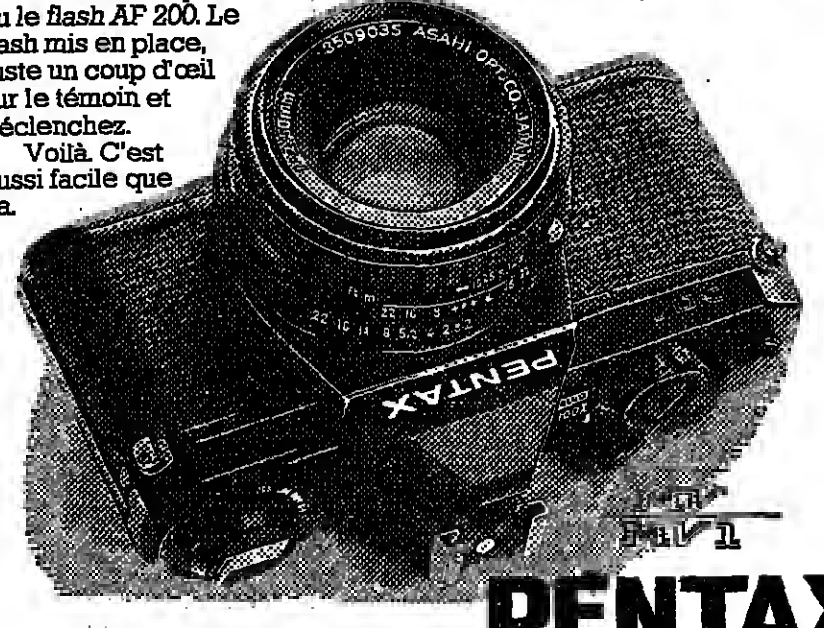
Le nouveau reflex
Pentax MV ouvre
enfin la voie de la
simplicité à la photo-
graphie de qualité.

Regardez dans le
viser. Si le voyant est
vert, faites la mise au
point et déclenchez.
S'il est rouge ou
jaune, tournez la
bague des diaphragmes
jusqu'au vert.
Si vous utilisez un pied
ou le flash AF 200. Le
flash mis en place,
juste un coup d'œil
sur le témoin et
déclenchez.

Voilà. C'est
aussi facile que
ça.



Très abordable, le
MV est également
super léger. Et vous
pouvez adapter plus
de 40 objectifs et
tout un éventail
d'accessoires.
La simplicité du
MV donne libre accès
à la photographie
créative. Allez jusqu'au
bout de vos idées.
Vous avez le feu vert.



PENTAX

Demandez la documentation détaillée à l'importateur exclusif pour la France
Métropolitaine : Télés. sa. 72/76, rue Paul-Vaillant-Couturier - 92300 Levallois-Perret.

A SÉCURITÉ SOCIALE

ance qu'à Paris

La loi de 1975 sur la sécurité sociale a été votée par le Parlement. Elle prévoit une augmentation de 10 % des cotisations sociales à partir de 1981. Cette mesure vise à réduire le déficit de la sécurité sociale. Le gouvernement a annoncé qu'il ne fera pas de contrepartie à cette augmentation. Les syndicats ont exprimé leur opposition à cette mesure, estimant qu'elle pèsera trop sur les salariés. Ils demandent une réforme plus globale de la sécurité sociale.

T. sait faire

Le T. sait faire. C'est la devise de la nouvelle collection de vêtements pour hommes. Cette collection est conçue pour être pratique et confortable. Elle comprend des chemises, des pulls, des pantalons et des vestes. Les coupes sont modernes et adaptées aux goûts actuels. Les tissus utilisés sont de qualité et offrent une bonne tenue. Cette collection est disponible dans les magasins de vêtements.

une femme

Une femme. C'est le thème central de la nouvelle collection de vêtements pour femmes. Cette collection est conçue pour être élégante et féminine. Elle comprend des robes, des blouses, des pantalons et des vestes. Les coupes sont délicates et mettent en valeur la silhouette. Les tissus utilisés sont fins et doux. Cette collection est disponible dans les magasins de vêtements.

une femme

Une femme. C'est le thème central de la nouvelle collection de vêtements pour femmes. Cette collection est conçue pour être élégante et féminine. Elle comprend des robes, des blouses, des pantalons et des vestes. Les coupes sont délicates et mettent en valeur la silhouette. Les tissus utilisés sont fins et doux. Cette collection est disponible dans les magasins de vêtements.

une femme

Une femme. C'est le thème central de la nouvelle collection de vêtements pour femmes. Cette collection est conçue pour être élégante et féminine. Elle comprend des robes, des blouses, des pantalons et des vestes. Les coupes sont délicates et mettent en valeur la silhouette. Les tissus utilisés sont fins et doux. Cette collection est disponible dans les magasins de vêtements.

une femme

Une femme. C'est le thème central de la nouvelle collection de vêtements pour femmes. Cette collection est conçue pour être élégante et féminine. Elle comprend des robes, des blouses, des pantalons et des vestes. Les coupes sont délicates et mettent en valeur la silhouette. Les tissus utilisés sont fins et doux. Cette collection est disponible dans les magasins de vêtements.

une femme

Une femme. C'est le thème central de la nouvelle collection de vêtements pour femmes. Cette collection est conçue pour être élégante et féminine. Elle comprend des robes, des blouses, des pantalons et des vestes. Les coupes sont délicates et mettent en valeur la silhouette. Les tissus utilisés sont fins et doux. Cette collection est disponible dans les magasins de vêtements.

EURODIF LANCE UN EMPRUNT OBLIGATAIRE DE 400 MILLIONS DE FRANCS

La société Eurodif, dont l'usine d'enrichissement de l'uranium est en voie d'achèvement au Tricastin (Drôme), va lancer, lundi 18 mai, un emprunt obligataire de 400 millions de francs. Ce second emprunt — un premier avait été lancé en 1979 pour la même somme — permettra de poursuivre la construction de l'usine qui, en 1982, atteindra sa pleine capacité de production (100 tonnes d'uranium enrichi par an). Le calendrier des travaux est donc tenu, mais, selon M. Jean-François Petit, président du directoire, les besoins globaux de financement d'Eurodif seront supérieurs aux prévisions (15 milliards de francs), en raison du taux d'inflation de ces deux dernières années.

Reste que les partenaires d'Eurodif ont quelques raisons d'être satisfaits. Pour la première année d'exploitation, les résultats financiers de la société sont équilibrés : 6,9 millions de francs de bénéfices pour un chiffre d'affaires de 1 600 millions de francs. D'autre part, l'achèvement du troisième atelier de l'usine — la construction du quatrième et dernier va être prochainement engagée — permettra dès cette année de produire quelque 6 millions d'U.S., dont la moitié est destinée à l'E.D.F., le reste se partageant entre les partenaires d'Eurodif : France, Iran, Italie, Belgique, Espagne — et ses clients. Le Japon devrait, en 1980, enlever 1 million d'U.S., et ce pendant dix ans.

CONFIRMATION DE LA DÉCOUVERTE D'UN TRÈS IMPORTANT GISEMENT DE GAZ EN MER DU NORD

Un second forage effectué par la société Shell sur le bloc 31-2, à 250 kilomètres au nord de Stavanger, dans la zone norvégienne de la mer du Nord, vient de confirmer que ce gisement de gaz naturel pourrait s'avérer l'un des plus importants du monde, indique le 13 mai, le quotidien norvégien «Stavanger Aftenblad».

Ce gisement, dont Shell détient 35 % des parts et les compagnies norvégiennes 65 %, recèlerait en effet de trois à sept fois plus de gaz que le champ de Frigg (ou effluent) récemment au ministère de l'énergie à Oslo que les réserves de ce gisement seraient quatre fois celles de Frigg.

LES BÉNÉFICES D'ELF-AQUITAINE ONT PLUS QU'ADOUPLÉ EN 1979

Les bénéfices du groupe ELF-Aquitaine ont plus que quadruplé en 1979 (par rapport à 1978), passant de 1,4 à 5,94 milliards de francs. Le chiffre d'affaires du groupe pétrolier d'Etat est passé de 41 milliards à 86 milliards de francs, et le chiffre brut d'exploitation de 6,4 à 11,95 milliards de francs. Les profonds bouleversements qui ont affecté l'industrie pétrolière, soulève la compagnie, et les modifications des prix et des coûts qui en sont la conséquence, rendent difficile toute comparaison directe des résultats de cet exercice avec ceux de l'exercice 1978.

Toutefois, ELF-Aquitaine justifie ses bons résultats notamment par l'augmentation des prix du pétrole brut et du gaz et par la progression du volume des distributions des filiales de la mer du Nord.

UN JUGE FÉDÉRAL ANNULE LA SURTAXE SUR L'ESSENCE IMPOSÉE PAR M. CARTER

Washington (A.F.P.). — Un juge fédéral de Washington a estimé, le 13 mai, que M. Carter, en décidant d'imposer un droit de 10 cents par gallon (11 centimes par litre) sur l'essence vendue aux États-Unis, a outrepassé ses pouvoirs légaux.

Il a ainsi donné raison à plusieurs parlementaires, groupements de consommateurs et distributeurs d'essence qui lui avaient demandé conjointement de déclarer illégal le décret du chef de l'Etat.

Ce nouveau droit sur l'essence — partie intégrante du plan présidentiel contre l'inflation — présentait le 14 mai et qui devait, théoriquement, entrer en vigueur le 15 mai — vise à répartir le poids des consommateurs du droit qui, à l'initiative de M. Carter, sera levé à partir de la même date sur les importations américaines de pétrole brut.

Ce droit à l'importation a officiellement pour but de freiner la consommation de produits pétroliers aux États-Unis.

Selon le juge fédéral, les pouvoirs du président de la République ne lui permettent pas de créer un droit sur l'importation de pétrole brut, mais non sur le vente de produits pétroliers.

Le juge a, en revanche, relevé l'argument selon lequel la surtaxe canaliserait une mesure fiscale relevant du seul Congrès. Le gouvernement entend faire appel de cette décision.

« Mon problème, c'est la survie de la France »

déclare M. Raymond Barre

Qu'on se le dise : ce n'est pas parce que la campagne présidentielle pour l'élection présidentielle de 1981 est déjà engagée que je modifierai en quoi que ce soit ma politique économique et sociale, ou qu'on me conviendrait d'avalier des couleuvres électorales !

C'est, en substance, ce que M. Raymond Barre a déclaré, le mardi 13 mai, devant les anciens élèves de l'Ecole centrale des arts et manufactures dont il était l'invité à déjeuner, au Palais des congrès de Paris. Le premier ministre a ajouté qu'il y allait de « la survie de la France », mais qu'il s'agissait aussi, pour lui, d'une question de dignité personnelle. L'opposition n'attendait rien de bon, de toute façon, de la politique gouvernementale, il a dit que le propos de M. Barre s'adressait tout autant à M. Valéry Giscard d'Estaing qu'aux membres de la majorité selon

lesquels le gouvernement devrait faire preuve de souplesse, avant l'élection présidentielle, face aux principaux groupes de pression.

Le premier ministre reste en cela fidèle à son image, sans craindre de justifier, par sa condescendance involontaire à l'encontre de ses détracteurs, toutes les caricatures dont il est devenu l'objet.

Devant les centrales, M. Barre a admis, toutefois — pour la première fois, à notre connaissance — que l'action qu'il mène depuis août 1976 à la tête du gouvernement connaît « plus ou moins de bonheur ». C'est, en effet, le moins qu'on puisse dire. Mais l'humilité est chez le premier ministre une chose trop rare pour qu'on l'omette, en la circonstance, d'en signaler l'urgence, aussi furtive qu'elle, et même si cet aveu n'ébranle pas, pour autant, les convictions de son auteur. — A. R.

GREVES

« Je ne suis pas parvenu à des mesures législatives satisfaisantes. En revanche, il y a quelque chose qui compte, c'est le jugement que la nation porte sur ceux qui entraînent les entreprises nationales dans de telles débauches et de tels débordements. C'est la pression morale du jugement national qui redonnera à nos entreprises nationales la possibilité d'éviter les erreurs que leur fait commettre un certain nombre d'organisations pour lesquelles la grève ne sert pas à défendre des intérêts qui sont, si vous voulez, largement satisfait, mais de grèves qui n'ont d'autres buts que des buts politiques. »

PARTICIPATION

« Participation : il appartient aux chefs d'entreprise d'éviter d'exercer une autorité arbitraire, mais ce n'est pas parce que certains exercent ce genre d'autorité qu'il faut du même coup faire disparaître le principe de l'autorité du chef d'entreprise (...). A côté des excès financiers, il y a un autre problème qui est la participation intellectuelle et affective de tous ceux qui participent à la vie de l'entreprise. »

(1) Cette phrase est du premier ministre. Une question posée à M. Giscard d'Estaing, le lundi 5 mai, aux FR. par M. François de Guise, qui représentait l'FP (le Monde du 7 mai).

En réponse à l'allocation de bienvenue du président de l'Association des anciens élèves de l'Ecole centrale, M. Paul de Buyer, le premier ministre — qui était accompagné de Mme Alice Saunier-Séité, ministre des universités, et de M. Christian Bouteiller, ministre de l'éducation, et Robert Galley, ministre de la coopération — a exposé trois idées qui lui paraissent « essentielles dans les circonstances que nous traversons » : « La première est que la France est devenue un pays relativement pauvre ; la seconde est que la France ne doit compter que sur elle-même et la troisième est que la France a des chances qu'elle doit saisir et exploiter. »

Le chef du gouvernement a ensuite répondu, à la fin du repas, aux questions posées par l'assistance sur les problèmes d'actualité, déclarant notamment :

BILAN ECONOMIQUE

« Dieu sait si j'ai entendu dire que [ma] politique était conjoncturelle, manquant de souffle, n'était pas animée par un grand dessein national, et autres bêtises de ce genre. (...) Mon problème, c'est la survie de la France. Pourquoi raconter aux gens que tout est facile, que tout est possible, que demain sera beau, qu'ils toucheront plus d'argent, qu'ils auront plus d'allocations familiales, qu'ils auront de plus en plus d'avantages sociaux, que tout sera gratuit, que les prix baisseront, que les salaires augmenteront, que le chômage diminuera, que nous serons un grand pays exportateur, mais qu'en même temps nous n'importerons plus ? Pourquoi raconter tout cela ? Cela n'a absolument aucun sens, et les Français s'en rendent parfaitement compte (...).

L'INFLATION

« Je regarde l'émission télévisée que le président de la République a faite, et je voyais un

journaliste qui disait au président de la République : « Mais le taux d'inflation est élevé en France, pourquoi les salaires n'augmentent-ils pas ? » Barre avait expliqué que l'inflation provenait de la hausse des salaires, maintenant les salaires n'augmentent plus et il y a l'inflation. Le pire, c'est que ce discours de questions se croisent intelligent ! (...) Il est stupide de dire que l'inflation n'a qu'une cause. L'inflation a beaucoup de causes, et c'est la raison pour laquelle on ne peut agir sur l'inflation que par une politique globale et non pas par une seule mesure. (...) C'est un grand succès que d'avoir réussi à procéder à la libération des prix, sans qu'il y ait des ajustements beaucoup plus amples que ceux que nous avons connus. (...) Il y a un domaine qui reste à maîtriser, c'est celui des dépenses sociales de la France. »

ENTREPRISES NATIONALES

« Il est nécessaire de marquer très clairement que le secteur nationalisé en France n'a pas au-delà des limites qu'il a atteintes. Et il faut veiller à ce que le secteur nationalisé n'étende pas indirectement et simplement son emprise par le contrôle majoritaire ou minoritaire d'un certain nombre d'autres entreprises ou secteurs de l'économie française. »

Un comité interministériel, destiné à préparer des mesures nationales en cas d'échec définitif de la négociation sur les prix agricoles à Bruxelles se tient ce mercredi 14 mai en fin d'après-midi. Trois types de mesures sont envisagées, qui seront ensuite discutées lundi entre le premier ministre et les responsables professionnels.

Des actions sur les marchés seront menées pour soutenir les prix, comme cela vient de se faire avec le déclenchement de la clause de sauvegarde pour les tomates. En second lieu, des aides pour le remboursement des emprunts des jeunes agriculteurs qui ont investi ces dernières années pourraient être accordées, cette mesure étant appliquée sur le plan départemental. Enfin, le remboursement de la TVA, pour les agriculteurs qui y sont assujettis, pourrait être augmenté, et les forfaits, pour ceux plus nombreux qui relèvent de ce régime, seraient allégés.

Officiellement le plan français pour le maintien du revenu agricole n'est pas chiffré, mais il pourrait représenter une dépense de l'ordre de 5 à 6 milliards de francs. Ces mesures, notamment celles concernant la fiscalité, seraient mises en application aux dates d'entrée en vigueur des campagnes de différentes productions agricoles.

Si, à Bruxelles, les 28 et 29 mai, la Grande-Bretagne ratifie l'accord réalisé à huit sur les prix, ce qui est peu probable, ou si elle s'abstient de s'y opposer, ce qui est encore douteux, il ne devrait pas y avoir besoin de mesures nationales. Mais un accord à huit avec l'abstention de Londres conduira à une remontée des montants compensatoires financiers. Sans compromis du tout. Paris mettra en œuvre son programme national, qui nécessitera cependant l'accord des autorités bruxelloises.

EN CAS D'ÉCHEC A BRUXELLES

Le coût des mesures nationales pour le soutien du revenu agricole serait d'environ 5 milliards de francs

Un comité interministériel, destiné à préparer des mesures nationales en cas d'échec définitif de la négociation sur les prix agricoles à Bruxelles se tient ce mercredi 14 mai en fin d'après-midi. Trois types de mesures sont envisagées, qui seront ensuite discutées lundi entre le premier ministre et les responsables professionnels.

NOUVELLE BAISSSE DU TAUX DE BASE DES BANQUES AMÉRICAINES : 16 %

Huit jours après avoir ramené leur taux de base (prime rate) de 18 1/2 à 17 1/2 % (et même 17 % dans certains cas), les banques américaines ont procédé à une nouvelle réduction de ce taux de base, qui revient de 17 1/2 à 16 1/2 % pour la Morgan Guaranty, et à 16 % pour d'autres établissements d'entre eux descendant jusqu'à 15 1/2 %. Après le « sommet » de 20 % atteint il y a quelques semaines, la descente des taux s'accroît dans une certaine mesure.

PAS DE RELEVEMENT DES PLAFONDS DE DÉPÔTS SUR LES LIVRETS DE CAISSE D'ÉPARGNE

M. René Monory a démenti catégoriquement, mercredi 14 mai, la sortie du conseil des ministres, les informations selon lesquelles les plafonds des dépôts sur les livrets de caisses d'épargne seraient relevés à 1^{er} juillet prochain. « Il n'est pas du tout question d'augmenter ces plafonds », a déclaré le ministre.

Ce démenti fait suite à la déclaration du président des caisses d'épargne, selon laquelle les plafonds des dépôts sur les livrets seraient relevés de 47 500 F à 52 000 F le 1^{er} juillet 1980.

JOURNÉES D'ETUDES

A L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS

RISK-MANAGEMENT

POUR UNE MEILLEURE MAITRISE DES RISQUES DE L'ENTREPRISE

4 TABLES-ROUNDES :

- les risques industriels
- les risques financiers
- l'assurance face aux risques de l'entreprise
- les pratiques du risk-management

animées par :
des PROFESSEURS de l'ESCP
en association avec des consultants, des groupements professionnels et des spécialistes d'entreprise :
ACADEF, GACI, GRAS et SAVOYE S.A., BSN, PUK, RHONE-POULENC...

JEUDI 29 MAI 1980
à 9h

Renseignements et inscription à l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris
79, avenue de la République - 75011 Paris
Yvette BEAUCARROT Tél. 355.39.03
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

MARKETING QUANTITATIF

LE POINT EN 1980

SOUS LE PATRONAGE DE L'ADETEM

— LA REVOLUTION INFORMATIQUE EN MARKETING


- traitement de l'information-marketing
- une expérience de télétraitement
- télématique et marketing


— LE POINT DE LA NOUVEAUTE

- les échelles de magnitude
- micro analyse des comportements d'achat
- modélisation prévisionnelle en marketing pharmaceutique

animée par Christian MICHON (ESCP) et une équipe de praticiens, chargés de cours à l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris.

JEUDI 12 JUIN 1980
à 9h





• CAPEL - 74, bd de Sébastopol, Paris 3^e - 272.25.09 • Capel Rive Gauche - Centre Commercial Malne-Montparnasse, Paris 15^e - 538.73.51 • Capel Madeleine - 26, bd Malesherbes, Paris 8^e - 268.34.21.



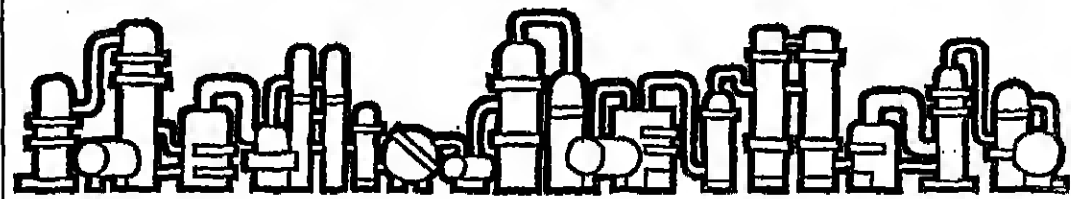
CdF Chimie LE 2^e CHIMISTE DE FRANCE

Chiffre d'affaires consolidé :
10 milliards de francs dont 35 % à l'étranger
La qualité de ses fabrications et la fiabilité de ses procédés
mis en œuvre dans ses centres de production sont à
l'origine de l'essor international de CdF Chimie.



CdF Chimie

DANS UN MONDE QUI CHANGE, CdF CHIMIE S'ADAPTE
tour aurore - place des reflets - cedex 5 - 92080 Paris défense 2
tél. : 778.51.51 + telex : CDFCH 610826 F



CONJONCTURE

La crise, an VII

(Suite de la première page.)

Où en est-on exactement ? Quels faits majeurs caractérisent cette crise sans précédent depuis la guerre ? Quatre traits principaux la situent dans le temps et dans l'espace, lui conférant son originalité par rapport aux dépressions de naguère.

1) La durée de la crise, d'abord. Commencée en 1974, elle entame en 1980, sa septième année et tout donne à penser que 1981 ne verra

pas — c'est le moins qu'on puisse dire actuellement — la fin des basses eaux. La croissance des pays occidentaux, qui avait été en moyenne de 5,5 % pendant les quinze années précédant 1974, n'a plus atteint que 2,5 % en moyenne depuis (et même 2,3 % en comptant l'année en cours) : moins de la moitié.

Le graphique ci-dessous, qui retrace l'évolution pendant la dernière décennie des sept grands pays qui assurent à eux seuls

triple selon les nations (moins de 6 % en R.F.A. plus de 20 % en Italie, presque autant en Grande-Bretagne), mais partout il s'élève.

Autre singularité de la période : au cours des deux années de dépression grave du début de la crise (1974 et 1975), la hausse des prix a connu son taux record dans les grands pays occidentaux (12 % en moyenne), bien que le chômage ait doublé à ce moment. Depuis, le rythme de l'inflation a légèrement fléchi, mais il est resté élevé et est en train, en ce moment, de se rapprocher de son taux exceptionnel de 1974.

Cette « stagnation » (simultanéité de la stagnation et de l'inflation) caractérise, avec la dépression qui connaît aujourd'hui l'Occident, l'enchaînement du pétrole brut, presque dix fois plus coûteux aujourd'hui qu'avant 1973, n'y a pas peu contribué. On estime à 3 % de croissance, en deux étapes (1974-75, 1976-80), la perte moyenne de croissance des produits nationaux entraînée par le prélevement pétrolier supplémentaire. On peut de même évaluer à 3 % en moyenne la hausse additionnelle des prix de détail provoquée en 1974 par le quadruplement du prix du brut, le nouveau doublement opéré depuis un an ayant un effet à peine moindre.

Ces chiffres montrent le poids de l'« affaire pétrolière », mais ils montrent aussi que la crise des économies occidentales n'est pas grave même sans l'envolée du pétrole, qui l'a, bien entendu, amplifiée.

... et déséquilibre des paiements

4) Dernière caractéristique majeure de cette crise, la « détérioration profonde des paiements extérieurs ». La ponction opérée par l'enrichissement du brut a tout à la fois procuré des devises massives aux pays de l'O.P.E.P. (plus de 200 milliards de dollars au cours des trois dernières années et encore quelque 120 milliards en 1980, prévoit-on) et précipité dans le déficit les pays acheteurs.

Parallèlement, ceux qui pouvaient vendre aux détenteurs de l'« or noir » de l'armement, des biens d'équipement ou des produits de consommation — et les autres de plus en plus chers chaque année — ont réussi, pour la plupart (2), à combler ce déséquilibre : la R.F.A. et le Japon, très vite ; la France beaucoup moins. Mais il a suffi que le brut recommence à augmenter cette année pour que tous se retrouvent en déficit.

La situation la pire a été, bien entendu, celle des pays du tiers-monde non possesseurs de pétrole, qui ont subi de plein fouet un renchérissement de leurs approvisionnements, auquel ils étaient bien incapables, à quelques exceptions près, de répondre. D'où un déficit colossal de leur balance commerciale : de l'ordre de 200 milliards de dollars en six ans, ce qui les a obligés à s'endetter encore plus.

Deux chiffres donnent une idée de leur détresse financière : leur dette totale dépasse aujourd'hui allégrement 300 milliards de dollars et s'accroît grosso modo de 85 milliards de dollars chaque année (le double de l'aide publique que leur accordent les pays de l'O.C.D.E. : 20 milliards de dollars par an).

Cette inadéquation des échanges et des paiements a provoqué de vastes mouvements de capitaux, qui ont amplifié l'exploitation par les États-Unis de l'absence de règles monétaires internationales précises. La marée des « dollars », suivie par celle des « pétro-dollars », en partie seulement « recyclés », c'est-à-dire utilisés à des achats, à des investissements et à des prêts, mais de moins en moins bien d'ailleurs, a contrarié les politiques nationales de maîtrise du crédit, stimulé l'inflation internationale (évitant, il est vrai, de même coup une dépression encore plus forte) et provoqué une hausse énorme des taux d'intérêt. L'investissement privé, déjà menacé par la stagnation, n'avait pas besoin de ce nouveau coup pour s'effondrer.

On pourrait multiplier les indications caractérisant la crise en cours. Mais celles-ci suffisent pour en souligner l'originalité. En cette année VII d'une dépression dont le style était encore inconnu en Occident, il est plus urgent que jamais de s'interroger sur ses causes, notamment par comparaison avec les crises précédentes.

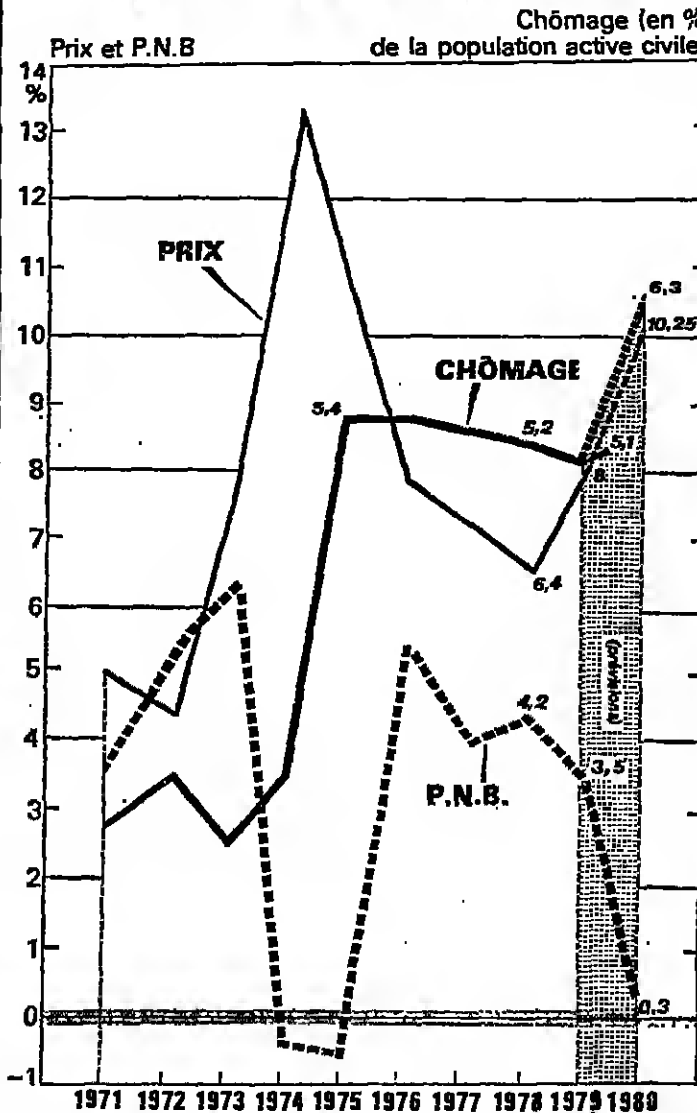
GILBERT MATHIEU.

Prochain article :

QUAND L'HISTOIRE
NE SE RÉPÈTE PLUS

(1) Par ordre d'importance : les États-Unis (35 % du total de l'O.C.D.E.), le Japon (17 %), la R.F.A. (11 %), la France (8 %) ; la Grande-Bretagne (5,5 %) ; l'Italie (4,1 %) et le Canada (3,5 %).
(2) Mais pas pour les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Italie.

L'ÉVOLUTION ANNUELLE DE LA PRODUCTION, DES PRIX ET DU CHÔMAGE. DANS LES 7 PRINCIPAUX PAYS DE L'O.C.D.E.



55 % de la production de l'O.C.D.E. (1). illustre clairement le phénomène. En soulignant combien était illusoire l'espoir mis en 1975 par de nombreux commentateurs dans un « retour à la normale ». Rien de tel ne s'est produit.

« Stagnation » durable...

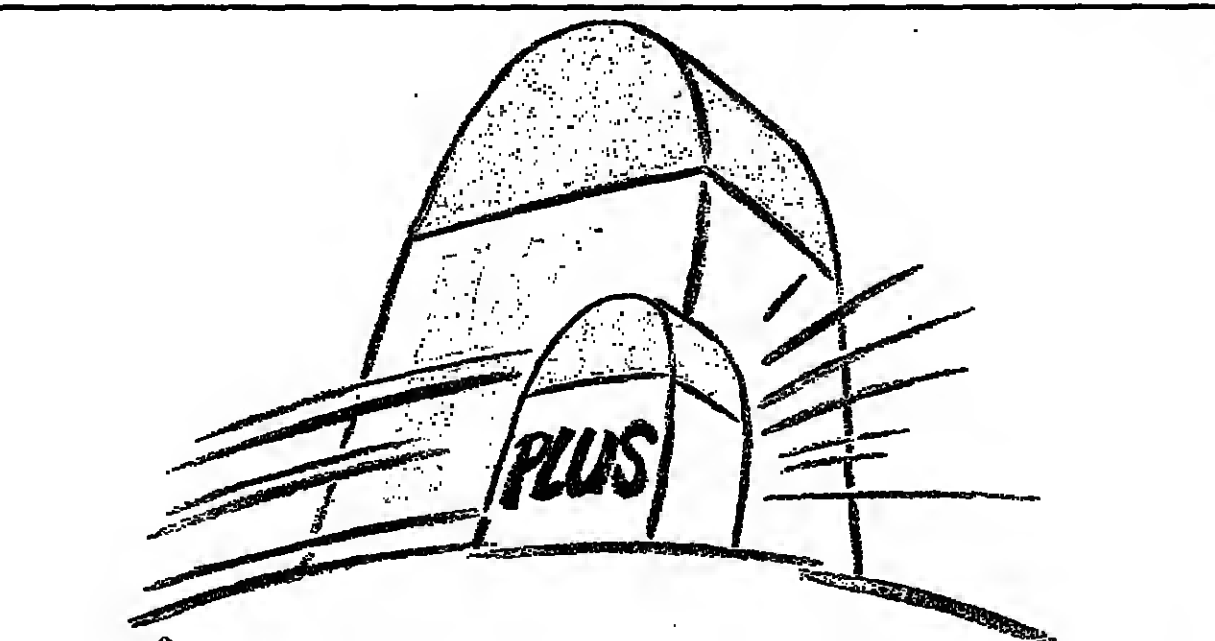
Le rythme de croissance, qui avait profondément chuté pendant deux ans — plus en 1974 chez les uns, davantage en 1975 chez les autres — est reparti « comme avant » en 1976 ; mais, dès l'année suivante, la décelération a recommencé. Pour aboutir cette année à une quasi-stagnation, puisque les experts internationaux s'attendent à une croissance moyenne probablement inférieure à 0,5 %.

La flambée de 1978, due en partie aux plans de relance gouvernementaux, n'a d'ailleurs pas été unique en son genre. Dans plusieurs pays, 1979 a connu également un certain regain d'activité : en France, en Allemagne fédérale, en Italie, au Japon. Mais, comme la fois précédente, — et comme en 1978 en R.F.A. et au Royaume-Uni, — la reprise n'a été qu'un feu de paille : 1980 voit de nouveau la décelération l'emporter partout, et parfois même le recul être absolu (en Grande-Bretagne et peut-être aussi aux États-Unis).

2) La production humaine de cette situation a été l'« aggrégation prodigieuse du chômage ». Dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., il concerne désormais plus de 17 millions de salariés et l'on redoute qu'il atteigne cette année le cap des 20 millions. Les nations du Marché commun, qui comptent plus de 6 millions de sans-emploi, en ont peut-être 7 avant décembre. Récemment, le nombre des demandes d'emploi s'est accru de près de 1 million en six ans, malgré trois « pactes pour l'emploi » accordant des avantages financiers considérables aux entreprises qui embauchent.

Fait remarquable, cette multiplication des chômeurs n'a pas entraîné le ralentissement de l'inflation, habituelle en pareille circonstance. La « loi de Phillips », — du nom de cet économiste qui avait cru pouvoir la tirer de l'examen d'un siècle d'histoire de la Grande-Bretagne — n'a donc pas joué.

3) La hausse des prix a, en effet, persisté malgré la crise et s'est même aggravée. De 5 % par an en moyenne, dans les principaux pays occidentaux, elle est passée à plus de 10 %. Son niveau varie, certes, du simple au



OPÉRATION K plus PEUGEOT

Plus de kilomètres pour chaque plein.

Une voiture bien réglée consomme moins et pollue moins ; elle est plus agréable à conduire, plus souple, plus nerveuse. Profitez de l'offre exceptionnelle du réseau Peugeot pour faire régler votre Peugeot.*

Du 5 mai au 10 juin économisez 40% sur le réglage K plus de votre Peugeot.*

Le réglage K plus Peugeot comprend les opérations suivantes :

- contrôle et réglage angle de came
- remplacement bougies
- contrôle et réglage point d'allumage
- nettoyage filtre à air
- réglage ralenti
- contrôle et réglage CO/CO2
- contrôle de la pression des pneus.

Les économies, nous y travaillons depuis longtemps.

PEUGEOT

* modèle essence



Opération agréée par l'Agence pour la Sécurité Citoyenne.

APRÈS LA D

Les activités de Man

Man... (text continues in a small column on the right edge of the page)

LA MAIF - QUATRIÈME MUTUELLE FRANÇAISE

LA MAIF... (text continues in a small column on the right edge of the page)

Handwritten note at the bottom center of the page.

APRÈS LA DÉMISSION DE SON P.-D.G.

Les activités de Manufrance pourraient être filialisées

M. René Mestries, P.-D.G. de Manufrance depuis juin 1979, a été mis en minorité lors du conseil d'administration qui s'est tenu lundi 12 mai. Il a aussitôt démissionné de ses fonctions. M. Yvon Benard, secrétaire général de la MACIF (Mutuelle d'assurance des commerçants et industriels de France) assurera l'intérim en attendant la mise en place d'une nouvelle structure juridique à direction et conseil de surveillance. La filialisation des diverses activités de Manufrance et la fermeture de plusieurs magasins vont être étudiées.

Manufrance avait obtenu depuis un an des succès dans le redressement de l'entreprise. Le plan, qui prévoyait un équilibre financier pour 1982, est nettement dépassé puisque cet équilibre peut être envisagé dès l'année prochaine. Le conseil d'administration ayant mis M. Mestries en minorité, il convient dès maintenant, souligne M. Sanguedolce, que le nouveau président et le conseil prennent toutes leurs responsabilités pour que, dans les plus brefs délais, le capital de la société soit complété et pour que le redressement qui est en bonne voie se poursuive dans le cadre de l'intégrité de l'entreprise.

De notre correspondant

Saint-Etienne. — M. Mestries a dû avoir lundi 12 mai une bien désagréable impression : celle de comparaître devant une sorte de tribunal du peuple. Principal

LA MACIF : QUATRIÈME MUTUELLE FRANÇAISE

La MACIF (Mutuelle assurance des commerçants et industriels de France) s'inscrit au quatrième rang des mutuelles sans intermédiaires, c'est-à-dire sans réseaux d'agents généraux et de courtiers, ce qui leur permet de réduire leurs tarifs en faisant l'économie des ristournes accordées à ces réseaux par les compagnies d'assurances traditionnelles. Avec un montant de 1,4 milliard de francs de primes versées encaissées en 1979, elle vient après la MAAF, la MACF, la MAF et la MATMUT (Mutuelle assurance des travailleurs mutualistes, 0,6 milliard de francs).

L'ensemble des mutuelles sans intermédiaires a encaissé 5,8 milliard de francs de prime nette en 1979, assurant 25,9 % des véhicules à quatre roues et deux roues (33 % des quatre roues en 1979). Trois d'entre elles ont leur siège à Paris : la MAAF, la MACF et la MACIF. Cette dernière a pour directeur général M. Vandier, polytechnicien, ancien commissaire-contrôleur des assurances au ministère des finances, qui lui a donné son impulsion décisive et a pu être appelé à la tête de la mutuelle française.

Le président de la MACIF est M. Pierre Jovin, membre du P.C. et adjoint au maire communiste de Romans. Son élection a été ratifiée au P.C. la MACIF éprouve de fortes sympathies pour la gauche, ce qui l'a amenée, il y a un an, à apporter son concours à la municipalité communiste de Saint-Etienne pour sauver Manufrance en prenant 40 % du capital. Mais les capitaux investis, puisés dans les réserves techniques de la mutuelle et qui couvrent ses risques, ne peuvent être affectés sans garantie, ce qui explique le refus de la MACIF à l'égard de M. Mestries, président de Manufrance : en ce domaine, tout au moins, le souci de la bonne gestion passe avant les amitiés politiques.

Les licenciements

Le conseil d'administration a donc désigné au poste de P.-D.G. son doyen d'âge, M. Yvon Benard, soixante-quatre ans, secrétaire général depuis quinze ans de la MACIF. Pourquoi cette société mutualiste a-t-elle, après avoir porté M. Mestries au pinacle, précipité sa chute ? Voilà quelque temps que tout n'allait pas pour le mieux entre M. Mestries et la MACIF. En novembre, M. Jovin, adjoint communiste au maire socialiste de Romans (Drôme) et président de la MACIF, préconisait dans une lettre de mise en garde à M. Mestries, de « structurer juridiquement les activités de la société pour rattraper les inerties, déjouer les spéculations et éviter le démantèlement », en affirmant d'autre part, que « la pérennité des activités de Manufrance résidait dans la filialisation ».

C'est ce que M. Jovin a encore

répété lundi 12 mai. Tandis que les autres administrateurs remettaient en cause non pas la V.P.C. ni la fabrication, mais la vente au détail, c'est-à-dire les magasins dont beaucoup « coulent plus vite qu'un navire », d'où l'éventualité qui a été envisagée d'en fermer certains et d'en transformer d'autres en simples points de vente. Ce projet sensible à l'égard de Manufrance, la politique du conseil d'administration et demanderait la modification des structures de direction par la transformation de la société nouvelle Manufrance en une société à direction avec un conseil de surveillance comprenant, entre autres, des représentants des cadres et du personnel.

Cette séance agitée avait été précédée d'une assemblée extraordinaire des actionnaires ayant porté le capital social actuel de 1 million de francs à 30 millions de francs pour donner au conseil d'administration les moyens d'acquiescer à de nouveaux investissements. L'un d'eux, M. Braun, directeur du Crédit mutuel, fit d'ailleurs annoncer aux administrateurs lundi son désengagement complet de la société.

M. Mestries, homme secret, a été victime de son goût du risque. Victime de son goût du risque, le conseil d'administration, se transformant alors en un holding avec des filiales, dont l'une, le Chasseur français, serait fort convoitée.

PAUL CHAPPEL

En raison du « pont » de l'Ascension, les tableaux concernant le marché interbancaire des devises ne nous ont pas été communiqués.

E.P.E.C. FORMATION
« le nouveau plan comptable »
Les 9, 10 et 11 Juin 1980
Rencontres et inscriptions :
Téléph. 246-59-14 et 246-59-15.

LA SANOFI POURRAIT PRENDRE LE CONTRÔLE DE L'INSTITUT PASTEUR PRODUCTION

Le conseil d'administration de la Fondation Pasteur vient de donner son accord de principe pour que la SANOFI (filiale du groupe S.A.R.L. Aquitaine) prenne la participation dans le capital de la filiale industrielle, l'Institut Pasteur Production (I.P.P.), de 34,9 % à 51 % (à la fin de 1980).

La signature de l'accord définitif, qui pourrait intervenir vers la fin du mois de juin, ne pourra toutefois avoir lieu avant que les diverses instances sociales de la Fondation Pasteur et de l'I.P.P. se soient prononcées favorablement sur cette prise de contrôle.

Après l'échec du rapprochement projeté entre l'Institut Pasteur (groupe pharmaceutique) et l'I.P.P. (le Monde a du 2 avril), il apparaît que la SANOFI, prétendant de la première heure à ce mariage, ait remporté la partie. Cette prise de participation majoritaire, qui se fait par souscription à une augmentation de capital de l'I.P.P., est pour elle de toute première importance, puisqu'elle lui permettra d'accéder directement à la recherche de l'I.P.P. et ainsi d'affirmer sa vocation naissante dans la biopharmacie, avec pour effets les synergies actives et l'interférence. L'entente entre la SANOFI et l'I.P.P., qui, de son côté, bénéficiera du soutien financier de son principal actionnaire, pourrait être étendue à d'autres partenaires. L'ensemble constitué par la SANOFI et l'I.P.P. réalisera en 1980 un chiffre d'affaires très supérieur à 3 milliards de francs, qui le confirmera à la seconde place dans l'industrie pharmaceutique française. — A. D.

Le groupe chimique allemand B.A.S.F. fonde de grands espoirs sur la découverte d'un gisement de gaz au Qatar

De notre envoyé spécial

Ludwigshafen. — Le gisement de gaz découvert en 1975 au large du Qatar par un consortium, dont la société allemande Winterhall, filiale à 100 % du groupe chimique allemand B.A.S.F., est le chef de file, serait un des plus importants du monde. Il pourrait, dès 1985, fournir au groupe de Ludwigshafen, numéro un mondial de la chimie, une part très appréciable de ses approvisionnements en matières premières, a annoncé le professeur Matthias Seefelder, président du directoire. Selon nos dernières estimations, a-t-il déclaré, la partie du gisement (un quart environ) qui se trouve dans les limites de la concession détenue par le consortium (1) représenterait près de 1 000 milliards de mètres cubes de gaz, ce qui le situerait entre le gisement d'Ekofisk et les réserves de Groningue (Pays-Bas).

Le gisement de gaz découvert en 1975 au large du Qatar par un consortium, dont la société allemande Winterhall, filiale à 100 % du groupe chimique allemand B.A.S.F., est le chef de file, serait un des plus importants du monde. Il pourrait, dès 1985, fournir au groupe de Ludwigshafen, numéro un mondial de la chimie, une part très appréciable de ses approvisionnements en matières premières, a annoncé le professeur Matthias Seefelder, président du directoire. Selon nos dernières estimations, a-t-il déclaré, la partie du gisement (un quart environ) qui se trouve dans les limites de la concession détenue par le consortium (1) représenterait près de 1 000 milliards de mètres cubes de gaz, ce qui le situerait entre le gisement d'Ekofisk et les réserves de Groningue (Pays-Bas).

(1) Winterhall, 32,5 % ; Koch-Institut, 35 % ; Elf, 13 % ; Schachtbau, 10,5 % ; Gulf Stream Resources, 10 %.

Le président du Syndicat des ouvriers de l'automobile entre au conseil d'administration de Chrysler

Une surprise peut en cacher une autre dans le monde de l'économie américaine. Après l'acceptation par la commission gouvernementale d'accorder une garantie de prêts de 1,5 milliard de dollars à Chrysler (le Monde a du 13-14 mai), mardi 13 mai, M. Douglas Fraser, président du Syndicat de l'Automobile, est entré au conseil d'administration de la firme automobile, sur la suggestion de M. Lee Iacocca, président de Chrysler.

De notre correspondante

New-York. — Le mardi 13 mai 1980 restera marqué d'une pierre blanche pour le mouvement ouvrier américain : ce jour-là, M. Fraser, président du Syndicat de l'Automobile, est entré au conseil d'administration de Chrysler.

Cette décision est liée à la situation précaire de l'entreprise. Mais elle est aussi l'expression d'un mouvement qui s'est développé vers la fin des années 60 pour rapprocher les chefs d'entreprise d'une « base » très travaillée par les mouvements pour les droits civiques.

Solide Bessons né il y a soixante-trois ans à Glasgow, M. Fraser était, à dix-huit ans, polisseur à l'usine De Soto de Detroit. Militant socialiste et syndicaliste, il a été fait partie de l'état-major de Walter Reuther, l'un des fondateurs de l'A.F.L.-C.I.O. Il n'est plus socialiste, dit-il, mais il croit de plus en plus fermement que les intérêts des ouvriers doivent être représentés au sein de la direction des entreprises. Il a annoncé qu'il entendait participer pleinement aux activités du conseil d'administration de Chrysler, « sauf pour ce qui concerne les questions de conventions collectives ». Mais il

s'intéressera particulièrement aux conditions de travail, aux innovations techniques, aux investissements et à la politique de transfert et de fermetures d'usines.

Ces déclarations ont provoqué des mouvements divers, dans le patronat et dans les syndicats. Le premier s'indigne qu'un représentant des syndicats se dispose ainsi à « coiffer deux casquettes ». Les seconds se demandent s'il ne s'agit pas d'un cadeau empoisonné destiné, en cette période de récession, à faire avaler d'amères pilules au mouvement ouvrier.

M. Lane Kirkland, président de l'A.F.L.-C.I.O., n'a pas caché sa méfiance pour cette promotion, à ses yeux ambiguë, d'un leader syndical respecté.

Nombre de responsables de l'économie font cependant valoir les exemples des pays européens — en particulier celui de l'Allemagne fédérale — où des systèmes de « participation » plus ou moins avancés fonctionnent depuis de nombreuses années.

Malgré les réticences officielles, trois autres organisations syndicales vont suivre avec un intérêt particulier l'expérience Fraser : le Syndicat de la métallurgie, celui des télécommunications et celui du commerce, qui entretiennent d'ailleurs des liens étroits avec celui de l'automobile. Mais la General Motors comme chez Ford ou paraît résolu à ne pas manger de ce gâteau.

NICOLE BERNHEIM

1 MILLIARD DE DOLLARS INVESTIS AU CANADA

(De notre correspondant)

Montréal. — En échange de l'aide financière accordée (garantie gouvernementale sur un prêt de 200 millions de dollars canadiens, soit 680 millions de francs et subvention de 10 millions de dollars accordée par le gouvernement de l'Ontario), Chrysler investira 1 milliard de dollars canadiens (3,4 milliards de francs) au Canada entre 1980 et 1985, avec notamment la construction d'une usine de camionnettes à Windsor, ainsi que celle d'une centre de recherches. Le constructeur canadien s'engage en outre à maintenir au Canada 9 % de sa main-d'œuvre totale en 1980 et 1981, cette proportion devant être portée à 11 % au cours des cinq années suivantes.

Le gouvernement canadien a retardé à plusieurs reprises ce projet d'aide financière en faveur de Chrysler en raison d'un désaccord sur le nombre d'emplois que le constructeur automobile était disposé à garantir. Ottawa aurait souhaité que Chrysler s'engageait à créer au moins cinq mille emplois (sur quatorze mille cinq cents) licenciés au cours des dernières années, ce qui ne sera sans doute pas possible.

BERTRAND DE LA GRANGE

LE LEASING-EXPORT DE COGESAT — UN OUTIL DE VENTE QUI SUPPRIME VOS RISQUES. VOS VENTES A L'EXPORTATION DEVIENNENT DES VENTES AU COMPTANT.

LIBRE DES CHANGES

	1979	1980
Allemagne	1,36	1,36
Autriche	13,76	13,76
Belgique	36,36	36,36
Canada	67,24	67,24
Danemark	136,48	136,48
France	100,00	100,00
Grande-Bretagne	163,60	163,60
Irlande	7,88	7,88
Italie	203,64	203,64
Japon	360,71	360,71
Portugal	200,48	200,48
Espagne	166,36	166,36
Suède	136,48	136,48
Suisse	200,48	200,48
Union soviétique	16,64	16,64
USA	67,24	67,24
Yugoslavie	136,48	136,48

Ni vous ni vos clients à l'étranger, ne souhaitez prendre de risques: de longs délais de paiement sont un danger. Qui supportera les risques de change? L'appréciation de la solvabilité, elle aussi, est un problème. Il y a bien sûr, la possibilité de paiement contre documents, mais elle peut vous conduire à faire des concessions trop lourdes. Que faire? Offrez le leasing-export de COGESAT. Avec pour partenaire le Groupe Européen DAL International, supprimez tous ces obstacles. Vous livrez,

COGESAT paie; vous n'encourez aucun risque de change; vous n'avez plus de créances sur l'étranger. Vous êtes libérés du risque crédit et de la recherche d'un financement. La décision d'investissement de votre client est facilitée et ses capitaux restent disponibles. Avec le leasing-export de COGESAT, vous augmentez vos exportations en toute sécurité et améliorez vos chances à l'étranger.

COGESAT

Le leasing-export de COGESAT, le choix d'un système plus efficace.

COGESAT S.A. Compagnie de Gestion et de Services Administratifs et Techniques
29, rue de Monceau 75009 Paris Tél.: 748.53.12 Téléx: 641.756

Le Monde

régions

Provence-Alpes-Côte d'Azur

A PROPOS DE...

UN RAPPORT DE L'OREAM

La Méditerranée n'en peut plus

Situation actuelle, évolution récente et problèmes majeurs pour les dix prochaines années du littoral de la Côte d'Azur, tel est le titre d'un rapport qui vient d'être établi par l'OREAM de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

CETTE étude fait ressortir les handicaps que la région devra surmonter pour assurer son avenir à moyen terme.

Parmi ceux-ci la pollution et les encombrements dus à l'afflux touristique occupent les premières places. Les économistes de l'OREAM deviendraient-ils écologistes ? En tout cas leur rapport semble donner raison aux militants des associations qui, depuis des années, soulignent que l'urbanisation, la spéculation foncière, les grands travaux, le laxisme des municipalités à l'égard de leurs effluents mettent la côte en grave péril.

Il faut rappeler en effet que 2,2 millions d'habitants sont déjà entassés le long du littoral auxquels viennent se joindre en été plus d'un million d'estivants. Dans les Alpes-Maritimes, la densité des résidents à l'année atteint 1 800 personnes au kilomètre carré. Sur les plages, chaque baigneur ne dispose plus que de 23 centimètres de sable pour poser sa serviette.

Il faut savoir aussi que 80 % des eaux d'égout se

jetent à la mer sans aucun traitement : que Marseille, Toulon et Nice n'ont encore aucune station d'épuration ; qu'en été, si l'on appliquait strictement les normes de salubrité, il faudrait fermer une dizaine de baignades dont précisément celles de Marseille, Toulon et Nice. Or au rythme actuel des dépenses il faudrait au moins trente ans pour équiper la Côte d'Azur de stations d'épuration.

Dans la région de Fos et de l'étang de Berre un effort considérable — 400 millions de francs en six ans — a eu raison des plus grosses pollutions industrielles. Mais le Rhône charrie de l'intérieur et répand au large un « cocktail » de produits très inquiétants. Demain, après avoir retourné un chapelet d'installations nucléaires, il déposera dans les sédiments et même dans les champs qu'il irrigue, avec ses eaux, en Languedoc, des métaux lourds et des substances radioactives. A cela il faut ajouter les pesticides et les engrais de l'agriculture ainsi que les poubelles de 40 000 bateaux de plaisance.

Bouchons, bouchons...

La Méditerranée n'en peut plus et les économistes commencent, enfin, à s'en préoccuper. Car, à y bien regarder, quel est l'avenir du littoral ? L'activité portuaire ? Certes, elle se porte bien mais elle repose essentiellement sur les importations de pétrole. Elle ne pourra pas ne pas subir les foudres de ce carburant devenu enjeu politique. La sidérurgie de Fos ? Personne ne croit plus sérieusement qu'elle puisse tenir ses promesses. La construction navale ? Quatre mille pertes d'emploi l'an dernier. Le raffinage et la pétrochimie ? On n'envisage guère leur extension. La pêche et la culture des moules ? La pollution les condamne lentement à mort. Le tourisme ? Il est florissant mais, en cas de crise grave, qu'en restera-t-il ? Et, d'ailleurs, l'encombrement et la saleté ne décourageront-ils pas un jour les amoureux de la « grande bleue » ? Le rapport de l'OREAM insiste sur les difficultés inextricables de la circulation estivale et préconise des « formules nouvelles pour transporter les flux touristiques ». Faudra-t-il ressusciter le petit train du Var, trop tôt condamné, et ouvrir des lignes de tramway dans les Alpes-Maritimes ?

En vérité, les activités d'avenir que les experts de l'OREAM attribuent au littoral sont le développement de technologies nouvelles (spécialement celles qui sont tournées vers le tiers-monde), l'énergie solaire et l'aquaculture. Or l'état du rivage et des eaux est tel que les capacités aquacoles de la Côte d'Azur sont déjà compromises. On retrouve, une fois de plus, le paramètre de la pollution. Mais aussi les cent vingt ports de plaisance dont les usagers sont devenus de féroces défenseurs de la liberté des mers. Accepteront-ils qu'on restreigne leur espace de loisir au profit de fermes marines ?

L'espace terrestre de la côte est déjà saturé. Malgré les plans d'occupation des sols (POS), les résidences secondaires continuent à fleurir. C'est, à présent, l'espace marin qu'on va se disputer. Il faut le nettoyer, le défendre et organiser son utilisation avant qu'il ne soit trop tard. C'est l'une des conclusions majeures des experts de l'OREAM. Le bon sens finira-t-il par triompher ?

MARC AMBROISE-RENDU.

(*) Organisation régionale pour les études de développement et d'aménagement. 37, boulevard Périer, Marseille (6^e), B.P. 244, 13285 Marseille cedex 2.

UNE EXPÉRIENCE DE LA VILLE DE MARSEILLE LE LONG DES PLAGES DU PRADO

H.L.M. et immeubles de luxe dans le même quartier nouveau

La ville de Marseille tente un pari avec la zone d'aménagement concertée (ZAC) du Prado. En bordure des nouvelles plages gagnées sur la mer, sur la rade sud de Marseille, elle se propose de conduire une opération exemplaire en

édifiant dans le même ensemble trois cent vingt-six logements de luxe, en accession à la propriété, et autant de logements dits « sociaux ». Les premiers bâtiments sortent de terre.

Est-il possible de créer de toutes pièces un quartier nouveau, un vrai quartier, dans lequel vivent des populations de niveau social divers et où coexistent des habitations de genres différents ?

MARSEILLE a depuis toujours disposé sur sa rade sud, de la corniche Kennedy au massif des Calanques, d'un site comparable par sa situation à ce qu'a été Cap-Cabana pour Rio ou la Croisette pour Cannes. Pour des raisons mal expliquées ce site est resté pratiquement inexploité. Il y a cinq ans encore, la plage du Prado n'était qu'une bande de sable étroite et souillée, bordée de constructions hétéroclites, vétustes et délabrées. Au beau milieu de la plage se jetait un fleuve-égout : l'Huveaune.

Un site exceptionnel

Depuis plus de quinze ans, la municipalité cherchait la meilleure façon d'utiliser ce site exceptionnel. Un organisme composé d'élus et de fonctionnaires, le comité de cadre de vie sud, l'agence d'urbanisme et divers architectes y ont longuement réfléchi.

Le remodelage du front de mer a commencé voici cinq ans avec la « conquête sur la mer » de 15 hectares de terrain où ont été édifiées les premières « nouvelles plages », tandis que l'Huveaune était définitivement détournée du Prado. Elle se jette désormais dans un émissaire, et ses eaux devraient être, un jour, épurées dans la station que l'on doit construire à proximité sous le massif des Calanques.

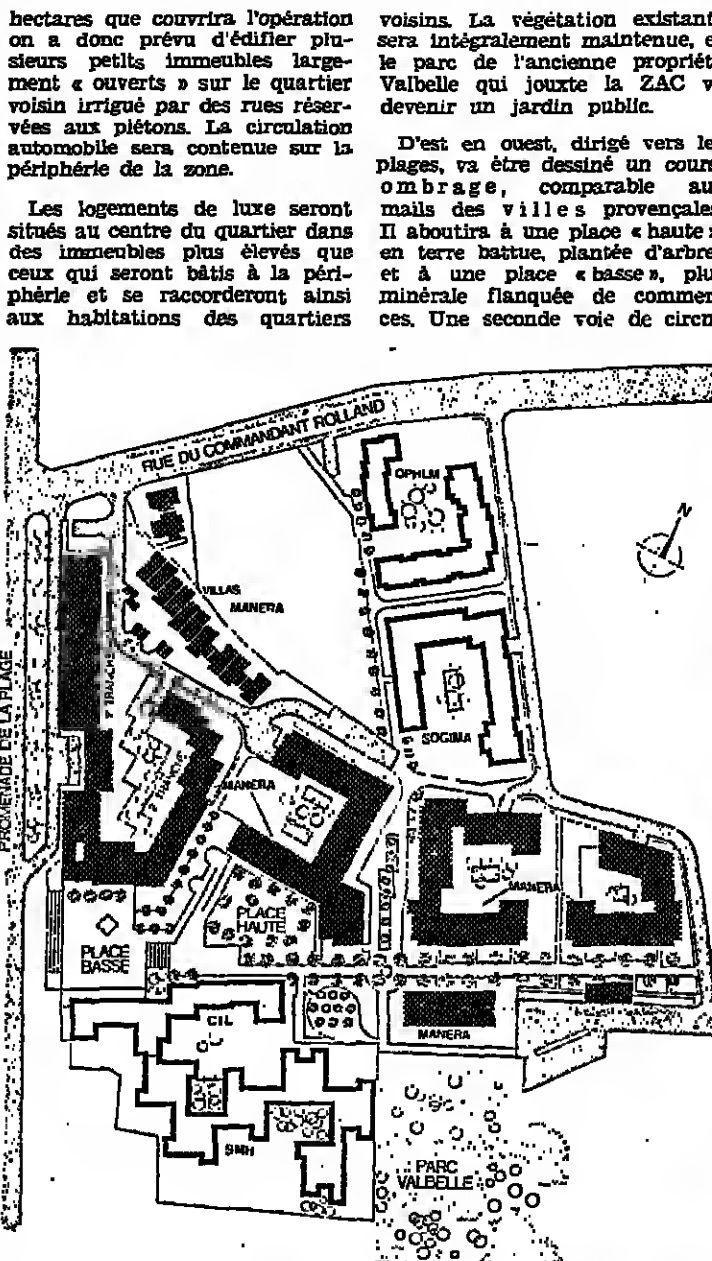
C'est en arrière de ces nouvelles plages que la ville de Marseille a prévu de réaliser l'opération dite de la « ZAC du Prado ».

Changer de cap

Le site est très bien placé : en bordure de mer au débouché du quartier éminent du Prado, à proximité de la ZAC de Bonneveine qui doit devenir le « centre-ville des quartiers sud », au centre de la zone de loisirs qui doit être aménagée sur l'ensemble de la rade sud. Dans un tel cadre on n'édifie généralement pas des H.L.M. Et d'ailleurs, au départ, l'opération devait être entièrement confiée à des promoteurs privés. M. Gaston Defferre, maire socialiste de Marseille, déclara par la suite de changer complètement de cap. Il demanda que sur ce site on renonce à édifier un ensemble immobilier de prestige, mais qu'on étudie la création d'un quartier nouveau ouvert à tous comme peut l'être un quartier traditionnel. La convention passée en 1973 avec la société Manera fut donc revue, et on commença à étudier un nouveau projet.

Un pari sur l'avenir

La ville sait bien que, en décidant de faire cohabiter les logements de luxe et les logements sociaux, elle fait un pari sur l'avenir. Elle veut prouver que ceux-ci ne nuiront pas à ceux-là et compte pour ce faire sur le parti architectural qu'elle a recherché. Plusieurs architectes ont travaillé sur le projet en relation avec l'agence d'urbanisme. L'un d'eux, M. François Guy, explique : « Nous avons cherché à réaliser un ensemble cohérent qui ne veut pas dire uniforme. Nous avons voulu édifier un quartier avec ses rues, ses places, pas un grand ensemble. » Sur les six



hectares que couvra l'opération on a donc prévu d'édifier plusieurs petits immeubles largement « ouverts » sur le quartier voisin irrigué par des rues réservées aux piétons. La circulation automobile sera contenue sur la périphérie de la zone.

Les logements de luxe seront situés au centre du quartier dans des immeubles plus élevés que ceux qui seront bâtis à la périphérie et se raccorderont ainsi aux habitations des quartiers

voisins. La végétation existante sera intégrée à l'opération, et le parc de l'ancienne propriété Valbelle qui jouxte la ZAC va devenir un jardin public.

D'est en occident, dirigé vers les plages, va être dessiné un cours ombragé, comparable aux mailles des villes provençales. Il aboutira à une place « haute », en terre battue, plantée d'arbres et à une place « basse », plus minérale flanquée de commerces. Une seconde voie de circulation transversale, sinuante, permettra d'accéder aux divers groupes d'immeubles. « Nous avons multiplié les « décrochés », les loggias, les arcades, les balcons, de façon à donner à l'ensemble toute l'impression d'enfilades de façades », précise encore M. François Guy.

Afin de favoriser l'intégration architecturale du quartier nouveau, tous les immeubles seront couverts de toiles de manière à ce que, depuis les hauteurs voisines, il n'y ait pas de hiatus pour l'œil. Chaque groupe d'immeubles (il y en aura dix) aura sa particularité architecturale, mais la cohérence de l'ensemble sera recherchée au niveau des paysages de la coloration des édifices.

Si l'on en croit les architectes responsables des H.L.M. qui seront construits dans la ZAC ces bâtiments-là « auront l'air de tout sauf de H.L.M. ». De petits immeubles imbriqués les uns dans les autres abriteront les soixante-quatre logements de l'Office public d'H.L.M. de Marseille, les soixante-trois de la Sogema, les soixante-quinze du CIL, ceux de la J.M.H.

Quant aux prix, bien qu'il faille en parler avec prudence, ils devraient se situer autour de 8 000 à 9 000 F le mètre carré pour les immeubles qui seront vendus, de 1 000 F de loyer mensuel pour les trois-pièces occupés en location.

La ville veut faire de ce quartier une opération exemplaire dont elle pourrait s'inspirer pour renouveler d'autres secteurs de Marseille. Elle tente un pari difficile. Un quartier, c'est, habituellement, le résultat d'une lente évolution architecturale et humaine. Ici, il devrait surgir du néant en quelques années. On suivra avec intérêt l'expérience.

JEAN CONTRUCCI.

PARIS LONDRES 157F
(138 F pour les jeunes, les étudiants et le 3^e âge)
Un prix super économique. Paris-Calais en car, Calais-Ramsgate sur coussin d'air, Ramsgate-Londres en car. Jusqu'à 5 départs par jour.
HOVERLLOYD 278.75.05
24 rue de Saint-Quentin - 75010 Paris.

ARLEQUIN CE SOIR TIRAGE
loterie nationale

SALON PERMANENT DU SIEGE
MAJ
67 rue de la République
Paris 11^e - 002-23-02
Cadeau à tout acheteur

LUNETTES S.O.S.
170F*
MONTURES OPTIQUES
VERRES CORRECTEURS
ETUI
N'attendez pas d'avoir cassé, perdu ou simplement oublié vos lunettes.
Leroy vous propose, pour 170 F, une paire de lunettes de secours, d'après vos verres actuels ou l'ordonnance de votre médecin (simple foyer jusqu'à 6 D). Ces lunettes de secours, vous les aurez sous la main, dans votre sac, votre boîte à gants ou le tiroir de votre bureau.
LEROY OPTICIEN
du lundi au samedi inclus
104, Champs-Élysées - 147, Rue de Rennes - 87, Bd St-Michel
11, Bd du Palais - 18, Bd Haussmann - 127, Fg-St-Antoine
158, Rue de Lyon - 5, Place des Terres - 30, Bd Barbès
*et aussi un service d'acoustique médicale

شارع فهد السالم
"Avenue Fahd el Salem"
L'art de vivre français a une nouvelle adresse à Koweït. A quinze minutes de l'aéroport international, le Meridien Koweït, un hôtel 5 étoiles, offre 336 chambres et 36 appartements au plein cœur de la ville, avec piscine, sauna, restaurants français, night-club et une galerie de boutiques. Réservations et informations : votre agence de voyages, votre agence Air France, à Paris : 75715.70, à Koweït : 421.427, télex 2789 KT.

Ouverture de notre nouvel hôtel à Koweït.
MERIDIEN
LES HOTELS D'AIR FRANCE

Le Monde
ENVIRONNEMENT
Après l'arrêt de
Les paysans du L
trois nouvelles be
Ne pas jouer les fai
L'usine polluante
RUE ET-CHER EST ROUVRE
Sous condition
L'usine polluante
RUE ET-CHER EST ROUVRE
Sous condition
L'usine polluante
RUE ET-CHER EST ROUVRE
Sous condition

ENVIRONNEMENT

Après l'arrêt de la Cour de cassation

Les paysans du Larzac vont construire trois nouvelles bergeries sur le plateau

L'annulation des expropriations du Larzac par la Cour de cassation est, pour nous paysans, une incontestable victoire. Mais nous ne nous en gargarisons pas. La lutte continue sur le terrain. Elle sera longue.

Ainsi Pierre Burguière, l'un des cent agriculteurs menacés par l'extension du camp, résumait-il, mardi 13 mai à Paris, la situation sur le plateau après la décision des juges de la Cour de cassation (« le Monde » du 9 mai).

Fidèles à la tactique qu'ils emploient depuis neuf ans, les paysans du Larzac ne laissent passer aucune occasion de faire connaître leur position et d'affirmer leur détermination. Au cours de la conférence de presse, leurs avocats, M. Philippe Waquet, de Paris, et M. François Roux, de Montpellier, ont d'abord examiné les conséquences de l'annulation des expropriations.

La Cour de cassation s'est fondée sur deux points de forme, a commenté M. Waquet. Des propriétaires situés sur deux communes n'ont pas été informés de

l'enquête parcellaire. Le sous-préfet de Millau n'a pas donné son avis sur les expropriations. Celles-ci sont nulles et les agriculteurs redonnent donc propriétaires de leurs terres. Le nouveau juge des expropriations — celui de la Haute-Garonne — devra rouvrir l'enquête sur au moins deux communes. Selon nous, c'est la totalité de la procédure sur l'ensemble des communes qu'il faut reprendre. Cela demandera au moins six mois.

M. Gérard Deruy, conseiller général (P.S.) de Millau, a rappelé ensuite la position des élus aveyronnais : « Depuis le début, le conseil général unanime est opposé à l'extension du camp. Il ne se dédit pas. Mais il est réaliste. Il a demandé à des experts indépendants une étude destinée à déterminer dans quelles conditions précises l'extension pourrait fonctionner. De toutes façons, les paysans restent seuls responsables de leur lutte. »

Les représentants de ceux-ci n'en démordent pas. « Quatre-vingt-trois exploitations fonctionnent sur la zone d'extension du camp, a dit Pierre Burguière. Notre seul objectif est de les sauver toutes. L'armée prétend

qu'en restituant à la culture quelques centaines d'hectares on pourrait maintenir soixante-huit fermes. Nous voulons bien davantage. »

Dans la négociation engagée depuis plus d'un an avec le ministère de la Défense, les paysans entendent se présenter en position de force. Aussi continuent-ils à « s'enraciner » sur le terrain par tous les moyens. Le jugement de la Cour de cassation les y encourage. Comme les exploitants ne peuvent plus obtenir de crédits pour développer leurs fermes, une sorte de banque, parallèle à celle de l'État, a été créée sous le nom de « Solidarité mutuelle Larzac ». Elle financera l'achat de tracteurs et de concasseuses, le défrichement de 60 hectares, la construction de trois nouvelles bergeries et d'une maison d'habitation.

De son côté, l'Association pour la promotion de l'agriculture sur le Larzac (A.P.A.L.), dont les membres remplissent les cahiers en versant 3 % de leurs impôts, ouvre des chantiers sur le plateau. Cet été encore, des centaines de volontaires vont installer un réseau privé de téléphone entre les fermes, prolonger l'adduction d'eau, creuser des citernes et construire un centre culturel sur le trajet de la future voie ferrée militaire.

Une dizaine de fermes sont jumelées avec des municipalités, comme celle de Montpellier, qui les aide à réaliser certains travaux de modernisation. D'autres volontaires vont entreprendre la restauration du hameau de La Blaquière, situé tout près du réceptacle des tirs, mais qui devrait être classé comme chef-d'œuvre d'architecture rurale.

Le 19 mai, les paysans demandent au Parlement européen de Strasbourg la création d'une commission d'enquête sur la « nécessité de l'extension du camp militaire ». Le 24 mai, ils participent aux manifestations prévues à Plogoff (Finistère), où ils aident les éleveurs bretons à agrandir la bergerie installée sur le site de la future centrale nucléaire.

Le congrès de la Fédération française de protection de la nature

Ne pas jouer les faire-valoir

De notre correspondant

Caen. — La frontière entre la concertation et la caution pure et simple de la politique gouvernementale est-elle si ténue ? « Nous n'avons pas l'impression d'être réconciliés en discutant avec les administrations. » Cette remarque de Mme Josette Bénard, présidente du comité régional pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature de Basse-Normandie, à l'adresse de M. Michel d'Ornano, ministre de l'Environnement et du cadre de vie, est significative d'une volonté de ne pas jouer les faire-valoir.

M. d'Ornano participait, le week-end dernier, à Caen, au congrès de la Fédération française des sociétés de protection de la nature, sur le thème de l'énergie. Le texte de synthèse dénonce « les facteurs fondamentaux d'une croissance anarchique de la consommation d'énergie » (logique économique à courte vue, diffusion de modèles de développement et de consommation conduisant à des impasses, démographie non stabilisée).

« Je vous suis acquiescent. (...) Je vous demande d'appuyer mon action chaque fois que vous le pouvez. (...) Mais, sur les points importants, il n'y a pas de divergences entre nous. » M. d'Ornano a cherché à apaiser les inquiétudes des associations, inquiétudes dont M. Jean-Claude Lefebvre, président de la Fédération, s'est fait l'interprète sans complaisance, tout en soulignant les aspects positifs de l'action du ministère. Dans de trop nombreux cas, a-t-il admis, le ministre, les associations connaissent des difficultés pour obtenir des documents auprès des administrations : « Nous n'avons à lutter contre des siècles de méfiance réciproque. »

Les associations se sont interrogées sur l'efficacité même de leur démarche. Ainsi, à propos des expropriations en cours sur la Loire, le président de la F.F.S.P.N. a souligné « la distorsion entre le discours et la réalité ». Dès 1974, la Fédération a été associée à l'élaboration d'un dossier : « L'information la plus objective » sur la nucléaire. Le document n'a jamais été publié : « Les choses ont été faites sans début. »

L'attribution du prix Gentiane à la commune de Plogoff (pour sa résistance aux « études d'impact bidon », à la rétention de l'information, au mépris des élus) et du prix Charbon à M. Benetesc, préfet de la Manche, indique

que les propos du ministre n'ont pas totalement évacué les étonnements » de la Fédération.

DANIEL MORNET.

TOURISME

M. EDOUARD LACROIX REM-PLACE M. ALAIN SERIEXY

Le conseil des ministres de ce 14 mai a nommé un nouveau directeur du tourisme en remplacement de M. Alain Serieux.

Il s'agit de M. Edouard Lacroix, sous-préfet hors classe.

Le conflit qui oppose M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs, et son directeur du tourisme a suscité la publication des documents mettant en cause l'utilisation des fonds de ce ministère (le Monde du 8 mai).

De son côté, M. Philippe Séguin, député R.P.R. des Vosges, a déposé une proposition de loi tendant à interdire aux associations de la loi de 1901 dont les ressources proviennent pour plus de la moitié de subventions ou de participations publiques de verser des rémunérations ou indemnités à des fonctionnaires ou agents de l'Etat.

Enfin, dans son numéro du 14 mai, le *Conard enchaîné* publie la photocopie d'un document émanant de M. Jacques Chénouard, directeur de l'administration du ministère de la Jeunesse, des sports et des loisirs, suggérant l'utilisation illégale d'une somme budgétaire de 200 000 F. M. Chénouard demande à M. Alain Serieux, directeur du tourisme, de transférer cette somme dans un chapitre spécial, « en vue de financer les travaux d'aménagement de l'hôtel de Cervant », siège du ministère. « Afin d'éviter un refus que le ministère du budget ne manquerait pas d'opposer », l'auteur de la note propose de « trouver un habillage adéquat permettant de justifier l'opération (achat de mobilier, augmentation non prévue de certaines charges...) ».

[Né en 1928, M. Edouard Lacroix, sous-préfet hors classe, est secrétaire général des Alpes-Maritimes depuis octobre 1977. Licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public, d'économie politique et de sciences politiques, M. Lacroix avait été chargé par M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, de coordonner et d'animer, en juillet 1977, l'action gouvernementale en faveur des départements du Sud-Ouest alors touchés par de graves inondations.]

URBANISME

DANS LE NEUVIÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS

M. Jacques Chirac a inauguré le nouvel hôtel Drouot

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a inauguré, le 13 mai dans la soirée, le « nouveau Drouot », l'hôtel des commissaires-priseurs parisiens qui, après quatre années d'exil sur la rive gauche, au palais d'Orsay, revient dans le neuvième arrondissement (1).

M. Chirac a souligné dans son allocution que la décision de reconstruire Drouot sur les lieux mêmes de l'ancien hôtel des ventes « était un acte de confiance dans la vocation du quartier et dans la continuité de l'histoire de la profession ». Cette décision et ses conséquences ont entraîné un quartier voisin un dynamisme nouveau », a précisé le maire. L'ensemble du programme comporte, outre l'hôtel des ventes, un commissariat de police, un foyer de personnes âgées, un tribunal de grande instance et des bureaux.

Ampré, président de la compagnie des commissaires-priseurs de Paris, avait notamment insisté sur « les aspects positifs » et les avantages de l'unité du lieu de vente, qui n'a pas d'équivalent dans le monde.

Quatre commissaires-priseurs associés de Paris, MM. Rémi et Antoine Ader, Jean Picard et Jacques Tajan, viennent d'engager nos instances en référé pour demander au tribunal civil de nommer un expert-comptable.

pour chiffrer notamment « la valeur locative équitable » d'occupation des salles du nouvel hôtel Drouot.

Devant Mme Simone Rozès, président du tribunal, M. Boccard est venu exposer le 12 mai pour les demandeurs que la Compagnie des commissaires-priseurs de Paris a institué un tarif discriminatoire — injustifié selon lui — entre les diverses études. M. Gaullier, au nom de la compagnie, a rétorqué que la désignation d'un expert-comptable est inconcevable en pareille matière car elle traiterait à l'encontre des pouvoirs que ladite compagnie tient de la loi. Il a précisé qu'il avait été jugé opportun d'établir un tarif dégressif pour permettre aux petites études de subsister.

Mme Rozès a demandé aux parties de réfléchir durant une huitaine de jours sur l'éventualité de faire arbitrer le conflit par une commission choisie au sein même de l'ensemble des commissaires-priseurs de la capitale. Les avocats reviendront lui donner une réponse au bout de ce délai.

(1) Le Monde a publié dans son numéro daté du 13 mai une page complète sur l'aménagement du nouvel hôtel Drouot et l'équipement du quartier voisin. Sur la réorganisation du marché de l'art et de la profession de commissaire, nous avons publié un article de François Gersaint (le Monde du 28 mars) et les points de vue de M. Michel Rostaing (le Monde du 14 mai) et de M. Jean Fautier (le Monde du 10 mai).

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les élus de Roubaix et de Tourcoing : Lille n'est pas la seule métropole du Nord

De notre correspondant

Lille. — « Le persan nord-est de la métropole nord : six villes, une énergie. » Les maires de six communes conduits par M. Pierre

Prouvost, maire (P.S.) de Roubaix, ont voulu expliciter à Paris ce slogan maintenant familier dans l'agglomération de Roubaix-Tourcoing. Au cours d'une conférence de presse tenue à la Mairie du Nord-Pas-de-Calais, le 7 mai, boulevard Hausmann, à Paris, on a en quelque sorte fait le procès d'une conception de l'aménagement du territoire fondée, d'une part, sur une répartition des métropoles d'équilibre, et d'autre part, sur la création de la communauté urbaine. Mais les élus du Nord-Est estiment que la conception des « aménagements » leur a été défavorable, alors que Lille renforcera sa position de capitale régionale.

C'est ainsi qu'à la faveur des élections municipales de 1977, qui virent le ministre de l'Intérieur dans les six plus grandes communes de ce secteur (Roubaix, Croix, Hem, Wasquehal, Wattrelos, et surtout Tourcoing repris à la majorité), fut créée une association qui réunissait les maires, tous socialistes, désireux de promouvoir une nouvelle politique d'aménagement du territoire. Sa nécessité est d'autant plus évidente que les problèmes de l'emploi sont graves et qu'on trouve au cœur des villes des usines textiles abandonnées : les friches industrielles, selon une formule maintenant consacrée.

Les villes ont créé avec la chambre de commerce une société d'économie mixte chargée d'acquiescer les bâtiments industriels inutilisés pour les remettre en état et les revendre.

Un groupe de travail a étudié à la DATAR, sujet, mais M. Michel d'Ornano, ministre de l'Environnement, n'a pas encore fait connaître sa décision (la région Nord-Pas-de-Calais, quant à elle, a déjà inscrit sur son budget, 1,6 million de francs pour ces opérations).

M. Prouvost affirme : « Les six villes ont pris conscience qu'elles participaient à un même destin. Nos villes ont une énergie qui ne demande qu'à être mise en valeur. Nous réaffirmons notre vocation industrielle avec force et vigueur. »

GEORGES SUEUR.

TRANSPORTS

● Le cinquantenaire du premier survol de l'Atlantique sud. — Il y a cinquante ans, le 12 mai 1930, partait de Saint-Louis au Sénégal, un petit hydravion piloté par Jean Mermoz, qui allait réaliser en vingt et une heures quinze, le premier survol de l'Atlantique sud. Pour effectuer le grand bond de 3 100 kilomètres, de Saint-Louis à Natal, au Brésil, il disposait d'un Laté 28, monomoteur de 650 CV, l'avion commercial le plus rapide du monde à l'époque (200 km/h).

MARYLAND

YES!

JA!

OUI!

Dans toute l'Europe, des hommes d'affaires disent « oui » aux occasions offertes par le Maryland, États-Unis. Plus de 125 sociétés étrangères y sont déjà présentes. Nous vous offrons des avantages nombreux et importants : un réservoir bien équilibré de main-d'œuvre, une localisation stratégique près du sommet du triangle New-York-Atlanta-Chicago, le port de Baltimore, plus proche du Middle West que n'importe quel autre port de la côte est, une économie résistante à la récession grâce à nos industries diversifiées et un excellent réseau de transport comprenant trois aéroports de premier plan.

Des encouragements financiers intéressants, une formation professionnelle et d'autres avantages sont dès maintenant à votre disposition.

Pour plus de renseignements, renvoyez le coupon ou prenez contact avec Georges Buskirk, directeur pour l'Europe, Etat de Maryland, 78, rue de Fassy, BTE 6, 1050, Bruxelles, Belgique. Tél. : (02) 539-03-00. Telex 64317.

Je suis intéressé par les renseignements supplémentaires sur les occasions de prospérer pour les entreprises dans le Maryland.

Nom _____

Société _____

Adresse _____

LE LONG DES PLAGES DU GRAND NORD

le même quartier nouveau

SAISON D'ÉTÉ

LUNETTES

170F

FLORON

OUVERTURE de notre magasin à KAYEN

MERIDIEN



L'hebdomadaire roumain de politique étrangère

LUMEA

paraît également en français

L'hebdomadaire « Lumea » constitue une source directe d'information à l'intention de ceux qui désirent connaître et mieux comprendre la politique étrangère de la Roumanie, les facteurs déterminant — en principe comme en pratique — son attitude devant les événements en cours, les contributions qu'elle apporte à la réglementation des grands problèmes contemporains, au développement de la collaboration internationale et à la consolidation de la paix dans le monde.

S'adressant aux lecteurs de la langue française, « Lumea » se propose ainsi de répondre directement à l'intérêt manifesté à l'égard des orientations de la Roumanie sur la scène mondiale.

Prix d'abonnement : une année \$ 20

Pour toute information, nous vous prions de vous adresser à :

ILEXIM
ENTREPRISE DE COMMERCE EXTERIEUR
BUCAREST - ROUMANIE
3, rue de la 13-Décembre
FOB : 1-156 - 1-137
Tél. : 15-76-72
Tél. : 11226

Crédit Hôtelier Commercial et Industriel

78, rue Olivier-de-Serres - 75739 Paris-Cedex 15

Emprunt 1980

Garanti par l'Etat

taux de rendement actuariel brut **14,26%**

CLÔTURE SANS PRÉAVIS

B.A.L. du 12 Mai 1980

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

Le conseil d'administration de la Compagnie Française des Pétroles a tenu sa 101^{ème} séance le 10 mai 1980. Le conseil a examiné les comptes de l'exercice 1979 (en millions de francs) :

1) Le chiffre d'affaires consolidé est de 73 580 MF, en augmentation de 31 % sur celui de 1978 ; malgré une diminution des tonnages de pétrole brut et de produits pétroliers vendus, ramené de 82 MT en 1978 à 75 MT en 1979, en raison notamment des difficultés d'approvisionnement qui ont pesé sur les ressources du groupe, le chiffre d'affaires est en progression importante à cause des très fortes hausses des prix des pétroles bruts décidées par les pays producteurs.

2) La marge brute d'autofinancement, calculée selon la méthode FIPO (premier entre, premier sort), est de 10 324 MF ; elle traduit d'une part l'amélioration, en 1979, des résultats d'exploitation des filiales de production et des marges de raffinage et de distribution, d'autre part la revalorisation des stocks résultant de l'application de la méthode FIPO. Cet effet de stock est estimé en 1978 à 3 800 MF, alors qu'il était négatif en 1977. La marge brute d'autofinancement économique de 1979 comparable à celle de 1978, qui était de 3 328 MF, est donc de 6 524 MF. Le bénéfice net du groupe, calculé selon la méthode FIPO, est de 4 251 MF (dont

	1978	1979	hors effet de stock estimé
Chiffre d'affaires hors taxes	66 313	73 580	
Amortissements et provisions	2 877	4 133	
Bénéfice net du groupe	451	2 451	
Part des minoritaires	180	418	

CHARGEURS RÉUNIS

Comptes consolidés 1979

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 6,9 milliards de francs, en augmentation de 13,7 % (à structure comparable).

Le bénéfice consolidé (part du groupe) s'élève à 68,8 millions de francs contre 49,7 millions de francs en 1978, soit par action 23,50 F en 1979 au lieu de 22,40 F en 1978.

Malgré les difficultés persistantes de certaines lignes régulières de navires, dans l'ensemble la marche des affaires du groupe dégage pour le premier trimestre 1980 des résultats satisfaisants. Et la tendance se maintient, et compte tenu d'importantes plus-values de casernes, les résultats de l'exercice 1979 seraient supérieurs à ceux de l'exercice 1978.

Par ailleurs, l'assemblée a décidé de porter à 180 millions de francs l'augmentation de capital du conseil d'administration de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission d'un emprunt obligataire de 180 millions de francs.

Le conseil d'administration a décidé de porter à 180 millions de francs l'augmentation de capital du conseil d'administration de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission d'un emprunt obligataire de 180 millions de francs.

CEDEST CEMENTS ET ENGRAIS DE DANNE ET DE L'EST

CEDEST, filiale de la Compagnie générale d'Industrie et de Participations (C.G.I.P.), a obtenu son premier exercice consolidé après les opérations de restructuration de l'an dernier.

Les livraisons totales des cimenteries françaises se sont stabilisées en 1979 après avoir régulièrement augmenté pendant les années précédentes. Les livraisons de ciment, ciment et laitier moulu de CEDEST, ont, pour leur part, progressé de 4 % atteignant 1 800 000 tonnes, grâce notamment aux exportations. Les ventes d'engrais et amendements se sont montées à 1 200 000 tonnes, en légère progression.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 4 MF, en progression de 16 % par rapport à 1978.

Les différentes filiales de CEDEST (bâton prêt à l'emploi, engrais, engrais) ont enregistré des résultats en amélioration par rapport au précédent exercice.

Après amortissement des immobilisations pour un montant de 66 MF, en progression de 40 %, le bénéfice net s'est établi à 13 521 000 F.

Il sera proposé aux actionnaires, lors de l'assemblée générale ordinaire, un dividende net de 11 F par action CEDEST, donnant un rendement global de 18,50 F contre 9,50 F et 14,35 F au titre de l'exercice 1978 de la Société des Ciments Portland de Lorraine (C.P.L.), soit une augmentation de près de 16 %.

L'exercice 1980 s'annonce favorablement.

En vue de renforcer sa position dans le domaine des engrais, CEDEST vient de prendre le contrôle des Etablissements LEOMME, qui exploitent notamment trois usines à Reims, Mézières et Nancy. Cette nouvelle filiale de CEDEST, qui transforme et distribue des engrais, a réalisé en 1979 un chiffre d'affaires de 80 MF.

BURROUGHS CORP.

Burroughs Corporation annonce les résultats du premier trimestre 1980. Chiffres d'affaires : 673 634 000 dollars en augmentation de 16,75 % par rapport au premier trimestre 1979, 388 298 000 dollars, en augmentation de 13 % par rapport au premier trimestre 1978, 42 156 000 dollars.

Recherches
ANALYSTE FINANCIER
expérimenté pour DIRIGER
service Etudes. Rémun. élevée.
Ecrire au « Monde », n° 10.126,
qui transmettra.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le chiffre d'affaires des sociétés contrôlées par la Compagnie Générale d'Électricité, pour le premier trimestre de l'exercice 1980, à 5 886 millions de francs hors taxes, en progression de 20,3 % par rapport à celui du premier trimestre de l'exercice 1979.

Pour la même période, le chiffre d'affaires des sociétés affiliées s'élève à 2 994 millions de francs au lieu de 2 741 millions de francs en 1979 (3). Cette évolution est affectée par la variation du chiffre d'affaires d'Alstom-Atlantique, dont les facturations trimestrielles sont peu significatives.

En total, le chiffre d'affaires du groupe de la C.G.E. s'est élevé, pour le premier trimestre de l'exercice 1980, à 8 880 millions de francs contre 7 676 millions de francs pour le premier trimestre de 1979 (hors C.I.L.-R.E.). La répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité est la suivante :

	PREMIER TRIM. 1979	PREMIER TRIM. 1980	VARIATION 1980/1979
Sociétés contrôlées			
Entreprise électrique	423	433	+ 2,4
Entreprise ingénierie	1 115	1 366	+ 22,5
Télécommunications et informatique	1 362	1 568	+ 15,2
Câbles	427	766	+ 79,3
Accumulateurs et piles	378	615	+ 62,7
Grand public	139	167	+ 20,1
Matériaux	387	387	+ 0,0
Autres secteurs	384	463	+ 20,6
Total	4 735	5 696 (3)	+ 20,3
Sociétés affiliées			
Alstom-Atlantique	2 313	2 446	+ 5,7
Autres sociétés affiliées	2 741	2 994 (3)	+ 9,2
TOTAL GÉNÉRAL	7 476 (1)	8 690	+ 15,3

(1) Non compris C.I.L.-R.E.
(2) L'attribution d'une société d'entreprise entraîne le transfert de 128 millions de francs de chiffre d'affaires des sociétés contrôlées aux sociétés affiliées.
(3) La forte progression constatée pour le secteur des câbles est due à la prise de contrôle des Luminor et Tréfileries de Lens, structure constante, le taux de progression de ce secteur serait de 29,8 %.

CIT - ALCATEL

Le conseil d'administration réuni le 30 avril 1980 a arrêté les comptes de l'exercice 1979.

Le résultat d'exploitation de la compagnie s'élève à 128 851 000 F, en net retrait sur celui de 1978, et affecté par les frais de recouvrement industrielisés à l'introduction accélérée de la communication électronique temporelle et le vigoureux effort commercial entrepris à l'étranger. L'efficacité de ces mesures est illustrée par les importants succès enregistrés à l'exportation au cours du premier trimestre de l'année en cours.

Après provision pour impôts de 57 millions de francs, contre 86 700 000 F pour l'exercice précédent, et prise en compte de la charge nette de la participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise, soit 14 638 000 F, le résultat net au bilan s'élève à 116 213 000 F, dont 20 970 000 F de plus-values nettes à long terme sur cessions d'immobilisations, contre 50 millions de francs de plus-values à long terme pour l'exercice précédent.

Le conseil s'est réuni le 29 avril 1980, le conseil a pris connaissance du projet d'apport, par la Compagnie générale d'Industrie et de Participations (C.G.I.P.) et par une des filiales, LORCA, de 500 actions représentant 80 % du capital du groupe HoloPhane.

Il a décidé de soumettre ce projet, déjà annoncé début février, et qui concerne la politique de diversification dans le domaine des arts de la table, à une assemblée générale extraordinaire, convoquée pour le 15 juin, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire.

L'apport serait rémunéré, sous réserve des observations des commissaires aux comptes et des commissaires aux apports et de l'approbation de l'assemblée, par la création de 51 000 actions HOLOPHANE portant jouissance au 1^{er} janvier 1980 et qui seraient attribuées au groupe de la C.G.I.P.

En outre de l'exercice 1979, HOLOPHANE a réalisé un chiffre d'affaires de 201,39 millions de francs (+ 14,53 %) et un bénéfice net de 10,93 millions de francs (contre 11,90 millions de francs en 1978). Il sera proposé à l'assemblée ordinaire, le 18 juin 1980, de répartir aux actionnaires, après affectation d'un dividende net de 17 F par action, soit 25,50 F par action compte tenu de l'avoir fiscal, contre 22,50 F par action au titre de l'exercice 1978.

France Garantie

Situation au 31 mars 1980

Actif net F. 1 295 715 680

Répartition de l'actif :

- dépôts classiques 101,80 %
- fraction des dividendes à payer restant à décaisser dans le portefeuille -1,80 %

Nombre d'actions en circulation : 5 973 448

Valeur liquidative F. 216,91

Dividende 1979 (net + avr) F. 19,38 (17,50 + 1,88) mis en paiement le 24 mars 1980

Régularisation du dividende en actions nouvelles jusqu'à la fin du mois de juin 1980

L.C.I.

OFFRE D'ACHAT 1 000 USD POUR M.V. FLEXSERVICE 1

Ecrire journal n° 10 195

A VENDRE

(casse retraitée)
OPTIC-PHOTO avec stock 160.000 F
Magasin avec 2 pièces et cave (35 m² + 18 m²)
Loyer annuel : 15.000 F
Entre métro GARE DU NORD et CHAPPELLE
Téléphone : 607-89-26 et 206-66-11

Cours d'anglais et séjours en Collèges anglais

DE VRAIES ÉCOLES DE LANGUES, 36 Rue de Chezy 92200 Neuilly Tél. 637-35-86

BRILLANTS

certifiés
cours moyen au 12.580
1ct Bl Extra Pur 10⁺ le carat 129900
1ct Blanc Pur 3⁺ le carat 84700
0,75 Blanc Pur 3⁺ le carat 29 900
JEAN TOUR expert conseil depuis 180 ans
12 av. Victor-Hugo 92010 500 86 71
crédit

PLACEMENT DIAMANT OU S'INFORMER?

Le Centre d'Information Union de Diamantaires, 17 rue St-Florentin, 75006 Paris Tél. (1) 260.36.32 - (24 lignes groupées), est ouvert au public du lundi au vendredi de 10 h à 19 h et le samedi de 10 h à 17 h.

LES MARCHÉS

PARIS

Hausse des pétroles

BOURSE DE PARIS

VALEURS	PREMIER TRIM. 1979	PREMIER TRIM. 1980	VARIATION
Alstom	1 115	1 366	+ 22,5
Alcatel	1 362	1 568	+ 15,2
Alstom-Atlantique	2 313	2 446	+ 5,7
Autres sociétés affiliées	2 741	2 994	+ 9,2
TOTAL GÉNÉRAL	7 476 (1)	8 690	+ 15,3

(1) Non compris C.I.L.-R.E.

(2) L'attribution d'une société d'entreprise entraîne le transfert de 128 millions de francs de chiffre d'affaires des sociétés contrôlées aux sociétés affiliées.

(3) La forte progression constatée pour le secteur des câbles est due à la prise de contrôle des Luminor et Tréfileries de Lens, structure constante, le taux de progression de ce secteur serait de 29,8 %.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

14 AAA

Hausse des pétroles

Le fait marquant au cours de la séance de mercredi a été l'absence forte hausse des valeurs favorisée par l'importante découverte de gaz faite en mer du Nord par la Royal Dutch Shell. Les deux valeurs ont gagné 9,40. Royal Dutch et Shell, ont monté respectivement de 6,7 % et de 8,8 %, entraînant dans leur sillage Anglo-Norwydia (+ 5 %), Esso (+ 3,1 %), Elf Aquitaine (+ 2,4 %), Petrofina (+ 2,4 %), C.F.P. (+ 2 %) et C.F.E. (+ 1,5 %). Ce rebond sur le devant de la scène des pétroliers, comme à New-York et à Londres, a un peu revigoré le marché et, par sympathie ou par conviction, les valeurs ont monté, comme les Presses de la Cité (+ 1,5 %), C.G.P.J. (+ 4,4 %), Crouzet-Loire (+ 4,3 %), Leroy-Sommer (+ 3,2 %) et Moulinex (+ 3,2 %).

Depuis les baisses ont encore eu lieu (leclercq (-5,7 %), Paris-France (-4,4 %), S.A.T. (-3 %), Locafrance (-1,9 %)) et Peugeot-Citroën

La reprise de Wall Street, déclenchée pour une bonne part également par la nouvelle baisse des taux d'intérêt outre-Atlantique, semble, elle aussi, avoir provoqué une impression favorable sur les marchés de l'Europe. L'activité est quand même demeurée réduite à la veille d'un chômage de vingt-quatre heures pour les fêtes de l'Ascension.

Sur les indices venues des Etats-Unis, mais aussi d'outre-Manche, l'on remarque que l'ingot progressait de 1 000 F à 27 295 F, ce qui porte le prix du métal jaune à 541,53 dollars l'once contre 536,55 dollars. Le contrat sur les futures le plus contracté : 6,2 millions de francs contre 13,8 millions.

Taux du marché monétaire
Effets privés, du 14/0 12 3/4 %

LONDRES

Le mouvement de hausse se poursuit, favorisant les pétroles, et Shell en particulier, après la découverte de gaz au large du Nord, les industries et les fonds d'Etat. Côté pour la première fois, l'action E. A. S. P. vaut 35,5 livres. Légère reprise des mines d'or.

OF (conversion) (dollars) 31/8 36 contra 812		
SALES	CLOSURE	COURS
	13/3	14/8
Bechem	118	118
British Petroleum	332	348
Cowlands	67	88
*De Beere	2 33	9 10
Imperial Chemical	880	332
Isa Tietz Zinc Cor.	355	871
Shell	354	364
Vickers	117	118
Wax Loan 3 1/2 %	32 2/4	32 7/8
*West. Electric	74	77 3/4
*Western Holdings	88 1/4	30 1/2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX. — Versement d'un dividende exceptionnel de 25 F sans non renouvelable à l'occasion du 150^e anniversaire de la banque. Le dividende sera versé le 15 octobre 1979. Le dividende ordinaire sera fixé à 110 F (l'ancien) et sera versé le 15 novembre 1979. Les deux dividendes cumulés seront payables le 15 juillet 1980.

UNILEVER. — Bénéfice net attribuable par action de 1978 de 63,3 millions de livres contre 62,1 millions.

ELF AQUITAINE. — Bénéfice net consolidé du groupe pour 1978 de 1 431 millions de francs contre 1 431 millions. Le résultat net consolidé du groupe est de 1 431 millions, stable à 5 948 millions de francs contre 1 484 millions.

C-M. INDUSTRIES. — Bénéfice net consolidé du groupe pour 1978 de 57,17 millions de francs contre 57,17 millions. La part du groupe est de 57,23 millions de francs.

FRANCES contre 53,77 millions.
CHARGEURS REUNIS. — Bénéfice consolidé (part du groupe) pour 1970 : 88,6 millions de francs contre 48,7 millions.
PILES WONDER. — Bénéfice net pour 1970 : 6,5 millions de francs contre 4,5 millions. Dividende global : 10,50 F contre 21,75 F.
LUCHATEL. — Bénéfice net pour 1970 : 18,6 millions de francs contre 15,5 millions.

20,2 millions. Dividende global :
23,25 F contre 21 F.
HOLOPHANE. — Bénéfice net pour
1979 : 10,82 millions de francs contre
11,90 millions. Dividende global :
25,50 F contre 22,50 P.

NEW YORK

NEW-YORK.

Vive reprise

Peu vaillant en début de semaine, le marché de New-York, stimulé par la hausse des valeurs industrielles, a repris sa marche normale. Les valeurs d'exportation, d'ailleurs, ont été particulièrement favorisées par la déclaration de guerre émanant du Congrès, se voyant ainsi exempter de l'impôt sur les profits. La décision du président de déclarer la guerre a entraîné l'imposition d'une surtaxe sur

ntion de l'essence à la clé, a
bonnes chances d'être agréée
Chambre des représentants

[illegible]

INDICES QUOTIDIENS

INDEX, base 100: 29 dec 1875
12 mar 1913

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	13/3	14/5
1 dollar (20 yens),...	227 48	228 30

BOURSE DE PARIS - 14 MAI - COMPTANT

VALEURS			Cours précéd.		Dernier cours		VALEURS			Cours précéd.		Dernier cours	
% du com.	% du coupon												
%	33 30	1 861	S.E.F.	195	281	Lucasbel Immeub.	338	383	Immeub.	183	183	.....	183
%	71	2 561	Messager	265	340	Lucifinances	124	179	Ch. de Fer. Imm.	34	34	.....	34
% amort. 45-54	71	2 561	Hanzen Navel	260	340	(L) Lyen Gr. Ct.	143	138	U.F.E.J.	112	112	.....	112
% 1953.	1	2 367	Sogo Hyatt. Cent.	325	343	Marshall Créd.	394	58	U.F.I.M.M.	172	172	.....	172
Sup. M. E. 61-63	110 30	3 221	Repts. Ind. Paris.	275	278 40	Paris-Récompens	394	58	Union Minier.	261	291	.....	291
Sup. M. E. 64-67	107 60	3 201	R.A.T.	22 50	24 50	Paris-Récompens	404	411	Des. Indus. Financ.	232	232	.....	232
Sup. M. E. 68-70	9 20	5 721	R.A.T.	22 50	24 50	Stimulac Bank	263	265	Asie Investiss.	302	302	.....	302
Sup. M. E. 71-72	6 60		R.A.T.	22 50	24 50	Stimulac Bank	263	265	Asie Investiss.	302	302	.....	302
Sup. M. E. 73-77	8 80		Ranger Works.	287	285	SILMINCO	368	368	Abel (Cie Ind.)	262	262	.....	262
Sup. M. E. 78	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 79	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 80	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 81	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 82	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 83	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 84	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 85	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 86	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 87	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 88	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 89	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 90	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 91	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 92	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 93	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 94	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 95	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 96	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 97	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 98	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 99	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302
Sup. M. E. 100	35 20	6 441	C.A.L.	31	31	S.E. Cost. Bang.	78	88	Agip (Cie Ind.)	302	302	.....	302

MARCHÉ À TERME

Les cours. Cotes sont corrigées des le tonnage, dans la première édition.																			
Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compensation				
4,5 % 1973-1974	1191	1193	1199	1197	1230	EH-Judiciaire	1295	1219	1262	132	0	193	Marie-Marte	169	182	56	779	35	
C.N.R. 3 %	1421	1428	1435	1441	23	EH-Judiciaire	1295	1219	1262	132	0	193	Marie-Marte	169	182	56	779	35	
A.L. 3 %	5121	5131	5141	5151	240	E. S. Lufthansa	125	125	126	176	88	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
C.N.R. 3 %	5121	5131	5141	5151	240	E. S. Lufthansa	125	125	126	176	88	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
A.L. Part. Ind.	92	92	93	92	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219	218	108	34	Navet-Sal	33	33	35	28	218	108
Alcatel	52	52	52	52	218	Esso S.A.	218	218	219										

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 35 et 14 h. 30. Pour

[illegible]

DES CHANGES | COURS DES BILLETS AUX ÉTRANGERS | MARCHÉ LIBRE DE L'OR

OFFICIEL	COURS préc.	COURS 12/5	Achat	Vente	MÉCANISMES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/5
5 1/2	4 284	4 225	4 970	4 288	Or fin (pds en barre)....	72254	72700
100 0/100	234	234 825	229	229	Or fin (suisse).....	72395	72895
100 1/2	14 681	14 587	13 896	14 580	Pièce française (20 fr.)...	676	671
100 3/4	212 896	212 885	206	210	Pièce française (10 fr.)...	338	338
100 1/4	74 248	74 248	82 596	87 500	Pièce suisse (20 fr.).....	538 18	525
100 1/8	66 280	65 470	62 596	67 500	Pièce suisse (10 fr.).....	268 30	266
francs (5 1/2)	9 571	9 625	9 580	9 580	Pièce suisse (5 fr.).....	135 30	133 50
francs (5)	252 180	262 856	246	258	Pièce de 20 dollars.....	2672	2718
100 1/2	99 328	98 520	90	181 000	Pièce de 10 dollars.....	1306	1270
100 1/4	99 328	98 520	90	181 000	Pièce de 5 dollars.....	653	628
100 1/8	5 610	5 426	5 780	4 181	Pièce de 50 pesetas.....	3133	3033
100 1/4	3 536	3 556	8 598	8 580	Pièce de 10 francs.....	528	521
100 1/8	3 578	3 582	3 700	3 700			
100 1/4	1 486	1 822	1 758	1 850			

BRILLANTS

WALL TOUR August 1961

